

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

n° 28 – 22 mars 2024

page*2:
Editions Page deux

SYLÉPSE



SPARTACUS



RED UTOPIA ROJA



NewPolitics

Entre les lignes entre les mots



LES utopiques



Brigades éditoriales de solidarité

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, les blogs *Entre les lignes entre les mots* (Paris) et *Utopia Rossa*, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

À l'encontre: <https://alencontre.org/>

Centre Tricontinental: www.cetri.be/

ContreTemps: lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2: <https://alencontre.org/>

Éditions Spartacus: www.editions-spartacus.fr

Éditions Syllepse: www.syllepse.net

Massari Editore, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots: [https://entre-](https://entre-leslignesentrelesmots.blog/)

[leslignesentrelesmots.blog/](https://entre-leslignesentrelesmots.blog/)

Europe solidaire sans frontières: www.europe-solidaire.org

Les Utopiques: lesutopiques.org

M Éditeur: <https://m-editeur.info/>

New Politics: newpol.org/

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: laboursolidarity.org

Utopia Rossa: <http://utopiarossa.blogspot.com>



22 MARS 2024

ISBN: 979-10-399-0227-4

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLLES, 75020 PARIS

Illustration de couverture: © Natacha Nisic, *Breaking Dreams, Breaking Lives*, mars 2022, The Crown Project. Illustrations intérieures: DR et collections particulières.

Du n° 1 (3 mars 2022, soit neuf jours après le début de l'invasion) au n° 27 (22 février 2024), en 24 mois, les Brigades éditoriales de solidarité ont publié 27 numéros soit quelque 655 articles sur 2 834 pages.

Nous avons également publié 2 brochures en téléchargement: *Marko Bocjun, un marxiste ukrainien*; *Bilkis, un groupe féministe ukrainien*; 1 bande dessinée (en téléchargement): *Une «ostarbieter» de 3 ans*.

Ainsi que six livres: *Liberté et démocratie pour les peuples d'Ukraine* (Brigades éditoriales de solidarité); *Solidarité syndicale en temps de guerre* (Réseau syndical de solidarité et de luttes); *Maksym Butkevych* (Comité français du Résu); *L'Ukraine insurgée* (Brigades éditoriales de solidarité); *L'Ukraine en toutes lettres* (Brigades éditoriales de solidarité, traduit et publié en italien par les éditions Utopia Rossa); *Jours gris et nuages d'acier sur l'Ukraine* (Bernard Dréano).

Sans oublier 2 numéros de revues axées sur l'Ukraine: *Les Utopiques* (Union syndicale Solidaires) et *ContreTemps*.

À cela s'ajoutent 4 livres en ukrainien pour le compte de la maison d'édition ukrainienne en exil Medusa, l'organisation d'un salon du livre ukrainien avec le Comité français du Résu... et la participation régulière au Comité français du Résu.

Table des matières

NOUS ÉCRIVONS DEPUIS L'ESPAGNE...	
LUIS M. SÁENZ	5
SEPT CONCLUSIONS POUR UN 24 FÉVRIER	
VITALYI DUDIN	7
L'ARRÊT DE LA GUERRE SIGNIFIE LA MORT DE LA DICTATURE 8	
MOUVEMENT SOCIALISTE RUSSE	8
LES BONNES RAISONS DE DÉFENDRE L'IDÉE QUE, NON, L'UKRAINE N'A PAS PERDU LA GUERRE	
DANIEL IRIARTE	12
LA GUERRE À UN TOURNANT ?	
ANTOINE RABADAN	15
POUR SURVIVRE, LES TRAVAILLEURS ET LES TRAVAILLEUSES D'UKRAINE ONT BESOIN DE L'AIDE INTERNATIONALE	
ALFONS BECH	17
LE DÉFENSEUR DES DROITS	
MAKSYM BUTKEVYCH DEVANT LA COUR SUPRÊME	
INFO MEDIAZONA	20
PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE	
CONTRE LA RÉFORME DU CODE DU TRAVAIL	
PRIAMA DIIA	25
UNE ENQUÊTE SUR LES BOURSES UNIVERSITAIRES À PROPOS DE PRIAMA DIIA	
	27
LA LISTE NOIRE DES ENTREPRISES QUI NE PAIENT PAS LES SALAIRES	
PATRICK LE TRÉHONDAT	29

FÉMINISME	
UN 8 MARS EN GUERRE	
ATELIER FÉMINISTE	38
DE L'ARMÉE AUX BANCS D'ÉCOLE: DÉTRUISONS LE SEXISME ET LE PATRIARCAT	
PRIAMA DIIA	38
SEMAINE DE SOLIDARITÉ AVEC LES FEMMES À KHARKIV	
SPHÈRE, ASSOCIATION DE FEMMES	39
LA GUERRE ET LES CONTRADICTIONS DE GENRE	
SOTSIALNYI RUKH	39
MARCHE POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES À OUGGOROD	
CORRESPONDANTE	40
TROIS FEMMES AU COMBAT	
ENTRETIEN	41
<i>LE BATAILLON INVISIBLE</i>	47
LA VIOLENCE SEXUELLE N'EST PAS UN CRIME DE GUERRE CACHÉ	
ANNA MYKYTENKO	48
RETOUR VERS LE FUTUR	
CONFISQUÉS, CENSURÉS, INTERDITS, DÉTRUITS, OUBLIÉS...	
PATRICK SILBERSTEIN	51
MAZEPA, UNE NOUVELLE VOIX À GAUCHE	
VLADYSLAV STARODUBTSEV ET LES YAKOVYCHYN	52
LE SOCIALISME DISSIDENT DE IOURI BADZO	
VLADYSLAV STARODUBTSEV	54
PROJET DE PROGRAMME DU PARTI UKRAINIEN DU SOCIALISME DÉMOCRATIQUE ET DE L'INDÉPENDANCE DE L'ÉTAT	
IOURI BADZO	59



VISAGES DU POUTINISME

LES ENFANTS UKRAINIENS VICTIMES DE POUTINE
ALBERT HERSZKOWICZ ET BESLAN BOKHVAURELI
64

PRISES DE POSITION

GUERRE OU PAIX ? UN FAUX DILEMME DANS LA
POLÉMIQUE AUTOUR DE LA QUESTION UKRAINIENNE
DARIA SUBAROVA
73

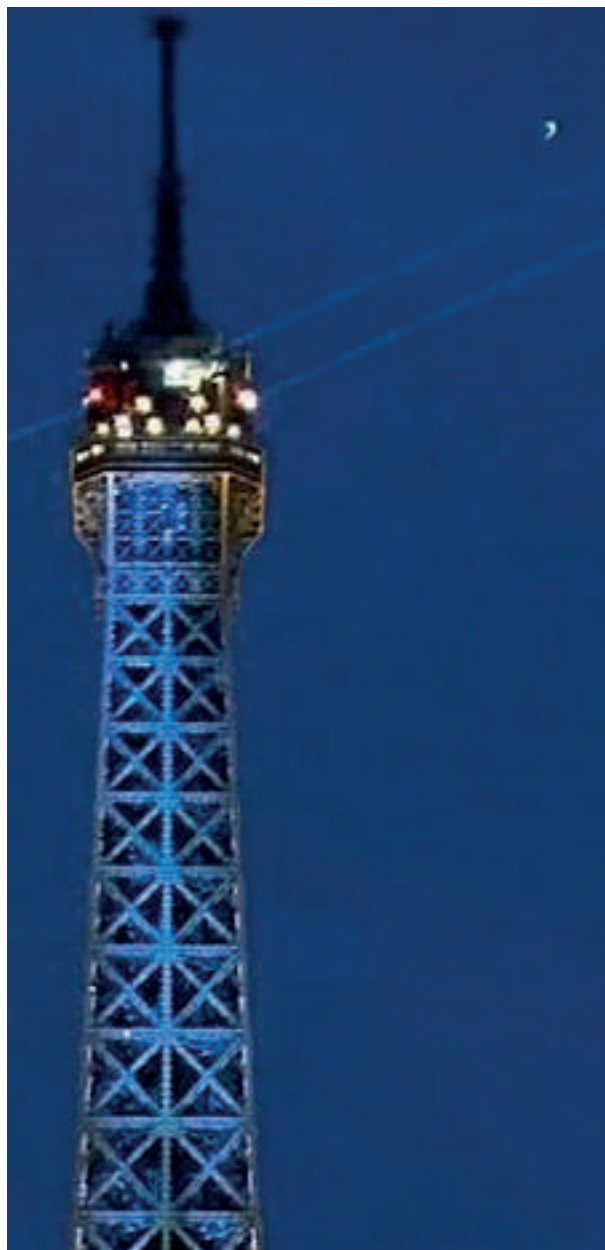
DES ÉLU·ES DE GAUCHE APPELLENT À
SOUTENIR L'UKRAINE À L'OCCASION DU
2^E ANNIVERSAIRE DE L'INVASION
SOREN SONDERGAARD ET STÉFANIE PREZIOSO
77

LES ÉLU·ES DE LA GAUCHE QUÉBÉCOISE ET LE DROIT
À L'AUTODÉTERMINATION... DES UKRAINIEN·NES
CAMILLE POPINOT
78

LE « POUTINISME ÉCONOMIQUE » DE LA SUISSE
JO LANG
80

BOÎTE ALERTE

UNE PARABOLE RÉVOLUTIONNAIRE
SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES
ROMAN ROSDOLSKY
86



Nous écrivons depuis l'Espagne...

LUIS M. SÁENZ¹

Il y a vingt-cinq mois, la guerre déclenchée par Poutine contre l'Ukraine a repris à grande échelle. Des dizaines de milliers de soldats et de civils tués. Dix millions de personnes déplacées, six millions à l'étranger. Des petites filles et des petits garçons volés. Des violences sexuelles commises par l'armée russe (Commission d'enquête internationale indépendante auprès du Conseil des droits humains). Il ne s'agit pas d'une guerre OTAN-Russie ou «interimpérialiste», mais d'un projet annexionniste et criminel. Nous sommes aux côtés de l'Ukraine et de la Russie décente, celle qui refuse la guerre et l'assassinat de Navalny.

Nous écrivons depuis l'Espagne. Le 24 février 2024, nous nous sommes mobilisés pour l'Ukraine : dans les trois capitales du Pays basque, avec l'association Ukraine-Euskadi ; à Madrid, de 150 personnes à Torrejón, une ville de 135 000 habitants, à des milliers et des milliers dans la capitale ; des milliers à Barcelone, où a eu lieu une autre manifestation de l'association des Russes libres, et des centaines de manifestants à Gérone, Tarragone et Lérida ; à Vigo, à Murcie, à Malaga et dans d'autres endroits. Un bilan positif. Mais avec des limites.

La participation des Ukrainiennes et des Ukrainiens ou des gens qui leurs proches a été majoritaire. La majorité de la population soutient l'Ukraine, mais la présence de la population autochtone était faible et le

réseau militant habituel, presque inexistant, comme cela avait déjà été le cas dans d'autres manifestations contre cette guerre ou en solidarité avec les femmes iraniennes. Une grande partie de ces militants absents, qui heureusement se mobilisent pour la Palestine, ne veulent pas soutenir la résistance armée ukrainienne ni exiger le retrait total des troupes russes.

Le fossé qui nous sépare de ces secteurs militants rend difficile l'articulation d'espaces de solidarité avec l'Ukraine. Nous avançons, nous établissons des contacts avec la communauté ukrainienne et nous renforçons les liens entre les collectifs, les publications, les partis et les militants proches du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU). Des outils tels que le groupe Whatsapp «Be like Nina» ont été créés. Nous échangeons des articles et partageons des traductions. Des organisations de la CGT catalane et du syndicat de la santé MATS (Movimiento Asambleario de Trabajadores-as de Sanidad) ont participé à la collecte de fonds pour le syndicat des enseignants ukrainiens ; l'UGT de Catalogne a eu une présence importante à la réunion syndicale internationale du 22 février 2024 à Kyiv (voir p. 17). Mais nous sommes encore en retard par rapport aux puissants réseaux de solidarité tissés en France ou au Royaume-Uni, qui nous encouragent.

Il y a une cohérence à s'opposer à la guerre et à l'invasion de Poutine et à être contre le massacre, l'occupation et le nettoyage ethnique de Nétanyahou et ce sur la base d'une même position éthique, d'un même sens de la solidarité globale, proche des sentiments de nombreuses personnes qui ne sont pas particulièrement «politisées». Cet engagement de solidarité humaine échappe aux étiquettes, aux raisons d'État, aux phobies ou aux allégeances à des «camps géostratégiques». Nous soutenons et exigeons que les États-Unis et l'Union européenne donnent

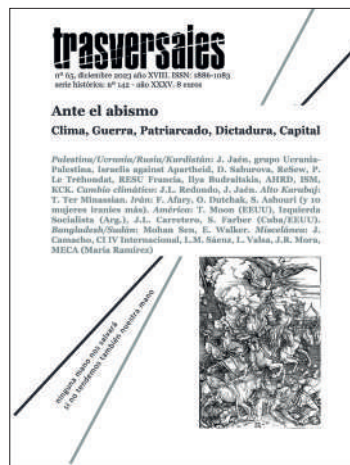


1. Coéditeur de la revue *Trasversales*.

des armes à l'Ukraine, sans rester silencieux face au soutien honteux des gouvernements des États-Unis, de la France et de l'Allemagne à Nétanyahou.

Le rationnement des livraisons d'armes par les États-Unis et par certains pays européens est la principale cause de la situation difficile actuelle sur les fronts de bataille. Aux États-Unis, le trumpisme bloque les livraisons d'armes et Trump ne cache pas sa sympathie pour Poutine, auquel il demande de bombarder les États de l'OTAN, annonçant que s'il ne gagne pas l'élection présidentielle, il y aura un bain de sang et il n'y aura plus d'élections. En Europe, trop de gouvernements sont tentés par la perspective d'une reddition « négociée » de l'Ukraine. Hélas, si Poutine gagne en Ukraine, pauvre Moldavie, pauvres États baltes, pauvre Pologne, pauvre Finlande, pauvre Europe. La société ukrainienne décidera si elle peut continuer à se battre ou si elle doit faire des concessions, mais tant qu'elle résiste, lui demander de se rendre à Poutine et d'abandonner une grande partie de son territoire n'est pas du pacifisme, c'est de la complicité.

Nous ne pouvons pas laisser l'avenir entre les mains des États, ni renoncer à faire pression sur eux et sur l'UE: l'Ukraine a besoin d'armes et nous n'en avons pas. En Espagne, l'attitude institutionnelle du gouvernement Sánchez sur l'Ukraine et la Palestine est peut-être la plus avancée au sein de l'UE, mais elle n'est pas exempte de lacunes, de contradictions et de promesses non tenues. Cette situation nous donne une marge d'action pour exiger davantage d'engagements de la part du gouvernement espagnol et de l'UE, sans oublier que la seule chose qui puisse être garantie est ce que nous devons et pouvons faire nous-mêmes, sans attendre ni faire une confiance aveugle à un gouvernement quel qu'il soit. Pour l'Ukraine et pour la Palestine, avec leurs peuples.



Sept conclusions pour un 24 février

VITALYI DUDIN¹

1. L'Ukraine a prouvé que sans l'adhésion à l'OTAN, il est possible de résister à la Russie, la puissance impériale la plus militariste de notre époque. Il s'agit d'un témoignage vivant de l'indépendance et du dévouement du peuple ukrainien, en particulier des forces armées ukrainiennes. Poutine s'est lui-même enfoncé dans un piège et il lui est impossible d'en sortir sans une dégradation encore plus grande de la société [russe] dans le sens du fascisme. Nous avons survécu grâce à une solidarité sans précédent, et la perspective de la victoire dépend de sa poursuite au niveau mondial. Mais pour passer à une nouvelle étape, le caractère national de la guerre doit être complété par la prise de mesures socialistes par l'État ukrainien.

2. Le lien entre le potentiel économique de l'État et l'arsenal de ses moyens est évident. Ce n'est pas un hasard si David Arakhamia² a déclaré qu'en cas de défection de l'aide américaine, davantage d'Ukrainiens devront être mobilisés. Se concentrer sur des mesures telles que l'annulation de la dette, l'impôt progressif et la nationalisation des industries stratégiques permettrait probablement de mieux équiper les défenseurs et donc d'enrôler moins de personnes. Avec des ressources limitées et une liberté d'action

illimitée, les autorités sont enclines à mobiliser les gens plutôt qu'à restructurer l'économie.

3. Le peuple ukrainien est convaincu de l'incompatibilité du capitalisme avec l'humanité. Beaucoup de personnels soignants, de cheminots, d'éducateurs, d'agents de sécurité, de chauffeurs et de fonctionnaires ont fait l'expérience de multiples vulnérabilités: auprès d'eux, j'ai appris comment à la menace qui pèse sur leur vie s'est ajoutée la peur de l'avenir en raison de l'arbitraire des employeurs. C'est une honte de voir comment les autorités se préoccupent non pas de ces personnes, mais du confort des élites du monde des affaires. Le sentiment de privation des droits et d'insécurité des masses laborieuses exacerbe la pénurie de travailleurs.

4. Suffisamment de temps s'est écoulé pour que même les partisans du marché libre soient convaincus de l'incapacité de l'économie libérale à répondre aux défis de la guerre. Notre peuple est prêt à apporter une contribution encore plus grande à la victoire en augmentant la production des moyens de défense et en restaurant les infrastructures, mais pour cela, l'État doit fournir à chacun un emploi décent et productif. Aujourd'hui, la pénurie de main-d'œuvre se conjugue avec le chômage. La crise non résolue dans le domaine social et du travail ne permettra pas à l'Ukraine de profiter de ses avantages naturels et la rendra dépendante de l'aide occidentale.

5. La légitimité de toute mesure coercitive (comme la mobilisation ou la restriction des déplacements à l'étranger) restera discutable tant qu'il y aura un fossé entre les couches sociales et les profiteurs de la corruption. Les autorités ne se rendront jamais compte qu'une société stratifiée en classes a moins de stabilité qu'une société en pleine cohésion sociale.



1. Vitaliy Dudin est membre de l'organisation socialiste ukrainienne, Sotsialny Rukh. Traduction Patrick Le Tréhondat

2. NdT. Député, président du groupe présidentiel au Parlement.

Pendant une guerre de libération, il ne peut y avoir d'oligarques dans un pays qui cherche à gagner.

6. Les restrictions à la convocation d'élections et à la compétition politique devraient être compensées par l'expansion des formes de démocratie à tous les niveaux, en particulier en augmentant l'importance des syndicats et des collectifs de travailleurs dans la résolution des problèmes aux niveaux industriel et législatif. Après l'expiration du mandat pour lequel elle a été élue, Galina Tretyakova, la présidente de la commission parlementaire sur la politique sociale, ne devrait pas continuer à déterminer la politique sociale et à imposer un Code du travail axé sur la protection des riches contre la population active. Sans tenir compte de l'avis des syndicats dans le cadre du dialogue social, les autorités ne devraient pas prendre de telles décisions, à moins, bien sûr, qu'elles ne veuillent porter les contradictions sociales à un point critique.



7. Habituez-vous à penser au moins une fois toutes les 24 heures à ce que vous avez fait pour le bien commun. Êtes-vous prêt à sacrifier de votre temps libre, car beaucoup ont déjà donné ce qu'il y a de plus précieux dans la lutte pour une Ukraine libre: leur vie. Souvenez-vous d'eux.

L'arrêt de la guerre signifie la mort de la dictature

MOUVEMENT SOCIALISTE RUSSE

Il y a deux ans, Vladimir Poutine a lancé une invasion à grande échelle de l'Ukraine. Cette décision des dirigeants russes n'était pas une réponse à une quelconque menace militaire posée par l'Ukraine ou l'OTAN – il s'agissait d'une tentative d'assujettissement d'un pays voisin qui, selon Poutine, ne devrait tout simplement pas exister.

Le plan initial de Poutine en Ukraine semble avoir été une «opération spéciale» de changement de régime: les troupes occuperaient rapidement les principales villes du pays, la Garde nationale russe réprimerait les manifestations «nationalistes» et la majorité de la population accueillerait ses «frères» russes tant attendus avec des fleurs.

Mais au lieu de fleurs et de fanfares, l'armée russe s'est heurtée à la résistance obstinée des Ukrainiens et, au lieu de «gangs», elle a trouvé une armée bien entraînée et très motivée. L'«opération spéciale» s'est transformée en une véritable guerre.

La première victime de l'agression russe est l'Ukraine et son peuple. Plus de 10 000 civils ont été tués et plus de 18 500 blessés. 6,3 millions de personnes ont cherché refuge à l'étranger et 3,7 millions ont été déplacées à l'intérieur du pays. Au cours de la guerre, des centaines de milliers d'installations médicales, résidentielles, éducatives et sportives ont été détruites. Les écosystèmes ont fait l'objet d'un écocide.

Les dommages causés à l'économie ukrainienne, estimés à plus de 300 milliards de dollars, affecteront le bien-être de ses citoyens pour les années à venir, rendant la vie plus difficile pour les plus pauvres en particulier. La société russe subit elle aussi une transformation douloureuse. Léon Trotsky a écrit un jour que «ce n'est pas la conscience qui gouverne la guerre, mais la guerre qui gouverne la conscience». La guerre a sa propre logique et modifie les plans humains. Au lieu d'une «opération spéciale», Poutine s'est engagé à faire exactement le contraire: une guerre longue, sanglante et épuisante pour finir par éroder les ressources de l'Ukraine et forcer l'Occident à suspendre son aide. Ce scénario exigera de la Russie d'énormes sacrifices auxquels ni sa population ni son économie n'étaient préparées.

Entraîné dans cette longue guerre, l'État de Poutine a changé de l'intérieur: il doit forcer la société à accepter de telles pertes. Cela passe par la répression politique et l'instauration d'un climat de peur.

Selon *OVD Info*, 1 980 personnes ont été arrêtées pour s'être opposées à la guerre depuis le début de celle-ci, et 825 d'entre elles font l'objet de poursuites pénales; au moins un demi-million de personnes ont quitté le pays pour des raisons morales et politiques ou pour échapper à l'appel sous les drapeaux. La guerre n'est pas devenue un point de ralliement, une «Seconde Guerre mondiale 2.0» pour la plupart des Russes – les partisans idéologiques de l'agression de Poutine sont encore minoritaires, même s'ils sont les seuls à pouvoir exprimer leur point de vue.

Les causes et la nature de la guerre

L'objectif de la guerre actuelle n'est clairement pas de protéger la population russophone de l'Ukraine,

qui a le plus souffert aux mains des occupants, ni de contrer l'expansion occidentale, puisque le Kremlin partage une longue histoire d'enrichissement mutuel avec l'Occident.

Le véritable motif de l'invasion du Kremlin est son désir d'asseoir davantage sa domination politique, économique et militaire sur la société russe et les sociétés des autres pays post-soviétiques, à laquelle Moscou prétend avoir «historiquement droit».

Dans le cadre de leur vision conspirationniste du monde, Poutine et son entourage considèrent que le Maïdan (2014) en Ukraine, les soulèvements au Belarus (2020) et au Kazakhstan (2021), et les vagues de protestations de masse en Russie même depuis 2012 font partie d'une «guerre hybride» menée contre la Russie par l'Occident.

La «lutte contre l'hégémonie occidentale» telle que la conçoit Poutine n'a rien à voir avec la résistance aux politiques d'exploitation des élites américaines et européennes sur la scène mondiale. Au contraire, le Kremlin accepte et salue les politiques occidentales qui ne sont assorties d'aucune condition éthique.

Les seules «valeurs occidentales étrangères» contre lesquelles la Russie se bat sont les droits de l'homme, la liberté d'expression, l'égalité des sexes, le développement durable, etc. En ce sens, le poutinisme est l'avant-garde d'une internationale d'extrême droite qui menace la démocratie et les mouvements progressistes dans le monde entier, une internationale où participent notamment Trump et ses partisans aux États-Unis, l'AfD en Allemagne, le régime d'Erdoğan en Turquie, Orbán en Hongrie, et d'autres.

L'objectif principal de cette guerre est de protéger le régime de Poutine et ses États vassaux autoritaires, comme la dictature de Loukachenko en Biélorussie, de la menace d'une révolution.



Cet objectif coïncide parfaitement avec les rêves de l'élite de reconstruire l'Empire russe, ce qui passe par l'asservissement de l'Ukraine, mais l'expansion russe ne s'arrêtera pas là.

Il s'inscrit également dans l'espoir d'un «monde multipolaire», dans lequel les dictateurs et les oligarques jouissent d'une liberté totale pour piller leurs sujets, réprimer les dissidents et diviser le monde au mépris du droit international.

C'est pourquoi, aujourd'hui, «Arrêter la guerre» doit signifier «Mettre fin à la dictature de Poutine». Exiger la paix, c'est exiger l'abolition des hiérarchies sociales qui sont au cœur du régime russe actuel: l'autoritarisme politique, les vastes inégalités de richesse, les normes conservatrices et patriarcales, et un modèle colonial et impérial de relations interethniques.



Lutter pour la paix ou forcer les négociations?

L'année 2023 a été une année de guerre de tranchées pour l'Ukraine. Malgré de lourdes pertes, ni l'armée ukrainienne ni l'armée russe n'ont réussi à progresser de manière significative sur le champ de bataille. Cette situation a accru la lassitude face à la guerre, y compris chez les alliés de l'Ukraine.

Dans ce contexte, les idées de pourparlers de paix et d'opposition aux transferts d'armes vers la zone de conflit – exprimées à la fois par l'extrême droite et certaines forces de gauche – sont devenues de plus en plus populaires.

Bien entendu, toutes les guerres favorisent le militarisme et le nationalisme, la réduction de la protection sociale, la violation des libertés civiles et bien d'autres choses encore dans tous les pays parties

prenantes du conflit. C'est vrai pour la Russie, l'Ukraine et l'Occident.

Il est également évident que toutes les guerres se terminent par des négociations, et il serait inutile de s'opposer à cette demande en principe.

Mais espérer des négociations à ce stade de la guerre est naïf, tout comme la conviction que le désarmement unilatéral de la victime de l'agression apportera la paix.

Les auteurs de ces propositions ne tiennent pas compte de l'évolution du régime de Poutine au cours des dernières années. La légitimité de Poutine est aujourd'hui celle d'un chef de guerre; il ne peut donc pas se maintenir au pouvoir sans faire la guerre.

Il compte désormais sur le fait que l'Occident mettra fin à son soutien à l'Ukraine après les élections américaines et conclura un accord – aux conditions du Kremlin, bien entendu. Mais un tel accord (partition de l'Ukraine? changement de régime à Kiev? reconnaissance des «nouveaux territoires» russes?) ne changera rien à l'attitude essentielle du poutinisme vis-à-vis de la guerre, qui est désormais son seul mode d'existence.

Le régime de Poutine ne peut plus sortir de l'état de guerre, car le seul moyen de maintenir son système est d'aggraver la situation internationale et d'intensifier la répression politique à l'intérieur de la Russie.

C'est pourquoi toute négociation avec Poutine aujourd'hui n'apporterait, au mieux, qu'un bref répit, et non une véritable paix.

Une victoire de la Russie serait la preuve de la faiblesse de l'Occident et de sa volonté de redessiner ses sphères d'influence, surtout dans l'espace post-soviétique. La Moldavie et les États baltes pourraient être les prochaines victimes de l'agression. Une

défaite du régime, en revanche, équivaldrait à son effondrement.

Seul le peuple ukrainien a le droit de décider quand et dans quelles conditions faire la paix. Tant que les Ukrainiens feront preuve d'une volonté de résistance et que le régime de Poutine ne changera rien à ses objectifs expansionnistes, toute contrainte exercée sur l'Ukraine pour l'amener à négocier est un pas vers un «accord» impérialiste aux dépens de l'indépendance de l'Ukraine.

Cet «accord de paix» impérialiste signifierait un retour à la pratique de partition du reste du monde par les «grandes puissances», c'est-à-dire aux conditions qui ont donné naissance à la Première et à la Seconde Guerre mondiale.

Le principal obstacle à la paix n'est certainement pas le «manque de volonté de compromis» de Zelensky, ni le «faucanisme» de Biden ou de Scholz: c'est le manque de volonté de Poutine de discuter même de la désoccupation des territoires ukrainiens saisis après le 24 février 2022. Et c'est l'agresseur, et non la victime, qui doit être contraint de négocier.

Nous, le Mouvement socialiste russe, pensons que dans de telles circonstances, la gauche internationale devrait exiger:

- une paix juste pour le peuple ukrainien, y compris le retrait des troupes russes du territoire internationalement reconnu de l'Ukraine;
- l'annulation de la dette publique de l'Ukraine;
- une pression accrue des sanctions sur l'élite et la classe dirigeante de Poutine;
- une pression accrue sur les différentes entreprises qui continuent à faire des affaires avec la Russie;
- une aide humanitaire accrue aux réfugiés ukrainiens et aux exilés politiques russes, y compris ceux qui fuient la conscription;

- une reconstruction équitable de l'Ukraine après la guerre, menée par les Ukrainiens eux-mêmes selon les principes de la justice sociale, et non par des sociétés d'investissement et des fonds spéculatifs appliquant les principes de l'austérité;
- un soutien direct aux organisations bénévoles et syndicales de gauche en Ukraine;
- des plates-formes permettant aux Ukrainiens et aux Russes opposés à la guerre de s'exprimer;
- la libération des prisonniers politiques russes et la fin de la répression de l'opposition politique en Russie.

Le monde d'aujourd'hui bascule vers la droite et les hommes politiques choisissent de plus en plus de recourir à la discrimination et aux guerres d'agression pour résoudre leurs problèmes, qu'il s'agisse de la campagne militaire génocidaire de Netanyahou à Gaza, soutenue par l'Occident, des attaques de l'Azerbaïdjan contre le Haut-Karabakh (dont la communauté internationale est complice) ou de la rhétorique et des politiques anti-immigrés adoptées par les partis traditionnels en Allemagne, en Finlande, aux Pays-Bas, en France et aux États-Unis. Dans ce contexte mondial, la gauche doit combattre la montée des tendances impérialistes, militaristes et nationalistes, non pas par des efforts utopiques de construction de la paix, mais en empêchant de nouvelles flambées d'agression et en empêchant les forces fascistes sympathisantes de Poutine (Trump, l'AfD, etc.) d'accéder au pouvoir.

Arrêtez la guerre!

Mettez fin au poutinisme!

Libérez l'Ukraine!

Libérez les opprimés en Russie!



Les bonnes raisons de défendre l'idée que, non, l'Ukraine n'a pas perdu la guerre

DANIEL IRIARTE¹

Extrait d'un article traduit de l'espagnol qui expose les raisons d'éviter de céder au défaitisme quant aux possibilités de l'Ukraine de défendre ses positions sur le front, en 2024, comme à celles de reprendre l'offensive en 2025.

Je précise que ce qui est écrit ci-dessous résume bien comment les États européens qui soutiennent l'Ukraine voient la situation actuelle sur le terrain même de la guerre, mais aussi les effets géopolitiques induits et ce qu'ils en déduisent pour organiser l'aide en armement et compenser ainsi le tarissement du côté des Américains. On notera le souci qui prévaut parmi ces soutiens d'éviter un catastrophisme, jugé largement infondé, quant à la capacité des Ukrainiens à contenir les assauts russes le temps que l'aide en armement leur parvienne et à envisager la relance d'une offensive en 2025. Histoire de ne pas laisser à Poutine le monopole de l'idée que le temps joue en sa faveur!

En bref, ce qui est écrit dans cet article ne correspond pas globalement à mon point de vue de gauche anticapitaliste, à l'exception de la nécessité affirmée que, d'une part, les Ukrainiens reçoivent les armements les meilleurs pour se défendre et reconquérir les territoires qui leur ont été volés et

que, d'autre part, l'on ne doive en aucune façon céder au défaitisme diffusé – du type «ils n'y arrivent pas par la seule logique militaire» – par les officines russes. C'est dit, poutinistes en goguette, passez votre chemin, car ici, si la caravane passe et les chiens aboient, il se pourrait bien que ceux-ci finissent au chenil de FB. À bon entendeur salut. Bonne lecture.

ANTOINE RABADAN

Quelque chose est en train de changer en Europe. La Russie n'est pas la seule à réagir

La guerre est, dans une grande mesure, un processus d'action-réaction. L'adaptation de l'armée russe est une réponse aux avancées spectaculaires de l'Ukraine au début de l'invasion, notamment à l'effondrement du front russe de Kharkiv à l'été 2022. De même, les revers subis par l'Ukraine et la situation alarmante qui se crée autour du projet expansionniste de la Russie – comme en témoignent l'interview de Vladimir Poutine avec Tucker Carlson, et les commentaires d'autres dirigeants russes comme Dmitri Medvedev – et la possibilité qu'une victoire de Trump relègue l'OTAN à l'insignifiance, suscitent un réveil sans précédent chez les alliés de Kiev. Le Japon et la Corée du Sud, par exemple, ont multiplié leur aide à l'Ukraine de manière exponentielle en réaction à l'augmentation des livraisons de la Chine à la Russie, convaincus qu'une victoire russe rendra plus probable une future attaque chinoise contre Taïwan et une guerre régionale en Asie.

Mais c'est en Europe que cette secousse est la plus tangible. Depuis décembre, plusieurs dirigeants politiques et militaires du continent ont mis en garde contre la probabilité d'une future agression russe

1. Publié sur le site d'information et d'analyse *El Confidencial*.



contre le territoire de l'OTAN dans un délai de trois à cinq ans, et sur la nécessité de mettre ce délai à profit pour préparer une force de dissuasion crédible. Selon un décompte non exhaustif établi par *El Confidencial*, ces propos ont été tenus par le chef des services de renseignement polonais, le chef d'état-major britannique Patrick Saunders, l'ancien commandant britannique de l'OTAN, le chef d'état-major néerlandais, le chef d'état-major roumain, le ministre allemand de la défense Boris Pistorius, la première ministre estonienne par intérim Kaja Kallas, ainsi que par les services de renseignement du Danemark, de l'Estonie et de la Norvège.

Il ne s'agit pas seulement d'un raisonnement selon lequel une Russie victorieuse en Ukraine maintiendrait ses appétits expansionnistes, mais de l'estimation par ces services que la réorganisation militaire et le réarmement dans lesquels le pays s'est déjà engagé vont bien au-delà de ce qui est nécessaire pour gagner la guerre actuelle. En ce sens, la coïncidence de ces déclarations dans le temps et sur le contenu même des messages émis est le résultat d'une sorte de convergence nouvelle d'informations entre les partenaires de l'OTAN. L'urgence est renforcée par la possibilité que l'Europe – pour qui la guerre en Ukraine est bien plus cruciale que pour les États-Unis, qui jouent leur propre jeu en Ukraine – doive affronter la Russie seule, sans le soutien ferme de la Maison Blanche.

Le dernier en date à rejoindre le chœur de ces déclarants a été le président français Emmanuel Macron, qui a convoqué le lundi 26 février une réunion d'urgence des dirigeants de l'UE et de l'OTAN à Paris pour discuter de la nécessité d'empêcher une victoire russe en Ukraine. M. Macron a bousculé l'échiquier en déclarant que «nous ne devrions pas exclure» l'envoi de troupes de l'OTAN sur le

front ukrainien, une possibilité que d'autres dirigeants européens, comme l'Allemand Olaf Scholz, se sont empressés d'écarter. Mais M. Macron n'est pas seul: les présidents polonais et slovaque, la première ministre par intérim de l'Estonie et le chef d'état-major néerlandais ont insisté sur le fait que «toutes les options doivent être sur la table».

L'alternative immédiate à l'envoi de troupes de l'OTAN est toutefois claire: l'augmentation massive des livraisons d'armes à l'Ukraine, afin d'empêcher la Russie de sortir renforcée de cette guerre. «Les déclarations de certains dirigeants européens qui commencent à évoquer la possibilité que la Russie attaque l'OTAN à moyen terme montrent qu'il y a de plus en plus d'urgence, mais cela ne se retrouve pas toujours dans l'opinion publique», note M. Lasheras. «La Russie ne négociera qu'en position de faiblesse. Plus elle est forte sur le champ de bataille et dans l'arène politique, moins il y a d'options de négociation. C'est pourquoi je vois aujourd'hui toujours moins de possibilités de négociation, car la crise au Congrès américain et les retards en Europe n'ont fait qu'alimenter la perception de Poutine qu'il n'a qu'à attendre», affirme cet expert.

La situation n'est pas aussi critique que vous le pensez

L'Ukraine souffre d'une grave pénurie de munitions. Selon une étude du Royal United Services Institute (RUSI) de Londres, l'armée ukrainienne ne peut tirer qu'environ 2 000 obus d'artillerie par jour à l'heure actuelle, contre 3 000 ou plus pendant la majeure partie de l'année 2022 ou environ 7 000 pendant la contre-offensive de cet été. En revanche, la Russie tire 10 000 salves par jour. Mais comme l'ont souligné plusieurs experts militaires, cette diminution



n'est pas si critique, car une stratégie défensive, telle que celle à laquelle l'Ukraine est contrainte, nécessite moins de puissance de feu qu'une stratégie offensive.

Selon l'expert militaire Michael O'Hanlon, de la Brookings Institution, une grande partie de ces obus d'artillerie étaient gaspillés lors de bombardements massifs, de sorte qu'«une réduction n'entraîne pas nécessairement de lourdes pertes. Elle réduit toutefois les chances de succès d'une future contre-offensive», une situation qui pourrait encore s'aggraver si ce problème d'approvisionnement n'est pas résolu.

Le problème c'est qu'il faut du temps pour amener la bureaucratie européenne à changer de cap et que les difficultés logistiques liées à l'acheminement de matériel de l'étranger vers les lignes de front sont bien plus importantes que la plupart des gens ne le pensent. La bonne nouvelle, c'est que ce processus est déjà en cours et que les résultats commenceront à se faire sentir au second semestre 2024. Dans l'immediat, la France a levé son veto à l'utilisation de fonds européens pour l'achat de munitions auprès de fournisseurs extérieurs au continent. De son côté, l'Ukraine base sa nouvelle stratégie sur l'endigement des avancées russes dans l'espoir de lancer une nouvelle contre-offensive générale en 2025.

[L'auteur de l'article ne mentionne pas l'importance de la bataille dans les airs que l'Ukraine livre, avec succès, à la Russie, privant celle-ci de ses pleins moyens de détection radar aériens mais aussi terrestres. Ce qui a un impact certain sur les capacités de ses forces terrestres à opérer les repérages essentiels à ses manœuvres sur le front, mais aussi à bénéficier de renfort en militaires et d'approvisionnement en matériels permettant de compenser les

énormes pertes subies sur ledit front: voir ici www.youtube.com/watch?v=H9jisMtQeMM].

Dans le même temps, de nombreux pays et acteurs opèrent déjà de leur propre chef, en dehors du cadre de l'UE. L'entreprise allemande Rheinmetall, spécialisée dans les munitions, travaille à l'établissement d'usines de matériel militaire sur le sol ukrainien, en coopération avec un partenaire local. Le Danemark a fait don de toute son artillerie à l'Ukraine. De nombreuses usines de munitions européennes, comme Sastamala en Finlande, ont quadruplé leur production. L'État français travaille avec ses industries de défense à réduire les délais de production de ses missiles antiaériens Mistral et de ses systèmes d'artillerie Caesar.

Fin janvier, l'OTAN a signé une série de contrats d'achat de munitions de 155 mm pour une valeur de 1,2 milliard de dollars. Selon l'Agence européenne de défense, la capacité de production des pays européens dans ce calibre de munitions a augmenté de 40 % depuis le début de la guerre et devrait atteindre 1,4 million de cartouches par an d'ici à la fin de 2024. Cela ne suffira peut-être pas à couvrir la disparition éventuelle de l'aide américaine, mais la tendance est claire.

M. O'Hanlon affirme également que les problèmes de recrutement de l'Ukraine ne sont pas aussi profonds qu'il y paraît. «L'armée ukrainienne n'est pas près de manquer de personnel», affirme-t-il dans une récente analyse publiée dans le *Washington Post*. «Quelque 100 000 soldats ukrainiens sont tués ou blessés chaque année. C'est un coût humain tragique. Mais l'armée compte environ 750 000 soldats, et quelque 200 000 jeunes hommes deviennent conscritibles chaque année. Si l'Ukraine abaisse

1. Note d'Antoine Rabadan.



l'âge de la conscription de 27 à 25 ans, comme elle l'envisage, près de 400 000 soldats supplémentaires seraient éligibles à la conscription l'année prochaine», explique-t-il.

Les messages concernant l'effondrement imminent de l'armée ukrainienne en raison du manque de soutien occidental sont donc pour le moins exagérés. Bien sûr, la guerre est imprévisible et beaucoup de choses peuvent se produire dans les mois à venir. Parfois même le succès ou l'échec sur le champ de bataille n'est qu'une question de chance. Mais les perspectives pour Kyiv sont loin d'être aussi sombres qu'il y paraît. Le triomphalisme pro-ukrainien des premiers jours n'était probablement pas fondé face à un conflit aussi complexe et comportant autant de variables, mais il en va de même aujourd'hui, en sens inverse, pour le défaitisme. «Les données [du réel] peuvent aussi finir par s'imposer», estime M. Lasheras. «Du côté européen, la volonté d'y parvenir est là».



La guerre à un tournant ?

ANTOINE RABADAN¹

C'est ce qui serait en train de se dessiner. Et cela parce que ce qui a fait la force de la Russie, à savoir les faiblesses cumulées, majorées à l'extrême par le conglomerat impérialiste trumpiste-poutiniste, dans l'approvisionnement occidental en armes de l'Ukraine, est en train de se retourner : sous l'égide suractif de la Tchéquie (et pas spécialement de la France !), ce sont en effet des milliers d'obus qui, acquis de divers pays et dans l'attente de l'arrivée de missiles de longue portée et d'avions de chasse, vont affluer dans le pays de la résistance populaire acharnée qu'est l'Ukraine.

Si l'on veut bien se rappeler que la perte d'Avdiivka n'a été possible que par le déséquilibre provoqué par ce que j'évoque ci-dessus, à savoir une sous-utilisation imposée aux Ukrainiens de l'artillerie et de la capacité à neutraliser la supériorité aérienne de l'ennemi assurant à distance le largage des dévastatrices bombes planantes, il est permis de penser que les choses ne vont plus se passer aussi bien pour les Russes. «Aussi bien», c'est-à-dire, au prix d'une boucherie sans nom de leur côté et, à un niveau moindre, mais c'est déjà beaucoup, pour un pays comme l'Ukraine qui n'a pas la vocation totalitaire et terroriste de l'ennemi à envoyer à la mort en masse, sans compter, ses soldats.

Ce tournant, dont il faut espérer qu'il aura bien lieu, permettrait de remettre en place les choses que

1. Militant internationaliste, membre du comité français du RESU.

la propagande poutinienne chamboule en permanence (grâce à «notre» capacité infinie à nous laisser mener en bateau) sur sa prétendue supériorité guerrière, par son triomphalisme niais cachant si mal ce ratio cruel et tragique du nombre exponentiel de ses morts rapporté aux petits km2 carrés «conquis».

Cela pourrait permettre aussi de mettre au pied du mur toute cette bande d'irresponsables de gauche, relayant le défaitisme que cherche à infuser parmi nous la propagande poutinienne et appelant, comme le premier trumpo-poutinien venu, à sevrer l'Ukraine des fournitures d'armes pour, osent-ils dire, que s'ouvrent des négociations de paix dont le tyran russe n'a pourtant de cesse de clamer qu'elles ne pourraient avoir lieu qu'à ses conditions ! Et encore comprenons, ce que ces égaré·es ne veulent pas voir, que ledit tyran ne devrait bénéficier d'aucune crédibilité «pacifiste», ou même négociatrice à ses conditions, au constat pourtant clair que les visées russes sur plus de territoires ukrainiens sont toujours là, que ses manoeuvres dans la Transnistrie moldave s'accroissent pour dessiner une opération de déstabilisation Donbass 2 dont on devrait savoir qu'elle anticiperait un nouveau cycle de guerre si l'on se mettait tous·es à sauter comme un cabri en criant «la paix, la paix» !

L'esprit munichois, voilà ce qui surgit des fantômes du passé et frappe d'amnésie sur ce qu'il a permis dans les années 30-40, voilà la faiblesse (soyons gentils) de certain·es démocrates, de certain·es gauches et de certain·es pacifistes. Faiblesse, on ne le dira jamais assez, qui fait la force de cette autoproclamée grandissime puissance russe dont le David ukrainien fait la démonstration permanente, y compris dans la pire adversité, qu'elle est un nain politique, un nain «seulement» capable de tuer au quotidien dans son propre pays tout ce qui, de près ou de loin, ressemble

à de la démocratie comme, dans sa logique totalitaire, il est capable de massacrer les Ukrainien·ne·s en transformant ses propres troupes mobilisées pour mener à bien ces massacres en une stupéfiante chair à canon.

En somme, soutenons activement, pierre de touche d'un internationalisme conséquent, l'incontournable renforcement de l'autodéfense, armée et non-armée, ukrainienne afin qu'elle continue à déconstruire les mystifications d'une paix qui se gagnerait sans relever le défi armé des Etats bellicistes néofascistes. Lesquels sont irrévocablement immunisés contre une paix qui ne soit pas le cheval de Troie d'une relance de la guerre à outrance. Lesquels doivent, tout aussi irrévocablement, être neutralisés militairement pour qu'ils le soient politiquement. Condition nécessaire, quoique non suffisante, pour que se maintienne ou se retrouve l'horizon de l'émancipation des peuples, chère à leurs authentiques ami·es, que lesdits Etats néofascistes cherchent à éradiquer sans retour ! Condition nécessaire, quoique non suffisante enfin, pour qu'une victoire politico-militaire de l'Ukraine ouvre durablement les espaces de paix et de liberté afin que le légitime combat de la gauche contre le militarisme ne se retrouve pas grevé et parasité par un renoncement mortifère à soutenir «sans réserve» la première ligne d'autodéfense armée des peuples qu'aura été (et est contre vents et marées) la résistance ukrainienne !



Pour survivre, les travailleurs et les travailleuses d'Ukraine ont besoin de l'aide internationale

ALFONS BECH¹

Alfons Bech s'est rendu à Kyiv à l'occasion du deuxième anniversaire de l'invasion de l'Ukraine par la Russie dans le cadre d'une délégation syndicale internationale reçue par la FPU et la KVPU. Le syndicat espagnol UGT était le seul représenté physiquement à Kyiv, les autres ayant participé à la rencontre en visio. Il revient sur des témoignages entendus à cette occasion.

Je suis à Kyiv depuis quatre jours. Je faisais partie d'une délégation de solidarité internationale organisée par les syndicats FPU et KVPU. Le 22 février, il y a deux jours, nous avons tenu une conférence, en partie en visio et en partie en présentiel, au siège de la FPU. Bien qu'elle ait été organisée à la dernière minute, elle a été soutenue par la CES, la CIS et de nombreux syndicats nationaux y ont participé. La liste est longue et je ne l'ai pas sous la main mais, pour mémoire, 191 personnes ont participé.

1. Syndicaliste catalan des CCOO, membre du RESU et coordinateur de sa campagne syndicale. Article paru dans *Sim permiso*, 25 février 2024, traduction Mariana Sanchez. Photo DR.

La seule délégation internationale physiquement présente dans le hall de la Maison des syndicats de la place Maïdan était celle de l'UGT de Catalogne. Elle était soutenue par l'UGT de l'État espagnol. Le secrétaire général de l'UGT, Pepe Álvarez, est également vice-président de la CES.

Les interventions des différents délégués internationaux ont manifesté leur soutien à l'Ukraine et à ses syndicats. D'Europe, d'Amérique du Nord, d'Australie, ils ont transmis des messages de solidarité en souhaitant que les travailleurs et les travailleuses puissent bientôt vivre dans de meilleures conditions. À la fin de la rencontre, le président de la FPU a fait un discours et demandé à ses délégués de rester encore. Il a alors montré une valise contenant un drone et a déclaré que son syndicat faisait don de cet appareil qui aiderait à sauver la vie de ses propres collègues syndicalistes et d'autres travailleurs qui sont sur la ligne de front pour défendre l'Ukraine. C'était un acte intime et solennel; des photos et des vidéos ont été prises des personnes présentes ainsi que du drone.



Les cheminots poursuivent leur mission de service public

Aujourd'hui, samedi [24 février], deux ans après l'invasion et la guerre totale, je suis allé voir les cheminots. Le camarade Oleksandr Skyba dirige le syndicat des chemins de fer de la KVPU. Nous nous étions rencontrés pour la première fois à Lviv en mai 2022. Et il m'avait promis de me présenter à d'autres camarades cheminots lors de mon prochain passage à Kyiv. Il y avait aussi le dirigeant du syndicat indépendant des cheminots Oleg Chkoliar. Et la camarade Natalia Zemlianska, du syndicat des producteurs et entrepreneurs FPU, qui organise les



travailleurs des services ferroviaires et des entreprises auxiliaires, majoritairement des femmes très précaires.

Ils voulaient tous savoir ce que faisaient les cheminots en Catalogne et en Espagne, comment ils et elles voyaient la situation en Ukraine. Pour les Ukrainiens et les Ukrainiennes, la vie a beaucoup changé avec la guerre. Tout d'abord, ils et elles doivent poursuivre leur mission de service public, qui est essentiel, tant pour le transport des personnes que pour l'armée. Les avions ne fonctionnent pas en Ukraine. En plus, il leur faut aussi défendre leurs membres dans un contexte où la guerre est parfois utilisée par l'entreprise et par l'État pour se décharger de leurs responsabilités à l'égard de leurs travailleurs ainsi que des familles fuyant les zones détruites.

Un exemple de cette situation critique de négligence : le manque d'équipement dans de nombreuses parties du front. Les soldats doivent se procurer eux-mêmes des articles de base tels que des gilets pare-balles, des gants, des chauffe-mains ou de bons manteaux. Et ils m'expliquent à quel point certains appareils électroniques sont nécessaires à la survie dans la guerre actuelle. Comme ils et elles ne peuvent ni protester ni faire grève en raison de la loi martiale, les moyens de se plaindre au gouvernement, surtout en première ligne, leur font défaut.

Ils me parlent du cas d'un collègue cheminot qui est mort il y a quelques jours parce que sur le front, où il se trouvait, ils n'avaient pas un simple appareil pour se connecter à internet et ils n'ont pas su que des missiles étaient tirés sur leur position ; plusieurs jeunes soldats sont ainsi morts. Ces syndicalistes me demandent de les aider, d'expliquer aux syndicats pourquoi ils et elles ont besoin de ce genre de matériel. Sans être dans une position d'offensive, ils et elles sont là pour sauver la vie de celles et ceux qui résistent à un ennemi bien supérieur en matériel et en nombre. Sans cette aide des syndicats, me dit-on, nous sommes condamnés.

Le premier des droits : défendre leur vie

La conférence des syndicats et des syndicalistes a donné un bon coup de fouet au moral de tous les participants et syndicats ukrainiens. Cependant, Natalia me disait aujourd'hui qu'il ne suffit pas de faire une bonne déclaration de temps en temps. Il faut plus que de bonnes paroles. La situation militaire pèse sur tout et les premiers à comprendre qu'il faut résister et chasser l'ennemi impérialiste russe sont les travailleurs. Natalia veut que nous, syndicats occidentaux, interpellions notre gouvernement pour qu'il fournisse les armes dont ils ont besoin et qu'ils n'ont pas. Nous devons faire quelque chose, car des travailleurs meurent chaque jour et le premier droit des travailleurs est de pouvoir défendre leur propre vie et celle de leur famille. Sans ce droit, les autres droits pourront-ils être défendus ? me demande-t-elle.

La coordinatrice internationale de l'UGT catalane, Cati Llibre, a peut-être mis le doigt sur un point sensible lorsqu'elle a déclaré dans son discours, le dernier prononcé avant la clôture de cet événement :



Nous travaillons pour la paix, nous rejetons et condamnons fermement l'invasion russe de l'Ukraine. Nous sommes convaincus que le droit d'un peuple à se défendre contre une agression extérieure est un droit naturel inaliénable et que nous devons tous ici travailler pour aider nos frères et sœurs syndicalistes qui en souffrent. Nous devons mettre sur la table les moyens pour les aider et travailler ensemble pour lever les barrières qui limitent cette aide et qui nous lient les mains. Même s'il faut pour cela revoir des positions syndicales au niveau international qui ont pu sembler justes en temps de paix mais que les événements de ces dernières années nous obligent à revoir.

Si les agresseurs ne respectent pas les traités internationaux et que, dans le même temps, nous fixons des limites au type d'aide que nous pouvons apporter, nous ouvrons grande la voie à l'impérialisme, à la barbarie et au fascisme pour qu'ils se répandent dans le monde entier.

En tant que syndicalistes, fidèles à notre tradition de lutte pour les droits humains, les libertés et la démocratie, nous sommes obligés de faire nôtre la lutte des travailleurs et des travailleuses ukrainiennes pour leur liberté.



LIBERTÉ
POUR MAKSYM BUTKEVYCH
POUR SIGNER LA PÉTITION
SCANNER LE QR CODE



Le défenseur des droits Maksym Butkevych devant la Cour suprême

INFO MEDIAZONA¹

La Cour suprême de Moscou, après avoir examiné le pourvoi en appel, a confirmé la condamnation du militant ukrainien des droits de l'homme et antifasciste Maksym Butkevych. Le 10 mars 2023, un tribunal de la LPR [NdT: République populaire de Louhansk] autoproclamée l'a condamné à treize ans de prison pour avoir prétendument blessé deux femmes, alors qu'il se trouvait à Severodonetsk, en tirant une grenade sur l'entrée d'un immeuble résidentiel.

Chronologie du procès

11h21

Le militant ukrainien des droits de l'homme, journaliste et antifasciste Maksym Butkevych a été fait prisonnier en Russie en juin 2022, mais sa condamnation n'a été connue que le 10 mars 2023 par un communiqué de presse du département principal de la commission d'enquête.

Ce jour-là, le tribunal de la République populaire autoproclamée de Louhansk a déclaré Butkevych coupable de traitements cruels envers la population

1. Publié sur [À l'encontre](#), 15 mars 2024. Traduit du russe par C.B., blog de Patricio Paris, 13 mars 2024.

civile et des prisonniers de guerre, d'utilisation de méthodes interdites dans un conflit armé, ainsi que de tentative de meurtre sur deux personnes et détérioration délibérée de biens appartenant à autrui avec usage de violence.

Depuis 2008, Maksym Butkevych aidait les réfugiés et les migrants qui se sont retrouvés en Ukraine et surveillait les manifestations de xénophobie et de racisme, puis a commencé à travailler au bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux réfugiés d'Europe de l'Est.

En 2012, Butkevych a fondé le centre des droits de l'homme Zmina et en 2013, il a cofondé la radio Hromadske. Après l'invasion russe de la Crimée et du Donbass en 2014, Butkevych a coordonné le Centre de ressources pour l'assistance aux personnes déplacées. Après le début d'une guerre à grande échelle, il s'est enrôlé dans les forces armées ukrainiennes.

L'enquête a insisté sur le fait que le 4 juin 2022, à Severodonetsk, où se trouvait le militant des droits humains, il n'y avait aucune action militaire et que seuls des civils s'y trouvaient. Un peloton sous le commandement de Butkevych occupait l'un des appartements d'un immeuble résidentiel.

Apercevant des gens dans l'entrée de la maison en face de la fenêtre, Butkevych aurait décidé de leur tirer dessus avec un lance-grenades Panzerfaust-3 «dans un but d'intimidation» et aurait blessé deux habitantes de l'immeuble.

Hrati a écrit que l'unité de Maksym Butkevych avait été redéployée de Kiev vers le Donbass dix jours seulement après les actes qui lui étaient reprochés.

Le 22 août 2023, la première cour d'appel de juridiction générale a examiné l'appel de la condamnation de Butkevych et a confirmé la décision du tribunal de la LPR. Après cette audience, l'Ukrainien a disparu pendant plusieurs mois – ni ses proches,



ni son avocat, Leonid Soloviev, ne savaient où il se trouvait. Ce n'est qu'à la fin de l'année dernière que Butkevych a été retrouvé dans une colonie à Krasny Lutch, dans la région occupée de Louhansk.

11h21

Des auditeurs ont été autorisés à assister à l'audience. Les trois juges sont également dans la salle. Le jury d'alors : Oleg Kimovitch Zatelepin, Evgueni Yurievitch Zemskov, Nikolai Pavlovitch Dubovik.

Le parquet est représenté par la procureure Fillipova. Butkevych est défendu par l'avocat Leonid Soloviev. Avant le début, il a traversé la salle d'audience pour discuter avec son client.

Maksym Butkevych lui-même a participé à l'audience par vidéoconférence depuis le centre de détention provisoire n° 1 de Louhansk. «Je suis très heureux de vous voir», a dit brièvement Butkevych au public.

La présidente du Comité d'assistance civique, Svetlana Gannuchkina, et six autres auditeurs sont venus soutenir le militant ukrainien des droits humains.

11h25

L'avocat, Leonid Soloviev, a demandé d'inclure un protocole de vérification des pièces en date du 17 août 2022 – la facture téléphonique de Butkevych. Il a indiqué que le 4 juin 2022, Butkevych se trouvait



à Kiev et non à Severodonetsk, comme le prétend le ministère public.

Le deuxième document de Soloviev est un interrogatoire par un avocat d'une Française qui a rencontré Butkevych à Kiev le 7 juin 2022. Cela prouve également qu'il se trouvait loin de Severodonetsk et qu'il n'a pas pu commettre le crime en question.

Butkevych lui-même a appuyé l'ajout des documents. L'avocat, Soloviev, a noté séparément qu'au cours de l'enquête, Butkevych a admis s'être «auto-incriminé» en reconnaissant sa culpabilité.

La procureure Filippova est contre l'ajout de documents. Elle a considéré que les factures détaillées d'appels téléphoniques ne sont pas considérées comme valides par le tribunal. Concernant l'interrogatoire de l'avocat [NdT: de la Française], elle a ajouté qu'en appel, on n'examine pas le fond du dossier.

Le trio de juges s'est retiré pour décider d'ajouter ou non les nouvelles pièces [NdT: au dossier].

11h31

On montre à Butkevych sur un petit écran de téléphone ses parents par un appel vidéo. Comme les huissiers ont immédiatement coupé le son de la salle, ils tentent de communiquer avec leur fils par gestes. Il a hoché périodiquement la tête de compréhension.

11h36

Les juges sont revenus dans la salle. Ils ont refusé de joindre les documents, car, en substance, l'avocat a proposé de réexaminer les preuves, ce qui ne relève pas de la compétence de l'autorité de la cour d'appel.

11h42

Le juge Oleg Zatelepine a résumé le fond de l'affaire. À ce moment-là, Butkevych a disparu de la cellule de transmission vidéo du centre de détention provisoire.

Le juge n'en a pas été gêné et a continué son résumé. Après cela, l'huissier a transmis une note aux juges. Le juge a appelé Butkevych. Il s'avère que celui-ci [NdT: Butkevych] a tendu l'oreille vers le haut-parleur pour mieux entendre.

11h45

L'avocat Soloviev répète dans son intervention qu'il n'y a aucune preuve de la culpabilité de Butkevych dans cette affaire.

«Nous ne contestons pas du tout qu'il y a eu des victimes et des dommages», affirme l'avocat de la défense. En fait, la culpabilité du militant des droits de l'homme ne peut être prouvée que par les aveux de Butkevych lui-même, note l'avocat; il n'existe aucune autre expertise, ni preuve dans le dossier.

Outre les aveux obtenus, il y a aussi dans le dossier des éléments de preuve de la présence de Butkevych sur le lieu du crime. Mais le tribunal ne les a en aucun cas vérifiés. Selon l'avocat de la défense, l'absence d'autres preuves de la culpabilité de Butkevych est une raison pour annuler le verdict et réexaminer l'affaire.

12h10

Maksym Butkevych a commencé à parler. C'était non audible – on ne pouvait distinguer que des mots isolés. Butkevych a affirmé que toute sa vie, il s'est occupé de la défense des droits des citoyens, ce qui est en contradiction avec l'accusation avancée.

Finalement, les juges lui ont demandé de s'éloigner pour mieux se faire entendre, mais cela n'a pas aidé beaucoup.

Butkevych s'est mis d'accord avec son avocat selon lequel, hormis son témoignage initial, il n'y a aucune autre preuve dans le dossier. Il a noté que le tribunal n'a pas cherché à comprendre pourquoi, après deux mois de captivité, il avait soudainement modifié son témoignage.



«Je n'ai entrepris aucune action contre la population civile qui pourrait être considérée comme une violation des normes internationales», a déclaré Butkevych et a souligné à nouveau qu'il n'était tout simplement pas présent à l'endroit et au moment indiqués dans le verdict.

Il a expliqué avoir avoué parce qu'on avait promis aux prisonniers de guerre qu'après coopération à l'enquête et condamnation rapide, ils seraient aussitôt échangés. Ainsi, de nombreux Ukrainiens ont admis avoir commis quelque chose qu'ils n'avaient pas fait.

«Butkevych, parlez de vous! et non des autres!» – Le juge Zatelepine l'a interrompu.

«Je compatis vraiment avec les victimes», a dit Butkevych. En même temps, il ne se fait aucune illusion quant à «la justice» dans le cadre du système existant en Russie.

Le juge Zatelepine a précisé encore une fois: Butkevych déclare s'être lui-même incriminé et qu'il n'était pas à Severodonetsk.

«L'auto-incrimination était conditionnée... D'un côté, il m'a dit que si je donnais mon accord, alors après mon jugement, on m'échangerait rapidement contre un prisonnier de guerre condamné des forces armées russes. Comme autre argument, on m'a expliqué que si je refusais, je serais soumis à diverses méthodes de sévices physiques. Certaines [méthodes] m'ont été démontrées», répond Butkevych en choisissant soigneusement ses mots.

12h12

«Les arguments invoqués par Butkevych lui-même ne peuvent être considérés comme convaincants. Tous les interrogatoires ont été menés en présence d'un avocat et confirmés par Butkevych lors de l'audience du tribunal [à Louhansk]. Ils lui ont expliqué les normes de l'article 51 de la Constitution de la

Fédération de Russie [sur le droit de ne pas témoigner contre soi-même]», note la procureure Filippova.

Après cela, les juges sortent pour délibérer.

12h19

«C'est une personne extrêmement positive», s'est étonné Svetlana Gannuchkina en attendant la décision, et regardant Butkevych souriant sur l'écran.

Les auditeurs ont montré des lettres et des timbres à Butkevych, il a répondu avec son pouce levé – le son de la transmission a été à nouveau coupé.

Les huissiers ont autorisé à montrer à Butkevych le téléphone avec l'appel vidéo de ses parents.

12h27

Les personnes rassemblées ont dit à Butkevych que les lettres n'arrivent plus en deux mois comme avant, mais en 18 jours.

Il a été très surpris.

Il a communiqué qu'il aime et se souvient de tout le monde – tout cela avec des inscriptions sur des feuilles de papier.

«Patient. Vif. Je pense à chacun», a-t-il écrit.

L'avocat Soloviev a demandé au micro si la colonie de Krasny Loutch, où est détenu Butkevych, disposait d'un système de comptes personnels pour les prisonniers.

«Ils promettent», a-t-il répondu. Selon Butkevych, les visites longues y sont déjà autorisées.

12h32

Les juges sont revenus dans la salle.

La sentence contre Butkevych est restée inchangée.

Les personnes présentes n'ont pas été autorisées à dire au revoir au militant des droits de l'homme: la transmission a été immédiatement coupée.



**LA PAROLE
À PRIAMA DIIA**

Contre la réforme du Code du travail

PRIAMA DIIA ¹

Ce qui est caractéristique, c'est que ce projet a été élaboré sans la participation des représentants syndicaux. Le projet de loi vise à réduire la réglementation des relations de travail, ce qui donnera aux employeurs une liberté excessive en matière de licenciement, de durée du temps de travail et de garanties de repos.

Le projet de loi crée une flexibilité dangereuse dans la détermination des termes du contrat de travail, qui légalise des pratiques aussi honteuses que l'interruption inattendue des vacances, licenciement pour divulgation de secrets commerciaux et simplification de la procédure de licenciement des salariés en général. Un employeur peut notamment licencier un salarié pour des «raisons abstraites de nature économique». Parmi les garanties accordées aux salariés en cas de rupture du contrat de travail à l'initiative de l'employeur (article 74), il n'existe aucune interdiction de licenciement pendant les vacances ou les arrêts maladie. En même temps, il n'est pas non plus nécessaire de proposer un autre poste vacant! Tout cela vous évitera de prouver une violation de la loi en cas de licenciement illégal.

Non moins scandaleuse est la réduction significative des conditions de départ en vacances des salariés. Par rapport à l'article 4 de la loi actuelle «Sur les vacances», l'article 94 du projet ne prévoit pas de vacances telles que: des vacances supplémentaires

pour un travail dans des conditions de travail préjudiciables et difficiles; congé supplémentaire pour la nature particulière du travail; congé culturel; vacances pour la préparation et la participation à des compétitions. De plus, les personnes souhaitant suivre une deuxième formation ne pourront obtenir un congé qu'avec le consentement de l'employeur. Cela compromet la possibilité de développement personnel et professionnel des personnes.

Il convient également de noter que l'article 18 du projet de loi permet à l'employeur d'édicter des règles particulières pour élargir les devoirs des salariés. De plus: l'employeur peut introduire le décompte définitif du temps de travail (article 88), qui permet de calculer la durée annuelle du travail sur une période plus courte. Dans ce cas, le travail peut durer jusqu'à 12 heures par jour. Dans le domaine du temps de travail, l'employeur approuve: la durée des postes (article 84), les horaires de travail avec comptabilité récapitulative (article 88), les horaires de variabilité (article 90), etc. S'il n'est pas nécessaire d'impliquer les syndicats dans ce processus, une telle «autorégulation» conduirait au chaos.

Tout cela augmentera la charge pesant sur les travailleurs de diverses professions, les rendant moins protégés. Le domaine de l'éducation ne fait pas exception. La plupart des étudiants combinent études et travail, ce qui sera plus difficile à réaliser avec des innovations. Cela affectera négativement la motivation et le bien-être des enseignants. Ainsi, la réforme du Code du travail entraînera une détérioration de la qualité de l'éducation dans son ensemble.



1. https://t.me/priama_diiia/327, 25 février 2024

Une enquête sur les bourses universitaires

La fin du semestre dernier a été marquée par le non-paiement des bourses pour de nombreux étudiants de la KNU. Certains bénéficiaires ont vu leurs paiements suspendus pendant plusieurs mois.

Le 20 décembre 2023, le ministère des affaires sociales a répondu à la demande du Parlement étudiant de la KNU et a annoncé la réception de fonds sur le compte de l'Université. À la demande de Priama Diia, la Commission des bourses de la KNU a également fait un rapport sur le paiement des dettes des mois précédents, mais nous avons eu connaissance de cas de retards supplémentaires dans le paiement des bourses.



Nous avons donc créé et diffusé une enquête pour connaître la situation réelle des bourses sociales à l'Université et trouver des moyens de résoudre le problème du non-paiement. Plusieurs étudiants ont signalé des arriérés, et après une demande de Priama Diia au comité des bourses, celles-ci ont commencé à arriver.

Si vous ou vos camarades de classe/amis/ simples connaissances de la KNU êtes éligibles à une bourse sociale, nous vous invitons à remplir l'enquête sur l'endettement: <https://docs.google.com/forms/d/11xxtj9QVZO3Ce1WOUi-GrZDbqO2hj3-4f-UAHbYR1HMI/edit> (peut être anonyme), et nous vous serons reconnaissants de partager ce message. Nous répondrons aux signalements de retards et serons heureux de vous aider à résoudre le problème!



À propos de Priama Diia

Voir Soutien à l'Ukraine résistante

«Il nous faut reconstruire en Ukraine un syndicat étudiant de gauche», n° 10; «Pryama diya (Action directe), un syndicat de lutte étudiant», n° 10, https://www.syllepse.net/syllepse_images/articles/brigades-e--ditoriales-de-solidarite---10-1-.pdf

«Les étudiants protestent contre la fermeture de l'Académie de l'imprimerie à Lviv», n° 14; www.syllepse.net/syllepse_images/articles/solidarite---avec-lukraine-re--sistante-14.pdf

«Le syndicat étudiant ukrainien Action directe est de retour», n° 16, www.syllepse.net/syllepse_images/solidarite---avec-lukraine-re--sistante--n-deg-16.pdf

«Les étudiants ukrainiens doivent avoir le droit à l'éducation même en temps de guerre», n° 17, www.syllepse.net/syllepse_images/soutien-a---lukraine-re--sistante--n-deg-17.pdf

«Moi, Kostya, lycéen ukrainien, membre du syndicat Action directe», n° 19, www.syllepse.net/syllepse_images/soutien-a---lukraine-re--sistante--n-deg-19.pdf

«Que pensent les étudiants ukrainiens?», n° 22, www.syllepse.net/syllepse_images/soutien-a---lukraine-re--sistante--n-deg-22.pdf

«Nous devons nous battre pour l'avenir de l'éducation ukrainienne», n° 24, www.syllepse.net/syllepse_images/soutien-a---lukraine-re--sistante--n-deg-24_compressed.pdf

«Priama Diia, pour le contrôle étudiant», n° 25, www.syllepse.net/syllepse_images/soutien-a---lukraine-re--sistante--n-deg-25.pdf

«Mobilisation étudiante à Lviv contre la xénophobie», n° 26, www.syllepse.net/syllepse_images/soutien-a---lukraine-re--sistante-n-deg-26-1-.pdf

«2023, une année de luttes étudiantes», «Les étudiants sont la force de l'université, manifeste de Priama Diia», n° 27, www.syllepse.net/syllepse_images/soutien-a---lukraine-re--sistante--n-deg-27.pdf

www.syllepse.net



**PENDANT
LA GUERRE
LA LUTTE CONTINUE**

La liste noire des entreprises qui ne paient pas les salaires

PATRICK LE TRÉHONDAT

Depuis le début de la guerre à grande échelle, nombre de travailleur·euses ukrainien·nes ne touchent pas leur salaire pendant un ou deux mois, voire plus. Les dettes salariales s'accumulent. Cependant, dans certains secteurs les syndicats parviennent, en dépit des difficultés de l'action syndicale sous la loi martiale, à obtenir le recouvrement de ces salaires.

En décembre 2023, le tribunal régional de Kryviy Rih a reconnu, suite à un procès intenté par le syndicat des cheminots (KVPU), illégale la suspension partielle du paiement des salaires par les chemins de fer ukrainiens Ukrzaliznytsya.

Cette décision concerne plus de 300 000 travailleurs qui ont, suite à la décision de justice, touché l'entièreté de leur salaire. À la veille du nouvel An, le personnel soignant de la ville d'Oleksandria, dans l'oblast de Kirovohrad, a réussi à obtenir, avec l'appui du syndicat Sois comme Nina, le paiement de plusieurs mois d'arriérés de salaires. Son montant total s'élevait à environ 4 millions hryvnias (97 000 euros). Le personnel médical de l'hôpital d'Oleksandria (150 salariés) était confronté à des retards de salaire depuis septembre 2023.

Plus récemment, Vitaliy Dudin, avocat du droit du travail, a publié une note sur la situation actuelle des arriérés de salaire :

Nom de l'entreprise	Le nombre de salariés à qui on doit un salaire	Montant total de la dette (en hryvnias)
Entreprise d'État «Pervomayskvuhillya»	4 046	40 600 000
Société anonyme « Association scientifique et industrielle de la construction mécanique de Soumit»	4 705	226 443 000
Entreprise de production aéronautique d'État de Kharkiv	4 647	279 870 200

Qui doit le plus aux travailleurs ukrainiens ?

Le Service national du travail de l'Ukraine a publié des données du registre des débiteurs sur les salaires. Depuis le début de l'invasion à grande échelle, les statistiques correspondantes n'ont pas été publiées. À mon avis, il s'agit d'une mesure inopportune et irresponsable, car cacher le problème ne contribue manifestement pas à le résoudre. Voici les données sur les dix employeurs les plus problématiques.

Quelles conclusions en tirez-vous ?

1) Les principaux contrevenants sont des installations industrielles appartenant à l'État qui pourraient renforcer les capacités de défense. Malheureusement, le gouvernement ne leur donne pas suffisamment de commandes pour qu'ils puissent exploiter pleinement leur potentiel.

2) Les arriérés de salaires se mesurent en milliards, et seuls les dix premiers débiteurs n'ont pas payé 1,8 milliard d'UAH [430 000 euros]. Parmi eux, il n'y a qu'une seule entreprise en faillite - l'entreprise nationale de transport aérien de Kharkiv.

La situation n'est pas désespérée. Elle permet aux syndicats de faire leurs preuves en montrant leur capacité à faire pression sur le gouvernement pour qu'il rembourse les dettes et adopte des lois qui renforceront les garanties de paiement dans les délais.

Luttez et vous gagnerez !



**CHRONIQUE
DES ÉVÉNEMENTS
COURANTS**

Les étudiants de l'Institut de journalisme exigent le licenciement d'un enseignant pour sexisme et opinions pro-russes

Les étudiants se sont officiellement adressés au directeur de l'Institut de Kyiv, Volodymyr Rizun. Ils se sont plaints de la «position franchement pro-russe et sexiste» de l'enseignant Mykyta Vasylenko et ont demandé son renvoi de l'Université. Leur lettre indique notamment qu'«au moment de la guerre à grande échelle de la Russie contre l'Ukraine, cet enseignant parle aux élèves de la “grandeur de la Russie”». «L'enseignant abuse des propos sexistes envers les étudiantes», indique la lettre, signée par plus de 170 étudiants de l'institut. Le parlement étudiant de l'Académie nationale des sciences a également rendu public sa position. Il a indiqué qu'ils condamnaient catégoriquement la position et les déclarations de Mykyta Vasylenko et considéraient son travail d'enseignant comme inadmissible.

19 février 2024

Bélarus: une retraitée de 68 ans condamnée... pour des commentaires

Le 26 janvier, le tribunal du district Leninsky de Minsk a condamné Zinaida Kazak, 68 ans, à une lourde peine de résidence surveillée de 4 ans et six mois et à une amende, l'accusant de plusieurs délits: insulte à un juge (article 391 du Code criminel); insulte à Alexandre Loukachenko; violences ou menaces de violences contre un employé des organes des affaires intérieures (article 364 du Code pénal) et insultes à un représentant des autorités. L'affaire a été examinée par la juge Marina Klimtchouk. La femme a été détenue du 27 avril au 30 avril 2023, puis elle a été assignée à résidence. Selon l'acte d'accusation, entre décembre 2020 et mi-2021, Zinaida

Kazak a tenu des propos offensants sur les chaînes Telegram contre des procureurs, des juges et des policiers, notamment le ministre de l'intérieur de la République de Biélorussie Karaev, l'assistant procureur du district Kastychnytsky de Minsk, président du tribunal du district de Lida, juge du tribunal du district de Maladzechan, chef adjoint du département du KGB dans la région de Grodno et bien d'autres.

21 février 2024

Centre des droits humains Viasna Kryvyi Rih: nouvelle contestation sociale

Le 23 février, à 8h30, un rassemblement a eu lieu près du comité exécutif du conseil municipal de Kryvyi Rih en soutien à une pétition sur l'état du secteur de l'approvisionnement en chaleur. Les manifestants réclamaient la modernisation des équipements vétustes du réseau des entreprises de production de chaleur de la ville. Les habitants réclament une compensation pour les factures de chauffage, car cet hiver, de nombreuses maisons n'avaient presque pas de chauffage et le service n'était donc pas fourni. Dans une pétition, les habitants formulent deux revendications: 1) créer un groupe au sein de JSC Kryvorizka Teplocentral pour évaluer l'efficacité de l'entreprise et sa capacité à fournir des services de chauffage à ses abonnés, ainsi qu'élaborer un plan de modernisation de tous les équipements et de décentralisation; 2) effectuer un remboursement unique aux abonnés de Teplocentral à hauteur de 40 % du montant total des charges pour la saison 2023-2024.

24 février 2024



Inflation

Selon le Service national des statistiques, le salaire moyen en Ukraine a augmenté de 23,9 % et s'élève désormais à 16849 UAH. Dans le contexte de la guerre, les prix de presque tous les produits de base ont augmenté. Par exemple, le prix du pain et du blé a augmenté respectivement de 27,3 % et 31,1 %. Le lait a augmenté de 31,9 %, le porc de 49 %, le saindoux de 66,4 %, les œufs de 43,9 %, le sucre de 18,9 % et les pommes de terre de 131 %. Les tarifs de l'électricité ont augmenté après que la Russie ait détruit pendant plusieurs mois l'infrastructure énergétique de l'Ukraine avec des missiles. Depuis le 1^{er} juin de l'année dernière, le tarif pour les consommateurs résidentiels est de 2,64 UAH/kWh au lieu de 1,44 UAH. Il s'agit d'une augmentation de 83,3 % si la consommation atteint 250 kilowatts par mois, et de 57,1 % si elle dépasse.

27 février 2024



Les militants du Ruban jaune ont hissé le drapeau ukrainien en Crimée

Les militants du mouvement Ruban jaune ont hissé le drapeau national de l'Ukraine dans les montagnes de Crimée pour la deuxième fois lors de la Journée de la Résistance à l'occupation de la Crimée, le 26 février. Cette fois-ci, à Angara-Burun. «Un autre drapeau ukrainien est hissé sur Angara-Bourun en Crimée. Aujourd'hui, notre drapeau bleu et jaune flotte sur l'un des sommets de Crimée et bientôt il flottera sur tous les bâtiments administratifs de la péninsule», ont souligné les coordinateurs du mouvement contre l'occupation russe.

27 février 2024

Vinnytsia: «C'est notre douleur commune» un rassemblement en soutien aux femmes militaires et civiles capturées

Le 9 mars, un rassemblement a eu lieu à Vinnytsia en soutien aux femmes militaires et aux civiles capturées. Elle a été organisée sur la Place de l'Europe par les familles des prisonnières de guerre et des défenses disparues. Environ quatre-vingts personnes y ont participé. Dans leurs mains, ils tenaient des pancartes avec les inscriptions «Le troisième printemps en enfer», «Ensemble nous sommes forts», «Nos femmes sont les plus fortes».

9 mars 2024

Rivne: les habitants contre l'abattage des arbres

Dans la soirée du 27 février, des habitants de Rivne ont protesté contre l'abattage d'arbres dans leur ville. Le 29 février, le conseil municipal de Rivne doit examiner la question du transfert d'un terrain à une entreprise. Pour l'aménagement d'un parking, elle souhaite abattre environ 20 arbres. «Abattre des arbres est inadmissible. Nous avons une gare routière à proximité, une route très fréquentée. Nous avons déjà ici des niveaux de pollution par les gaz très élevés. Les arbres protègent toujours contre les maladies pulmonaires et l'asthme», explique une participante. L'écologiste Olga Lyachtchuk a déclaré qu'elle proposait au conseil municipal de retirer ce projet. Lors du rassemblement, les écologistes ont collecté 280 signatures de résidents locaux qui s'opposent à l'abattage d'arbres.

28 février 2024

Les parents des élèves-officiers de Kryvy Rih contestent

Le 2 mars, les parents des élèves-officiers du Collège professionnel Kryvy Rih de l'Université nationale de l'aviation (KRAUS) ont organisé un rassemblement. Ils ont brandi des pancartes pour dénoncer le passage à l'enseignement en présentiel. Selon les parents, le directeur du collège, Anataliy Andrusevitch, ne veut pas écouter les parents et a annoncé l'enseignement en présentiel. Les parents indignés plaident en faveur de l'enseignement en ligne car 72 % des parents interrogés par questionnaire se seraient prononcés en sa faveur. Les parents craignent pour la sécurité de leurs enfants car, selon eux, l'abri de l'établissement d'enseignement est un sous-sol ordinaire et non une pièce spécialement équipée. De plus, les parents des cadets sont choqués par les sommes que l'établissement d'enseignement consacrerait aux repas pendant les études à temps plein. Les repas sont obligatoires pour tous les cadets et un certain montant est déduit chaque mois de la bourse pour les payer.

2 mars 2024

Les Églises ukrainiennes répondent au pape François : personne ne forcera jamais notre peuple à capituler

Le Conseil panukrainien des Églises et des organisations religieuses (VRCiRO) a déclaré que «personne et jamais» ne forcera le peuple ukrainien à capituler. Cette déclaration fait suite aux paroles du pape François, qui appelait à des négociations dans la guerre et louait le «courage de hisser le drapeau blanc». «Capituler devant le mal triomphant équivaut à l'effondrement de l'idée universelle de justice, c'est une trahison des instructions fondamentales qui nous ont été léguées dans les grandes traditions

spirituelles», est convaincu le Conseil des Églises. Le Conseil des Églises a ajouté qu'ils prient chaque jour pour la paix, «mais se rendre à la merci de cet ennemi n'est pas une question de paix. Il s'agit de la victoire de l'esclavage sur la liberté, des ténèbres sur la lumière, de la suprématie du droit du fort sur la force de la loi».

11 mars 2024

Belarus : Début du procès de l'ancienne présidente du syndicat indépendant Naftan

Le 11 mars, le tribunal régional de Vitebsk ouvrira à huis clos le procès de l'ancienne présidente du syndicat indépendant «Naftan» de Navopolatsk, la prisonnière politique Olga Brytikova. L'activiste est accusé d'incitation à l'inimitié sociale conformément à la partie 1 de l'art. 130 du Code criminel. La juge Galina Bondal, connue pour ses condamnations à l'encontre des prisonniers politiques, Yaroslav Kazakevitch, Robert Kuznyatsov et d'autres, a été chargée de traiter l'affaire. Olga Brytikova a été arrêtée dans la première quinzaine d'août 2023. Olga Brytikova a travaillé dans l'entreprise Nafton pendant 16 ans, mais a été licenciée en raison de ses activités syndicales. Auparavant, elle avait été arrêtée à plusieurs reprises pour avoir dénoncé la guerre et distribué des documents «extrémistes». En 2022, elle a passé 105 jours en prison.

12 mars 2024

400 anciens salariés de Rocket protestent

D'anciens employés du service de livraison de nourriture Rocket, fermé en 2022, ont publié un nouvel appel collectif dans lequel ils rappellent que



les fondateurs de la startup n'ont toujours pas remboursé leurs dettes. L'appel est apparu sur la page LinkedIn de Rocket, qui compte plus de 4000 utilisateurs. « Comme certains s'en souviennent peut-être, Rocket Delivery a malheureusement été confronté à la question de la fermeture début 2022. Aujourd'hui, plus de deux ans plus tard, nous jugeons nécessaire de faire la lumière sur la situation inquiétante due aux fondateurs de Rocket, Oleksiy Yukhymtchuk et Stanislav Dmytryk », peut-on lire dans le message qui affirme que plus de 400 anciens salariés, « des centaines de coursiers et des dizaines de restaurants partenaires » n'ont toujours pas reçu « des sommes d'argent significatives » de la part de Rocket. Ils notent que les fondateurs de Rocket occupent désormais des postes de direction chez Yard Delivery Inc. et « gèrent d'autres projets commerciaux en Ukraine ».

14 mars 2024



Des militants en Crimée brûlent la propagande russe

À la veille des pseudo-élections du Président de la Russie, qui auront lieu du 15 au 17 mars dans les territoires temporairement occupés de l'Ukraine, des militants du mouvement de résistance Ruban jaune ont lancé à Simferopol en Crimée occupée une action au cours de laquelle ils ont brûlé du matériel électoral de propagande russe. À la veille des pseudo-élections, la campagne dans la Crimée temporairement occupée s'est considérablement intensifiée. Les militants du mouvement du Ruban jaune montrent ce qu'ils pensent des clowneries des occupants qualifiées d'« élections », indique le mouvement. Les coordinateurs du mouvement appellent les Criméens à ignorer les pseudo-élections et à brûler la propagande russe.

15 mars 2024

Marioupol : les maisons se noient dans les eaux usées

À Marioupol, après les bombardements russes, tous les réseaux ont été endommagés. En particulier les eaux usées. Il n'y a jamais eu autant de problèmes de débordements d'eaux usées dans la ville que sous l'occupant. En témoignent les plaintes massives des résidents locaux qui se plaignent de la puanteur et des conditions insalubres. Depuis trois mois maintenant, les eaux usées s'écoulent au 66 rue Voiniv Vyzvolitelev. Les habitants ont posé le problème partout, même auprès du chef de la prétendue République populaire de Donetsk, Denis Pouchyline. Partout, ils répondent au problème par le silence et l'inaction. Les habitants du 43A rue Rivniy se plaignent également du mauvais travail des services communaux. « Il n'y a pas d'eau depuis cinq jours et les réparateurs sont assis au sous-sol et fument », ont écrit des habitants indignés.

1^{er} mars 2024

Kyiv : « Les LGBT, c'est le mal », agression dans un parc

Le 8 mars 2024, un groupe d'inconnus a attaqué un garçon qui était en vacances avec un groupe d'amis dans l'un des parcs de la capitale. Des inconnus ont d'abord interrogé le jeune homme sur son attitude envers les minorités LGBT. « À ma réponse : je ne m'intéresse pas à ce que font les autres. Chacun décide par lui-même, j'ai reçu un coup à la tête de cette personne. Puis il a continué à me battre, me faisant tomber », se souvient la victime. Selon le jeune homme, sa petite amie a enregistré l'agression au téléphone et a appelé la police. Mais les forces de l'ordre qui sont arrivées sur place n'ont interpellé personne.

La victime a déclaré avoir vu les agresseurs s'en prendre à d'autres visiteurs du parc en leur posant des questions sur les personnes LGBT, et il n'a pas été le seul à avoir été battu ce soir-là: «Je suis sûr qu'il s'agissait d'un groupe, car ils avaient tous une position spécifique selon laquelle les LGBT sont mauvais», a-t-il déclaré. Le centre LGBT Nach Svit apporte un accompagnement juridique à la victime. L'organisation a également appelé la police à ouvrir une procédure pénale pour manifestation d'homophobie et a fait appel au médiateur Dmytro Lubinets pour lui demander de prendre en charge cette affaire.

16 mars 2024

Une ambulance ukrainienne à Londres

Des médecins ukrainiens de première ligne ont exposé dans le centre de Londres une ambulance criblée de balles. L'ambulance a été amenée de Kharkiv pour que tout le monde puisse la voir dans les endroits les plus fréquentés de Londres. «Beaucoup de médecins ne portent pas d'armes, mais ils gardent une grenade dans leur véhicule pour l'utiliser contre eux-mêmes. Ils savent ce que les Russes leur feraient. C'est notre réalité.» Ce sont les paroles déchirantes prononcées par Brandon Mitchell, le médecin du bataillon médical hospitalier ukrainien, qui s'est adressé à la foule devant le siège du Big Help Group à Kensington. Brandon, Iryna et Kateryna Pryimak sont à Liverpool dans le cadre de la visite du projet de solidarité avec l'Ukraine organisé par le Big Help Group pour parler de leurs expériences en première ligne du conflit.

19 février 2024



FÉMINISMES

Ce 8 Mars, soyons solidaires des courageuses Ukrainiennes sur le front



Le prix: 30 000 euros

**Rejoignez-nous pour soutenir la résistance
des femmes ukrainiennes sur le front !**

Le Mouvement des femmes vétéranes ukrainiennes, Veteranka, continue d'apporter son aide aux femmes soldates sur le front. Actuellement, Veteranka organise une collecte de fonds pour acheter un véhicule blindé d'évacuation médicale destiné à une femme médecin de la 92^e brigade, sur la ligne de Donetsk.

Un véhicule blindé d'évacuation médicale peut sauver aussi bien la vie d'un médecin que celle d'une personne blessée lors d'une évacuation du front.



VETERANKA

UKRAINE
LIBÉREZ
MAKSYM
BUTKEVYCH

On compte officiellement plus de 60 000 femmes engagées dans les forces armées ukrainiennes : plus de 42 000 dans des postes militaires, dont 5 000 se trouvent sur la ligne de front.

L'association **Veteranka** défend les droits de ces femmes soldates, confrontées à des discriminations de genre, mais aussi à un manque de dispositifs adaptés lorsqu'elles quittent l'armée.

Les dispositifs pour les anciens combattants ne répondent pas aux besoins spécifiques des femmes, les soins de santé mentale et physique. Un nombre considérable de soldates revenant du front doivent faire face à la perte de parents masculins, au déplacement de leur famille et aux difficultés psychosociales et économiques qui en résultent.

Les services sociaux prévus ne tiennent pas compte des responsabilités liées à la garde des enfants, largement assumées par les femmes.

Elles sont aussi exposées aux menaces de violences sexuelles liées à leur engagement – par exemple, lorsqu'elles sont capturées comme prisonnières de guerre.

Le **Comité français du RESU, réseau européen de solidarité avec l'Ukraine**, a décidé de répondre à l'appel de Veteranka en participant à l'achat d'un véhicule blindé pour évacuer les blessés, hommes et femmes, du front.

Chèques à l'ordre de RESU-France (mention "Veteranka" au dos)
à envoyer à RESU-France 21 ter, rue Voltaire 75011 PARIS

ou

par HelloAsso avec le lien <https://colibris.link/dtGfb>

ou en faisant le QR-code ci-contre



Les dons envoyés au RESU-France pourront vous faire bénéficier d'une réduction d'impôts.



Un 8 mars en guerre

ATELIER FÉMINISTE

Le 8 mars, nous, féministes ukrainiennes, voulons rappeler à nos sœurs du monde que la guerre génocidaire en Ukraine continue. Les villes ukrainiennes sont bombardées chaque jour et des civils sont tués dans leurs lits. Lors d'une récente attaque de drones en mars sur Odessa, douze personnes ont été tuées dans leurs maisons, parmi lesquelles cinq enfants ont été retrouvés morts dans les décombres, dans les bras de leurs mères.



L'armée russe continue de torturer et de violer des femmes ukrainiennes dans les territoires occupés, d'enlever des enfants ukrainiens et de commettre un éocide. Des millions de femmes ukrainiennes sont devenues des déplacées internes, perdant leur maison, leur travail et la possibilité de mener une vie normale.

Face à la crise humanitaire dans les zones de première ligne, des milliers de femmes ukrainiennes continuent de se porter volontaires et de servir dans les forces armées qui résistent à l'invasion.

Les femmes ukrainiennes sont confrontées à une invasion impériale fasciste de la Russie, tandis que notre droit de résister à cette attaque armée brutale reste une question pour le mouvement progressiste occidental. Nous sommes confrontés au rejet de notre droit, en tant que peuple opprimé, de parler pour nous-mêmes, de parler de nos expériences et d'affirmer notre droit à l'autodéfense et à l'autodétermination. Nous souhaitons rappeler que les Ukrainien·nes ne sont pas un objet de discussion,

nous sommes un peuple qui a sa voix, qui fait face à l'oppression impériale et qui sait comment la combattre. Il est crucial de souligner que la résistance à une attaque armée d'un pays impérial implique inévitablement une résistance armée. Notre combat est non seulement un combat pour la paix, mais aussi un combat contre la Russie impérialiste patriarcale et xénophobe.

Nous avons désormais absolument besoin de l'aide et de la solidarité de la communauté internationale.

Partagez les voix ukrainiennes, plaidez pour une aide militaire à l'Ukraine et notre droit à l'autodéfense.

De l'armée aux bancs d'école: détruisons le sexisme et le patriarcat

PRIAMA DIIA¹

Le 8 mars n'est pas consacré à la tendresse et aux fleurs, mais à la lutte pour les droits. La meilleure façon de célébrer cette journée est d'attirer l'attention sur les problèmes d'inégalité entre les sexes et sur le sexisme dans les établissements d'enseignement.

À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, nous appelons les étudiant·es à se joindre à l'action contre l'oppression des femmes dans tous les aspects de la vie publique! Ce vendredi 8 mars, à

1. https://t.me/priama_diia/351, 7 mars 2024.

12h00 à Kiev, près du ministère de l'éducation et des sciences, aura lieu une manifestation dédiée à la lutte contre le sexisme et la misogynie dans l'éducation, le lieu de travail, l'armée et d'autres sphères publiques.

Les principales revendications sont l'introduction de cours d'éducation sexuelle et de droits humains dans les établissements d'enseignement, ainsi que la mise en place de programmes de formation appropriés pour les fonctionnaires. Ce n'est que par une action active que nous pourrions résister ensemble à l'inégalité.

Rejoignez-nous!

Semaine de solidarité avec les femmes à Kharkiv

SPHÈRE, ASSOCIATION DE FEMMES

La Semaine est un projet social et éducatif annuel qui se déroule à Kharkiv depuis sept ans. Son objectif est de mettre en lumière la question de l'inégalité entre les hommes et les femmes en Ukraine, de dissiper les stéréotypes concernant la célébration du 8 mars et de souligner la contribution des femmes à la lutte contre l'occupant russe.

Calendrier des événements:

- 8 mars. Hommage aux héroïnes de l'Ukraine
- 9 mars. «Le 8 mars et les 365 autres jours des femmes ukrainiennes».
- 16 mars. «Où trouver la force?»
- 27 mars. Table ronde «Les femmes qui servent le peuple ukrainien: pourquoi et comment?»



Cette année, la Semaine des femmes proposera un festival de solidarité, des conférences, un débat d'experts et une célébration des héroïnes ukrainiennes.

Nous parlerons de la santé mentale, de la maternité, du service militaire pour les femmes, de la désinformation et de la véritable signification du 8 mars.

Tout au long du mois de mars, nous collecterons également de l'argent pour acheter des bottes et des chaussettes pour nos défenseurs, en collaboration avec Arm Women Now.

À très bientôt. Ensemble et jusqu'à la victoire!



La guerre et les contradictions de genre

SOTSIALNYI RUKH

Cette année, le Mouvement social célèbre le 8 mars avec une table ronde sur le thème «L'expérience des femmes dans les syndicats».

Plus que jamais, la guerre a exacerbé les contradictions de genre qui existaient dans la société ukrainienne. Lorsque la plupart des hommes sont dans l'armée, au fardeau des femmes, en plus du travail

domestique et des soins quotidiens, s'ajoute également le besoin de maintenir l'économie de guerre à l'arrière. Couplée à l'attaque du gouvernement ukrainien contre les droits et les garanties des travailleuses, une situation de crise difficile est apparue, dont une issue possible est de s'unir dans les syndicats et de défendre collectivement ses droits. Ainsi, la participation des femmes à la lutte syndicale devient extrêmement importante aujourd'hui.

Ce défi est accepté avec dignité par les militantes syndicales des différents secteurs de l'économie. Avec elles, nous parlerons des difficultés et des défis auxquels sont confrontés les syndicats en temps de guerre, ainsi que du rôle des femmes dans la construction et l'activité des syndicats.

Les intervenantes: Oksana (Mouvement médical ukrainien Sois comme Nina), Liliya (Syndicat des grutiers de la région de Lviv), Kateryna (Priama Diia).



Marche pour l'égalité des sexes à Oujgorod

CORRESPONDANTE

Selon Lyudmila Kohanya, représentante de l'organisation Néhémie la marche a été organisée pour attirer l'attention sur les inégalités dans divers domaines. Les participantes portaient des chaussures de couleurs et de styles différents et montraient ainsi une différence symbolique entre les sexes. « Cette manifestation est un symbole de l'égalité des sexes entre les femmes et les hommes. Elle symbolise que nous

portons tous des chaussures, comme si elles étaient identiques, mais la couleur laisse entendre qu'il y a déjà une petite différence ».

Une cinquantaine de femmes a parcouru les rues centrales et les quais de la ville et rejoint la campagne « Marchez dans des chaussures différentes pour l'égalité des sexes ».



Trois femmes au combat

ENTRETIEN¹

Les femmes dans l'armée ukrainienne ne sont plus une nouveauté, et avec l'invasion à grande échelle, leur présence dans les forces armées a augmenté de manière significative. En novembre 2023, les forces armées comptaient plus de 62 000 femmes, dont 43 000 étaient des militaires. Selon la vice-ministre de la défense Natalia Kalmykova, nous avons aujourd'hui le plus grand nombre de femmes sur le champ de bataille en Ukraine dans l'histoire moderne du monde. Grâce aux changements législatifs adoptés en 2018, les femmes peuvent désormais officiellement occuper des postes de combat et de direction dans l'armée. Elles ont également la possibilité d'étudier dans n'importe quelle spécialité militaire. Bien que les femmes dans les unités militaires puissent encore être confrontées au rejet et à ce que l'on appelle la discrimination «douce», elles prouvent chaque jour par leur détermination, leur dévouement et leur professionnalisme qu'elles sont des combattantes dignes de n'importe quel poste. À la veille de la Journée internationale de la femme, Iryna Yuzyk s'est entretenu avec Olena Ryj, pilote d'assaut, Vira Savtchenko, sapeuse, et Nastia Confederate, opératrice de drone, au sujet de leur expérience du combat et de leur parcours dans les forces armées. Elles ont été interrogées sur les raisons qui les ont poussées à s'engager, sur la manière dont elles ont choisi leur profession militaire, sur les zones de la ligne de front où elles servent, sur les tâches les plus difficiles et sur l'attitude actuelle à l'égard des femmes dans l'armée.

1. Publié par zmina.info, 6 mars 2024. Traduction Patrick Le Tréhondat.

Olena Ryj

Olena Ryj, 42 ans, est fusilière d'assaut au sein de la 47^e brigade mécanisée Magura. Dans la vie civile, elle était restauratrice et formatrice en services et communications. Elle habite à Kyiv. Elle a été mobilisée dans les forces armées en décembre 2022. Elle est actuellement stationnée dans la région d'Avdiivka. Elle a reçu la médaille «Pour le courage» de troisième degré du président de l'Ukraine, l'insigne honorifique «Croix des braves» du commandant en chef des forces armées de l'Ukraine et la médaille «Pour la bravoure au combat» de la 47^e brigade.

Sur la motivation et le choix de carrière

L'idée de servir m'est venue pour la première fois au cours de l'été 2022. Je ne me sentais plus à l'aise dans la vie civile et je pensais que je n'en faisais pas assez. Je suis allée dans une école militaire de formation tactique pour essayer de comprendre si c'était mon truc ou pas, si j'étais capable de le faire ou pas. J'ai appris un peu de tout: le tir, la tactique, la médecine tactique, le déminage, l'ingénierie. J'ai été formée en Allemagne et en Ukraine. Au total, il m'a fallu six mois pour terminer la formation. J'ai également commencé à m'intéresser à la 47^e brigade et à me préparer à m'y rendre et à occuper une position de combat. J'ai écouté les discours du sergent Valeriy Markus, qui était le visage de la brigade à l'époque. J'étais convaincue que les gens étaient bien traités là-bas. C'est toujours le cas ici. Mon commandant est Oleg Sentsov, celui-là même qui est notre célèbre directeur et ancien prisonnier du Kremlin. Et je fais entièrement confiance à mon commandant.

À propos des missions de combat

Nos premières missions militaires se sont déroulées dans la région de Zaporijjia, près de la ville





d'Orikhiv, du village de Robotyne et des environs. Aujourd'hui, nous sommes dans la région d'Avdiivka. D'une manière générale, ce que j'ai vu au cours de mon service... J'ai vu des endroits où il n'y a pas de vie. Je me rappelle Robotyne en premier lieu. Pour moi, c'est très révélateur de ce que l'ennemi a fait à notre village ukrainien ordinaire. Il n'en reste que le nom. Il n'y a rien d'autre. C'est un endroit où la mort règne. Où la mort est dans l'air. Et nous avons beaucoup d'endroits de ce type. Toute la ligne de front est ainsi. Un village qui n'est plus un village. Une forêt qui n'est plus une forêt. Et tout cela est parsemé d'objets personnels. Vous n'oublierez jamais les endroits où les batailles ont eu lieu, où vos camarades ont perdu la vie. Lorsque j'entends des civils dire que les députés, les enfants de députés, n'importe qui, devrait aller à la guerre, j'ai le regret de dire que beaucoup de civils ne comprennent pas que nous sommes en guerre. Pas ailleurs, mais sur notre territoire. Aujourd'hui, j'étudie pour devenir infirmière de combat, car il y a une grande pénurie d'infirmier·es. Mais je reste dans l'unité de combat et je continuerai à participer aux missions de combat avec le groupe, comme je l'ai fait jusqu'à présent.

Les femmes dans l'armée

Lorsqu'une femme apparaît pour la première fois sur une position de combat, certains hommes ne la comprennent certainement pas: «Oh, une femme, et qu'est-ce qu'elle peut faire». Ces hommes examinent attentivement ce que cette personne peut réellement apporter à l'unité. Puis ils s'y habituent. Surtout si vous faites votre travail. Au cours de mes quatorze mois de service, j'ai été constamment approchée par des femmes. Elles me demandent des conseils. Elles me posent la question suivante: «Que dois-je faire si je veux servir?» Elles veulent comprendre où

elles peuvent être utiles. Je tiens à dire à toutes les filles qui pensent au service militaire: si vous sentez un appel dans votre cœur, écoutez-le et suivez-le. Si vous ne le faites pas parce que vous ne savez pas comment commencer, où postuler, si on vous accepte ou non, tous ces doutes disparaissent dès que vous commencez à faire les premiers pas. Je pense que nous sous-estimons le potentiel des femmes pour le service militaire et dans les positions de combat. Tout d'abord, nous nous sous-estimons nous-mêmes. J'ai commencé par me dire: je suis une femme, une civile, que vais-je faire là-bas, pourquoi suis-je là? Mais quatorze mois ont passé, et je suis une combattante digne de ce nom dans mon unité. On a besoin de moi à ma place. Comme le dit mon commandant, je suis aussi bonne que beaucoup d'hommes. Il faut croire en soi. Ensuite, le commandant et la société croiront en vous.

Vira Savtchenko

Vira Savtchenko, sapeure, 41 ans. Elle sert dans la 112^e brigade de chars. Elle est actuellement stationnée dans le secteur d'Avdiivka. Dans la vie civile, elle est architecte d'intérieur et designer. Résidente de Kyiv, elle a rejoint les forces armées ukrainiennes le 24 février 2022. Le commandant en chef des forces armées ukrainiennes lui a décerné l'insigne de la Croix d'honneur militaire.

Sur la motivation et le choix de carrière

J'ai rencontré la guerre à grande échelle à Kyiv. Ma sœur et moi avons immédiatement rejoint la défense et, pendant les premiers mois, alors que la menace pesant sur la capitale persistait, j'ai défendu la capitale dans le district de Desnianskyi. Ensuite, j'ai choisi une branche où je serai le plus utile. J'ai choisi le déminage. Et j'ai commencé à chercher

des moyens de me rendre à Kamianets-Podilskyi pour étudier au Centre de formation interarmées des troupes du génie. Ce n'était pas facile d'y aller, tout d'abord parce qu'ils y sélectionnaient des soldats des forces armées et qu'il n'y avait pas de place pour les membres de la défense territoriale. J'ai pu étudier dans une école allemande de formation de sapeur·es, en vertu d'un accord entre l'Ukraine et l'Allemagne. Nous avons été formé·es pendant un mois, et ils nous ont également formé·es au travail de sapeur·e. Au cours de mes deux années de pratique, j'ai beaucoup appris «sur le terrain». J'ai déminé dans la région de Kyiv, les zones proches de Tchernobyl, les champs des agriculteurs pour qu'ils puissent commencer à semer, les chemins forestiers minés et la forêt d'Izium après sa désoccupation. Un an et demi après le début de la guerre à grande échelle, j'ai réussi à étudier à Kamianets-Podilskyi. C'était une école très performante. Après cela, j'ai réintégré mon peloton de génie en tant que commandante de la deuxième escouade et j'ai aujourd'hui le grade de sergente junior.

À propos des missions de combat

La période la plus difficile en deux ans a été celle de la forêt de Serebryanske. Il s'agit de la région de Louhansk, et le territoire au-delà de la forêt était occupé. La forêt elle-même est un champ de bataille permanent, sans arrêt. Nous y sommes allés deux fois. La première fois a été un échec. Nos ennemis nous ont bombardés avec tout ce qu'ils avaient, sans ménager leurs efforts. Notre groupe de sapeur·es n'a même pas eu le temps de travailler correctement. Le bataillon a été vaincu et nous avons subi de lourdes pertes. La deuxième fois, nous y sommes restés six mois, avec plus de succès. Cependant, la situation était telle que le travail des sapeur·es n'était pas le

seul nécessaire: le bataillon subissait des pertes, des soldats étaient tués et blessés. C'est pourquoi nous, les sapeur·es, sommes également allé·es occuper des postes dans l'infanterie. Nous sommes resté·es trois jours dans les tranchées. Nos ennemis savaient où nous étions et nous tiraient dessus avec tout ce qu'ils avaient, essayant de brûler tout ce qui nous entourait et de nous brûler. Nous avons sauté hors des tranchées et éteint le feu. Nous avons réussi à défendre nos positions et avons attendu les renforts et la relève. Nous sommes actuellement dans le secteur d'Avdiivka. Nous produisons beaucoup de munitions pour les drones. Notre tâche consiste également à déminer la zone en cas de percée de la ligne de front. C'est ce que nous faisons presque chaque nuit. Que vois-je autour de moi? Dans ces zones de front, nous rencontrons des villages abandonnés, où il ne reste généralement que quelques civils. Ils vivent dans des maisons délabrées, mais ne veulent pas les quitter pour aller ailleurs. Non, ils n'attendent pas le «monde russe», ils ne voient tout simplement aucune possibilité de commencer une nouvelle vie ailleurs. Il s'agit souvent de personnes âgées en mauvaise santé. Une grand-mère possède trois vaches et ne veut pas les quitter. Ces personnes sont nourries par les soldats et les «anges blancs», comme ils appellent les volontaires. Il y a aussi beaucoup de chats et de chiens abandonnés. Il y en a tellement que nous n'avions pas assez de conserves pour les nourrir, alors j'ai demandé de la nourriture aux volontaires de Lviv. Ils nous en ont envoyés beaucoup.

Les femmes dans l'armée

Une femme dans l'armée... Je ne peux m'empêcher de mentionner ma sœur Nadiya, qui a rejoint l'armée ukrainienne il y a de nombreuses années, y a servi pendant 15 ans et a surmonté tous ces stéréotypes



liés au genre, elle a été l'une des premières à franchir ces murs. Aujourd'hui, nous marchons sur un chemin peu fréquenté. Bien sûr, le monde militaire reste un monde d'hommes. C'est pourquoi il arrive que l'on soit confronté à des refus. Surtout quand les hommes sont mus par la vanité. Mais en général, une guerre de grande ampleur a ébranlé tout le monde, quel que soit le sexe ou le genre. C'est pourquoi je constate que tout le monde a les mêmes tâches: survivre, chasser l'ennemi, préserver l'État.

Nastia Confederate

Nastia Confederate, opératrice de drone, 34 ans. Elle sert actuellement dans une unité de drones d'attaque (les autres informations ne sont pas divulguées). Elle travaille sur toute la ligne de front, la plupart du temps dans le secteur de Kherson. En 2015, elle s'est portée volontaire sur le front. Elle fait partie des forces armées depuis mars 2022. Elle réside à Kyiv. Dans la vie civile, elle est pigiste, voyageuse et musicienne. Elle est ouvertement lesbienne.



À propos de la motivation

Lorsque des personnes ordinaires voyagent dans les transports publics et entendent «J'en ai assez de la guerre, il faut y mettre fin», elles doivent savoir qu'il s'agit d'un travail d'agent [d'influence]. Que la personne le dise consciemment ou qu'elle le répète inconsciemment, cela n'a pas d'importance. Il n'est donc pas possible de rester silencieuse. Il est nécessaire d'exprimer haut et fort la position selon laquelle la chose la plus importante aujourd'hui est de ne pas se rendre à l'occupant, de reconquérir et de reconstruire notre propre pays. Car si l'occupant vient, personne ne l'aimera. Au mieux, il n'y aura pas de liberté d'expression.

Le choix d'une profession

Je travaille comme opératrice de drone depuis deux ans. Nous disposons à la fois de drones de reconnaissance aérienne et de drones de frappe. Nous sommes actuellement formé·es sur différents drones qui effectuent des frappes avec différents types de cibles. Comme la pratique l'a montré, cela permet d'obtenir un pourcentage élevé de succès sur le plan statistique. Bien sûr, nous perdons des drones, mais comme beaucoup d'entre eux sont créés par les ingénieur·es de notre unité, nous pouvons continuer notre travail. Nous disposons à la fois de drones FPV qui causent du «bien» aux occupants. J'ai été brièvement instructrice en cartographie au Centre de soutien à la reconnaissance aérienne Maria Berlinska et je suis heureuse d'être active pour Victory Drones, le projet de fabrication de drones le plus systématique d'Ukraine. Dans l'ancienne unité comme dans l'actuelle, je suis recruteuse et je sélectionne les candidat·es pour les postes de pilote et d'ingénieur.

À propos de la production de drones

La production de drones en Ukraine existe depuis longtemps. Il s'agit de la développer et d'en faire une priorité. Au lieu de gaspiller inconsidérément des ingénieurs dans les tranchées, il faudrait créer des emplois dans des organisations liées à la défense et nous doter de capacités de blindage, et créer un commandement distinct pour les systèmes robotiques et sans pilote. Ce savoir doit être transmis de génération en génération, car c'est exactement ce que sera cette guerre, même si nous parvenons à repousser l'occupant au-delà des frontières de 1991 dans un avenir prévisible. Cette stratégie de la robotique et de l'éducation devrait se situer au niveau des écoles, des clubs... Organiser des championnats, donner des subventions pour les inventions, et fournir une

explication claire de la raison pour laquelle nous faisons cela, afin que les enfants grandissent de la manière la plus consciente possible. Actuellement, nous utilisons principalement des développements privés qui attendent d'être certifiés au niveau de l'État.

L'homophobie dans l'armée

Nous devons exprimer notre position ouvertement et bruyamment. Plus nous serons nombreux·euses à expliquer la situation et à donner l'exemple de l'activisme, plus vite nous aurons une société consciente. Je le sais par expérience: après mon coming out, j'ai reçu de nombreux messages et remarques dans des conversations privées selon lesquels, sans moi, un certain nombre de personnes n'auraient pas été en mesure de reconnaître ou de parler de leur identité et/ou de leur orientation sexuelle. Mon exemple, ainsi que celui d'autres militaires ouvertement LGBT, montre le chemin à suivre. Chacun·e d'entre nous peut devenir le porte-parole de son cercle social, la personne qui ouvre la voie. Même s'il s'agit d'un petit nombre de personnes, l'effet papillon fonctionnera.

À propos des partenariats civils

Le «ce n'est pas le bon moment» a déjà eu lieu. Deux années se sont déjà écoulées, au cours desquelles nous, qui nous sommes mobilisé·es volontairement, voulions voir des changements qualitatifs et perceptibles dans la société. Nos proches nous attendent, atteints de dépression et d'autres affections. Nos proches nous enterrent. Apporter une aide aux proches des militaires LGBT équivaut à apporter une aide aux membres des familles des militaires. C'est pourquoi nous avons besoin de partenariats enregistrés qui donnent le statut de famille de première ligne. Au lieu de cela, nous entendons dire que ce que veulent certain·es militaires n'est pas opportun.

Nous, les militaires, avons le droit de dire ce qui est pertinent et ce qui ne l'est pas. Je m'exprime tout d'abord en tant qu'officière militaire en activité, puis en tant que femme ouvertement homosexuelle.

À propos de l'Église

Avec tout le respect que je dois aux aumôniers de différents niveaux (parmi lesquels j'ai des amis), je pense que la religion est le choix d'une personne, et non la culture de certaines traditions au niveau de l'État. En Ukraine, il y a des représentants de différentes confessions, y compris du christianisme, qui constitue l'une des nombreuses visions du monde. Je connais des musulmans qui combattent dans les forces de défense ukrainiennes. Il y a aussi beaucoup d'athées et d'agnostiques dont les sentiments sont tout aussi importants que ceux des croyants. À l'heure actuelle, l'Église orthodoxe du patriarcat de Kyiv diffuse sa position malhonnête selon laquelle certaines personnes ont raison et d'autres ont tort, alors que les Saintes Écritures nous enseignent d'aimer tout le monde et d'accepter le choix que le Créateur nous a fait.

Vous savez, toutes les Églises ne condamnent pas les personnes LGBT. Par exemple, j'ai grandi dans une confession protestante et je n'ai pas été condamnée par ceux et celles avec qui enseignaient l'humanité sur la base de la Bible. J'ai également fait l'expérience de la confession dans une église gréco-catholique, où j'ai dit que j'étais une femme homosexuelle, et le pasteur ne m'a pas condamnée, disant que j'avais le droit de choisir. J'ai vu le drapeau arc-en-ciel et le drapeau ukrainien sur le même mât près de l'église, et je crois qu'il en sera de même ici un jour.







Le bataillon invisible

Lundi 25 mars 2024, à la Maison de l'Amérique latine à Paris, Comb'art et le comité français du RESU ont organisé la projection du *Bataillon invisible*, le documentaire réalisé par Iryna Tsilyk, Alina Gorlova et Svitlana Lischynska. La projection a été suivie d'un débat en visio avec Kyiv sur le rôle des femmes soldats de l'armée ukrainienne et leur combat pour l'égalité des droits sous l'uniforme.

Portraits – témoignages de six soldates tournés par trois réalisatrices ukrainiennes, *Bataillon Invisible* a été l'un des outils majeurs d'une vigoureuse campagne contre l'invisibilisation des femmes qui combattent l'invasion poutinienne les armes à la main et pour l'égalité de leurs droits, aujourd'hui consacrés par la loi.

45787 soldates servent dans l'armée ukrainienne, 13487 occupent des postes de combat, plus de 4000 sont actuellement sur le front.

Avec les civiles travaillant dans l'administration militaire, elles sont au total 62000 dans les forces armées ukrainiennes.

Tireuses d'élite, pilotes de drones, artilleuses, aviatrices de chasse, etc., les Ukrainiennes sont aussi de plus en plus nombreuses à accéder aux académies militaires (depuis 2019) et aux grades les plus élevés.

En 2014, l'armée ukrainienne comptait environ 1600 femmes officiers, elles sont aujourd'hui plus de 8000 dont, depuis quelques années, des femmes générales de brigade et de division.

Soldates de fait mais pas de droit: bien que combattant comme eux, elles n'avaient avant 2018 pas

accès aux mêmes contrats, aux mêmes salaires, aux mêmes protections juridiques et sociales, aux mêmes soins médicaux que leurs frères d'arme.

Première victoire: la loi de 2018 sur «la garantie de l'égalité des droits et des chances pour les femmes et les hommes pendant le service militaire dans les forces armées ukrainiennes et autres formations militaires». Il reste des machos et des «discriminations douces» mais la loi n'est plus de leur côté.

Des équipements adaptés aux soldates:

des ONG ont commencé à fournir des uniformes, des sous-vêtements, des casques, des gilets pare-balles et des chaussures adaptés à la morphologie des soldates ainsi que des kits d'hygiène féminine.

2024, nouvelle victoire: le ministère de la défense vient de commander 50 000 uniformes féminins.

Pour l'égalité, le combat continue!

Ukraine Combart: contact@ukraine-combart.org



La violence sexuelle n'est pas un crime de guerre caché

ANNA MYKYTENKO¹

Travailler aux côtés d'enquêteurs·trices et de procureur·es sur des crimes sexuels et à caractère sexiste est une expérience horrible. Il s'agit d'écouter, de lire et d'entendre des récits de souffrances inimaginables avec des détails écœurants.

Pour soutenir le travail du bureau du procureur général de l'Ukraine, des équipes mobiles de justice composées d'expert·es ukrainien·nes et internationaux ont été déployées pour enquêter sur les crimes de guerre et les actes de violence sexuelle. Grâce à ces équipes, nous avons appris que des centaines de femmes et d'hommes, de filles et de garçons, de personnes âgées et de personnes handicapées sont hantés par les crimes sexuels commis à leur rencontre par les forces russes.

Aux points de contrôle militaires, dans les centres de détention officiels et non officiels, à leur domicile, lorsqu'elles et ils vont au ravitaillement ou rendre visite à des proches, personne, civil·es ou prisonnier·es de guerre, n'a été épargné·es, malgré les Conventions de Genève.

Une mère de deux enfants a été violée par des soldats russes et abandonnée dans les bois près d'un village occupé. Son mari n'a pu retenir ses larmes en

se remémorant cette nuit, se torturant de n'avoir pu la protéger malgré son handicap. Les auteurs ont été identifiés et sont désormais recherchés pour crimes de guerre.

Une femme âgée – la mère d'un soldat ukrainien – a été tirée du sous-sol où elle se cachait pour échapper à un bombardement et a été victime d'abus sexuels. Elle a fourni des preuves à notre équipe, nous a offert un pot de confiture de fraises maison et nous a demandé si la Cour pénale internationale demanderait des comptes à ses agresseurs. L'enquête est en cours et les auteurs n'ont pas encore été identifiés. [...]

Si l'étendue et l'ampleur réelles de ces actes de violence n'ont pas encore été révélées, la violence sexuelle n'est pas un secret inavoué, mais fait partie intégrante du comportement des forces russes où qu'elles se trouvent. Les enquêtes sur ces crimes sont longues, coûteuses en ressources et complexes.

Les obstacles aux enquêtes sur les crimes sexuels ne se limitent pas à la guerre en Russie: ils comprennent également les traumatismes subis par les survivant·es, la stigmatisation qui entoure le sujet et les défis posés par le conflit en cours. En pratique, il n'est pas facile de se concentrer sur la collecte de preuves lorsqu'un avion de chasse russe vole si bas que votre première réaction est de vous cacher. Les témoins peuvent parfois, pour des raisons évidentes, confondre la chronologie des événements lorsqu'ils voient un missile à travers leur fenêtre au cours d'un entretien.

Les obstacles à la justice résultent moins d'un manque d'attention ou de priorité de la part des autorités ukrainiennes que de l'ampleur démesurée du problème. L'obligation de rendre des comptes peut être retardée pour cette raison, mais elle n'est en aucun cas négligée ou ignorée par les procureur·es,



1. Article paru dans *Kyiv Independent*, 23 février 2024. Anna Mykytenko est conseillère juridique et responsable pour l'Ukraine de Global Rights Compliance (GRC), une fondation juridique internationale spécialisée dans le droit humanitaire et pénal international.

la police et les organisations nationales et internationales qui soutiennent la justice pour les survivant·es de violences sexuelles.

Le travail sur les crimes sexuels et sexistes nécessite des efforts ciblés et concertés et, surtout, de la diligence et du soin pour s'assurer que les survivant·es sont traité·es avec dignité et respect dans le processus de justice. [...]

Le bureau du procureur général a sollicité et accueilli favorablement le soutien technique et l'assistance d'organismes et d'expert·es internationaux spécialisé·es dans les violences sexuelles. Une division spécialisée est en place depuis plus d'un an et il existe une stratégie claire pour traiter ces cas, ainsi qu'un groupe de travail qui coordonne les efforts entre de multiples acteurs et actrices afin de garantir une réponse globale aux survivant·es.

Cependant, l'impact quantitatif de ces efforts n'est pas et ne peut pas être immédiat: 270 cas ont été identifiés, dont 173 impliquant des survivantes et 97 impliquant des survivants. Trente-neuf auteurs ont été identifiés à ce jour, tandis que les procureur·es ont soumis 24 actes d'accusation aux tribunaux nationaux à ce jour.

Bien que ces chiffres puissent sembler faibles à première vue, les progrès doivent être mesurés sous de nombreuses formes. Les progrès sont mesurés par l'enthousiasme des enquêteur·trices et des procureur·es à apprendre les normes internationales et les meilleures pratiques en matière d'enquêtes sur les crimes sexuels. Ils se mesurent à l'aune des multiples sessions de mentorat, des journées de travail de dix-huit heures et de l'amélioration de la qualité des entretiens qui en découle.

Les progrès se mesurent également par le fait de prendre le temps d'expliquer aux survivant·es et aux témoins leurs droits et le processus de justice et, en

fin de compte, de respecter leur décision de s'engager ou non dans le processus de responsabilisation. Il se mesure également à l'évaluation de leur bien-être psychologique et au choix d'attendre si la poursuite d'une affaire risque de nuire à leur santé mentale.

Deux ans après le début de la guerre, les acteur·trices de l'obligation de rendre des comptes n'ont découvert que la partie émergée de l'iceberg des violences sexuelles et sexistes. Chaque cas, chaque histoire de survivant·e est unique et, avec le temps, nous savons que nous entendrons malheureusement de nombreux autres cas horribles. Avec le retrait progressif de la Russie de certaines parties de l'Ukraine et le retour des civil·es et des prisonnier·es de guerre, nous ne savons que trop bien que des centaines de nouveaux cas de violence sexuelle seront enregistrés.

J'espère sincèrement que les acteur·trices internationaux et nationaux de la responsabilisation, les organisations de la société civile, les expert·es internationaux et la communauté internationale en général seront en mesure de soutenir un plus grand nombre de survivant·es qui dénoncent ces crimes terrifiants. Et j'espère que les progrès que nous observons au sein du système national de justice pénale garantiront que la justice n'est pas seulement une aspiration mais une réalité pour toutes celles et tous ceux qui ont enduré les horreurs indicibles des crimes de guerre.



**RETOUR
VERS LE FUTUR**

Confisqués, censurés, interdits, détruits, oubliés...

PATRICK SILBERSTEIN¹

Entre autres vertus, la renaissance nationale ukrainienne, stimulée par l'indépendance, puis par la dynamique de la résistance à l'invasion, nous offre l'opportunité de partir à la (re)découverte de textes nés dans les profondeurs de ce temps où il était plus que minuit dans le siècle.

Vladyslav Starobutsev nous invite ainsi à découvrir Iouri Badzo, un dissident ukrainien dont il retrace l'itinéraire, et un des textes que celui-ci a rédigé alors que la nuit bréjnévienne laissait place à la *perestroïka* gorbatchévienne. Nous sommes à ce moment-là dans une sorte d'entre deux. La crise était alors telle que le talon de fer du parti-État ne contrôlait plus la société comme il avait l'habitude de le faire et les prédateurs issus des rangs de ce même parti-État n'avaient pas encore subjugué, submergé et étranglé la démocratie émergente.

Épousant la dynamique déclenchée par la *perestroïka*, Iouri Badzo en critique vivement les limites et éclaire les responsables de l'échec : l'État « maître du travail » et le parti « propriétaire et dirigeant » :

La réforme économique s'immisce directement dans la politique. La couche dirigeante est menacée de perdre son statut social et ses privilèges. Sur cette base, un mécanisme d'inhibition de la *perestroïka* se forme, et c'est la source des obstacles

à la démocratisation de la société soviétique, qui conduit à l'incohérence de la politique réformiste du parti et à de profondes contradictions dans l'idée même de la *perestroïka*, et donc à la menace d'une transformation démocratique du pays.

Iouri Badzo nous montre aussi avec force que ce qui est advenu n'était pas inévitable. Probable certes, pour toute une série de raisons après des décennies de dictature, mais pas inéluctable. Il nous indique des pistes qui, si elles avaient été empruntées, auraient pu conduire à une bifurcation vers un autre possible que la restauration capitaliste, la thérapie de choc et finalement la dictature. Il note cependant avec une certaine lucidité pessimiste que, au sortir de la nuit de l'expérience soviétique, « la théorie ne nous a pas jusqu'à présent donnés d'arguments pour prouver que de tels espoirs [ceux d'un socialisme démocratique] étaient réalistes ». Pour lui, le soviétisme a « capitulé devant son rival historique », tant sur le plan de la production matérielle que de la créativité et de la liberté. Il a également jeté sur le socialisme « un discrédit moral *presque* insurmontable ».

Enfin, entre autres considérations stimulantes pour la pensée émancipatrice, le socialiste ukrainien Iouri Badzo affirmait en 1989 que « sans une Ukraine libre et indépendante, la restructuration démocratique de la société soviétique [était] impossible ». En 2024, nous pourrions paraphraser cette assertion en affirmant que si la défaite de l'armée russe est la condition de la liberté ukrainienne, inversement la défense de la liberté ukrainienne est la condition de la liberté des peuples enfermés dans la Fédération de Russie.

Iouri Badzo résumait la question en une formule choc : « La citoyenneté russe a été confrontée à un dilemme : la liberté ou l'empire. »



1. Patrick Silberstein est membre des Brigades éditoriales de solidarité. Il a publié *La revanche du chien enragé*, Paris, Syllepse, 2021.

Mazepa, une nouvelle voix à gauche

VLADYSLAV STARODUBTSEV & LES YAKOVYCHYN¹

Malgré la guerre et toutes les difficultés qu'elle provoque, un nouveau site internet vient d'apparaître en Ukraine, celui de l'Institut Mazepa. Du nom de Isaac Mazepa (1884-1952), «leader de la gauche ukrainienne, Premier ministre de la République populaire ukrainienne et combattant pour l'indépendance de l'Ukraine», explique le site. «Les combats de Mazepa étaient entièrement déterminés par les vues fondées sur les idéaux de la République populaire ukrainienne: la lutte pour la justice sociale, la démocratie économique et politique, le développement national des Ukrainiens et la protection des droits des minorités.» «L'Institut Isaac Mazepa veut être un centre scientifique de premier plan de la gauche démocratique ukrainienne. Notre équipe internationale de chercheurs et d'activistes œuvre à créer un espace uni par des idéaux démocratiques et égalitaires partagés, où l'esprit de liberté et de dialogue règne dans la pluralité des opinions. Nous souhaitons sincèrement la victoire de l'Ukraine sur l'impérialisme russe agressif. Nous sommes convaincus qu'une société démocratique forte renforcera la stabilité de l'Ukraine et rapprochera la victoire finale des Ukrainiens sur l'ennemi éternel et tout ce qu'il représente – la pauvreté, la réaction et le mensonge», ajoute le site. Vladyslav Starodubtsev et Les Yakovychyn cofondateurs du site ont bien voulu répondre à nos questions.



Pourquoi avoir fondé ce nouveau site? Que veut-il apporter de plus que d'autres sites de gauche ukrainien existant comme Commons par exemple?

L'Institut Mazepa a été créé avant tout pour restaurer la confiance du public dans la gauche démocratique ukrainienne en tant qu'alternative intellectuelle et politique viable au *statu quo* actuel. La gauche ukrainienne a cruellement besoin de se reconstruire et de renouer avec le public. Notre idée est de favoriser un espace progressiste plein d'idées et d'outils pour ceux qui recherchent une Ukraine plus égalitaire et plus juste.

Quel sens a pour vous le choix du nom d'Isaac Mazepa?

Il a été Premier ministre de la République populaire ukrainienne pendant les périodes les plus difficiles du pays, adhérant fermement à ses opinions démocratiques et socialistes. Il était un défenseur des droits et libertés des citoyens ordinaires, incarnant les valeurs que nous cherchons à promouvoir: la liberté, la solidarité et la justice. En exil, il a maintenu la tradition intellectuelle démocratique, devenant l'un des fondateurs du Parti socialiste ukrainien. Nous honorons son héritage et la mémoire de tous ceux qui ont consacré leur vie à la liberté et aux droits des Ukrainiens.

Vous souhaitez publier des documents sur la culture, la politique, l'économie, l'histoire et la philosophie. Pouvez-vous nous en dire plus?

À l'heure actuelle, l'essentiel de notre travail consiste à créer des documents originaux et traduits pour peser sur un débat public déséquilibré en promouvant diverses perspectives progressistes. Notre objectif est de revigorer le paysage intellectuel de la gauche ukrainienne – nous prévoyons d'apporter

1. Vladyslav Starodubtsev et Les Yakovychyn sont cofondateurs du site Mazepa. Propos recueillis par Patrick Le Tréhondat, le 11 mars 2024.

aux lecteurs les meilleurs documents écrits sur une variété de sujets tout en recherchant des moyens d'élargir la portée de notre travail, en offrant une gamme plus large de ressources qui soutiennent notre objectif commun.

Un des premiers articles que vous avez publiés est consacré à l'expérience des entreprises récupérées par les travailleurs en Italie. À ce propos vous dites que ces entreprises «sont remises en activité par leurs anciens salariés sur la base de l'autogestion» et que «les travailleurs se sont tournés vers les coopératives pour résoudre des besoins sociaux non satisfaits.» Pouvez-vous nous dire plus sur la question de l'autogestion et des coopératives dans la construction d'un socialisme démocratique?

Nous essayons de construire un espace de discussion large et pluriel, afin de ne pas adopter une voie unique et «correcte». Dans la société ukrainienne du 20^e siècle, les coopératives étaient la principale force luttant pour la création de la République populaire [d'Ukraine], la recherche de relations des unes avec les autres était l'un des objectifs principaux des coopératives car elles se pensaient comme un instrument d'«autodéfense économique». La démocratisation progressive des entreprises permettrait de renforcer



les liens communautaires, la démocratie et les droits humains, ainsi que la défense sociale. Nous espérons que les entreprises deviendront des «petites républiques», des écoles d'autogestion et de vertu citoyenne. Dans notre société idéale, les coopératives auraient une influence majeure sur l'économie aux côtés de la propriété individuelle et étatique.

Le site propose une partie en anglais. Pourquoi et que voulez-vous y publier?

Nous proposons une section en anglais sur notre site pour garantir l'accessibilité et maximiser l'impact de notre voix sur la scène mondiale. Nous voulons dialoguer avec un public international, faire preuve de solidarité et raconter nos histoires. Notre objectif est d'informer et d'autonomiser les lecteurs internationaux en permettant aux Ukrainiens de devenir des participants actifs dans le discours progressiste international.

Pensez-vous développer des relations avec d'autres sites hors d'Ukraine?

Nous pensons qu'il est crucial que les progressistes entretiennent des relations, car ce n'est qu'en échangeant des idées et des expériences que nous pourrions tous réussir davantage à façonner nos sociétés pour qu'elles deviennent plus égalitaires, plus justes et plus démocratiques. L'injustice, où qu'elle soit, constitue une menace pour la justice partout dans le monde. C'est pourquoi il est nécessaire d'entretenir des relations de travail avec d'autres groupes. Ce n'est qu'en travaillant ensemble que nous pourrions nous efforcer de créer un monde meilleur pour nous tous.

Mazepa, le site
www.mazepa.institute/



Le socialisme dissident de Iouri Badzo

VLADYSLAV STARODUBTSEV¹

Iouri Badzo est né en 1936 dans le village de Kopynivtsi en Zakarpathie, un territoire qui a changé cinq fois d'appartenance étatique au cours de sa vie : il a d'abord fait partie de la Tchécoslovaquie, puis, pendant une courte période, une partie de la région a existé en tant qu'Ukraine des Carpates autonome puis indépendante, avant d'être tour à tour occupée par les troupes hongroises et soviétiques, et ainsi de suite jusqu'à ce que l'Ukraine déclare son indépendance en 1991. Cependant, Iouri Badzo a passé sa vie de dissident principalement à Kyiv, puis dans des camps en Mordovie et en exil en Iakoutie.

Étudiant talentueux, puis professeur de littérature, d'ukrainien et d'allemand, et membre du PCUS, Badzo a eu la possibilité de faire des études supérieures à Kyiv. Là, le tourbillon des événements, sa profession et la vie politique en général le mettent en contact avec les années 1960. Il travaille avec Vasyl Stus² et rencontre des gens comme Ivan Dziouba³. En même temps, il est profondément choqué par le niveau de russification de la capitale ukrainienne. «Je parle calmement, sans accent politique, je traduis ou j'explique quand je vois que mon interlocuteur ne

1. Article publié sur le site *Mazepa*.

2. Voir la notice «Vasyl Stus», dans Brigades éditoriales de solidarité, *L'Ukraine en toutes lettres*, Paris, Syllepse, 2023.

3. Voir la notice «Ivan Dziouba» dans Brigades éditoriales de solidarité, *L'Ukraine en toutes lettres*, op. cit.



comprend pas quelque chose, mais je n'abandonne pas l'ukrainien», déclarait-il dans une interview.

À Kyiv, Badzo est devenu l'un des fondateurs du Club informel de la jeunesse créative dans les années 1960. Le club a été fermé par les autorités à la suite de l'attaque contre les artistes des années 1960, mais jusqu'en 1965, Badzo s'en est tiré à bon compte. À l'époque, c'était un jeune scientifique prometteur et un membre prometteur du parti. Mais comme beaucoup d'autres futurs dissidents, sa protestation lors de la première des *Chevaux de feu* de Sergei Paradjanov au cinéma Ukraina a divisé sa vie en un avant et un après : expulsion du PCUS, problèmes professionnels et fin de sa carrière universitaire. Ivan Dziouba est sorti devant le cinéma et a commencé à énumérer les arrestations politiques en Ukraine, rejoint par Vyatcheslav Tchornovil qui a lancé un appel : «Quiconque s'oppose à la tyrannie doit se lever!» L'ami de Badzo, Vasyl Stus, a également pris la parole. Le jeune universitaire de Transcarpathie n'a pu s'empêcher de soutenir la manifestation.

Depuis lors, sa vie n'a été qu'une question de survie. L'impossibilité de trouver un emploi décent, la nécessité du secret, la pression des services spéciaux.

Badzo est ponctuée par des emplois sporadiques – de l'édition d'un magazine pour aveugles au travail de manutentionnaire dans une boulangerie.

Quelques années plus tard, se produit l'un des événements les plus importants pour les dissidents de tout le camp de l'Est. En 1968, l'arrivée de l'aile réformiste du Parti communiste tchécoslovaque a été une incroyable source d'inspiration, qui s'est très vite terminée en défaite. L'exemple du programme de socialisme démocratique de la Tchécoslovaquie, fondé sur les principes de la démocratie multipartite et du socialisme de marché, inspire les dissidents d'Ukraine et d'ailleurs. Cependant, le Printemps de Prague a été brutalement réprimé par les chars soviétiques. Badzo n'était pas le seul dissident de gauche, tant s'en faut, à écouter les nouvelles des événements à la radio, les larmes aux yeux.

« Il ne fait aucun doute qu'après la perquisition (février 1979) et la saisie du manuscrit inachevé, Le droit de vivre, ma femme et moi nous promenions dans les rues près de notre maison, tard dans la nuit, et nous discussions de la situation. Que dois-je transmettre au monde, comment dois-je formuler ma position, demandait ma femme. J'avais une formule toute prête: humanisme, patriotisme, démocratie, socialisme. C'est dans cet ordre que c'est essentiel, ai-je souligné »

Après une nouvelle vague d'arrestations d'intellectuels ukrainiens en 1972, Badzo commence à travailler sur son œuvre fondamentale, *Le droit de vivre*. Il y analyse le système totalitaire soviétique comme reposant sur le nationalisme grand-russe et la dictature de classe du parti, la partitocratie. Pour Badzo, le PCUS n'est pas un parti au sens habituel du terme, mais un

«capitaliste collectif», une nouvelle classe sociale, la bourgeoisie soviétique.

Le destin n'a pas permis à Badzo d'achever son traité: en 1977, le KGB a saisi 1 400 pages du manuscrit avant qu'il ait pu l'envoyer à l'Ouest pour y être publié. En attendant son arrestation, le dissident rédige une version courte et une lettre exposant ses vues au présidium du Soviet suprême. Largement diffusée, cette lettre ouverte a permis au public occidental de prendre connaissance de l'analyse de l'occupation russo-soviétique⁴.

Badzo fait une critique sévère du léninisme et même du marxisme dans une perspective socialiste, très proche de Mykhailo Pavlyk, Ivan Franko et Mykhailo Hruchevsky – et d'autres penseurs anti-capitalistes qui ont souvent été des sources d'inspiration pour lui. Il fait également largement appel à des théoriciens de la tradition marxiste ukrainienne et internationale, en se référant à des auteurs tels que Kautsky et Iourkevitch. C'est en analysant l'URSS dans une perspective de classe et de démocratie qu'il forge son approche socialiste-humaniste. Dans la même lettre, il souligne son point de vue:

Ma position sociale est socialiste, ma position politique est démocratique. Je la formule comme un concept de socialisme démocratique. Il est proche de l'eurocommunisme. Pluralisme idéologique, culturel et politique. La classe ouvrière et la paysannerie devraient avoir leur propre représentation de classe distincte dans les autorités de l'État; la liberté, conformément à la loi, de former des partis démocratiques. Ce n'est qu'à cette condition que

4. Cette lettre a été précédée d'une autre écrite immédiatement après le raid du KGB («Peut-être ai-je une nuit de liberté à ma disposition?») – «Lettre ouverte au présidium du Soviet suprême de l'URSS, aux partis communistes étrangers et à la communauté démocratique mondiale.»





la bureaucratie du parti-État perdra son statut de seul « maître du travail » (Marx), de classe sociale distincte et dominante, et que le parti sera un parti et non une couche sociale dominante de la société. Ma conception du socialisme démocratique n'implique pas la restauration de la propriété privée des moyens de production, mais l'élimination de la propriété privée du parti – l'absolutisme idéologique et politique, l'autocratie du parti; elle implique un mouvement vers l'idéal marxien de l'avenir – même si le sommet de cet idéal est utopique. L'utopie de la théorie de Marx sur le développement historique après la révolution socialiste victorieuse réside dans l'espoir que l'élimination de la propriété privée capitaliste et le haut niveau de développement des forces productives élimineront toute division du travail, y compris la division professionnelle, et transformeront le travail en une activité libre et volontaire. Certes, Marx et Engels avaient raison de croire que ce n'est qu'ainsi que l'aliénation, en tant que phénomène social, et l'État, en tant que forme politique, pourront être éliminés. Cependant, jusqu'à présent, la théorie ne nous a pas donné d'arguments pour prouver que de tels espoirs sont réalistes. La complexité de la production moderne, les difficultés de la maîtrise psychologique du monde et, enfin et surtout, la nature même de l'homme, qui est un être fini et limité (limité non pas au sens quotidien mais au sens philosophique du terme), rendent impossible l'élimination de la division du travail, l'assignation sociale des personnes à certains types d'activités de production, et donc la réalisation de l'idéal communiste tel que Marx et Engels l'ont imaginé. En fin de compte, un idéal n'est un idéal que s'il est généré par le mouvement spontané de la vie, s'il est la manifestation d'une idée individuelle, organique et spontanée d'un avenir meilleur, et non par l'idéologie et la politique de l'État. La forme d'existence étatique est toujours

un facteur conservateur et égoïste dans l'histoire (d'où l'idée communiste de la mort de l'État, de tout État); l'État ne réalise pas les idéaux, il ne fait que s'y adapter, étant démocratique, et assure le développement évolutif de la société.

Badzo est un représentant du mouvement de l'« humanisme socialiste », un socialisme dissident qui est né d'une critique de gauche du système inhumain léniniste-stalinien mis en place en URSS et dans les pays du bloc de l'Est. Les théoriciens dissidents appartenant à ce mouvement analysaient la partitocratie comme une forme de « société de classe »; leurs principales revendications étaient les droits de l'homme et la démocratie. Parmi eux se trouvaient des marxistes, des sociaux-démocrates de gauche et des syndicalistes, des exilés du Parti ouvrier polonais, Leszek Kolakowski, Maria Hirszowicz, Karol Modzelewski, Jacek Kuron, le groupe Praxis, l'École de Budapest en Hongrie, ainsi qu'un grand nombre de réformateurs et de dissidents en Tchécoslovaquie.

Le dissident a été autorisé à rentrer d'exil dans son pays, étant l'un des derniers prisonniers politiques soviétiques (parce qu'il a refusé de faire appel à la clémence). En prison, il a continué à lutter, notamment en participant à des grèves politiques et à des grèves de la faim, et en envoyant à l'étranger l'une des rares protestations ouvertes en URSS contre l'intervention en Afghanistan.

Dès qu'il a pu rentrer en Ukraine, Badzo a commencé son activité politique. Ses idées humanistes-socialistes deviendront la base du programme du Parti du socialisme démocratique et de l'indépendance de l'État, qu'il rédigera après les camps et l'exil.

Il propose un programme de lutte sans concession pour l'indépendance de l'Ukraine et la lutte contre la russification, des réformes économiques et politiques dans l'esprit du socialisme de marché – c'est-à-dire

l'existence d'une propriété coopérative en concurrence dans une économie de marché régulée. En même temps, Badzo analyse l'État démocratique dans un état de conflit permanent – entre l'État lui-même et le peuple. Ce conflit, selon lui, est essentiel pour tout État démocratique, ce qui motive la nécessité d'une société civile proactive. Ce programme d'une Ukraine démocratique et sans classe ne se limite toutefois pas à l'analyse de la question des classes et de la question nationale. Il décrit également la relation entre les zones urbaines et rurales, la nécessité pour un État laïque de développer l'Église ukrainienne, qui a été détruite par la politique coloniale-impériale bolchevique, corrigeant ainsi le caractère séculaire de l'URSS. Le programme contient également une importante analyse de classe de la nature du PCUS et de l'URSS et une description de l'idéologie du socialisme démocratique.

Aucun parti ne s'est constitué autour de ce programme. En 1990, le Parti démocratique d'Ukraine⁵ a été créé et il a rédigé le manifeste de son programme. Ce parti est né de la scission du Mouvement populaire d'Ukraine⁶ en raison de son attitude à l'égard du Parti communiste. Du point de vue de Badzo, le PCUS et le Parti communiste constituent la classe dirigeante et non un parti politique. Par conséquent, il existe des personnes ayant des opinions politiques totalement différentes, y compris des démocrates indépendants. Le Mouvement populaire, quant à lui, s'oppose aux membres du parti et aux citoyens. Bien que la position de Badzo ait été, dans une certaine mesure, un outil d'unification de la société

5. Manifeste du Parti démocratique d'Ukraine, *Ukraine littéraire*, 31 mai 1990.

6. Il s'agit du plus grand mouvement démocratique national général qui a joué un rôle majeur dans la défense de l'indépendance de l'Ukraine. Il s'agit aujourd'hui d'un parti national démocratique de centre-droit.



ukrainienne, elle a également conduit à une apologie considérable de Leonid Kravtchouk⁷ et à une critique souvent exagérée d'une autre faction du Mouvement démocratique national de l'époque.

Dans le même temps, Badzo a défendu la position selon laquelle la propriété privée était une nécessité pour la démocratie, créant une autonomie par rapport à l'État. [...] Il soutient ce qu'il décrit comme le «capitalisme populaire» et se définit comme un social-démocrate. Les droits sociaux et l'organisation des travailleurs en syndicats forts étaient au cœur de sa critique du «capitalisme sauvage» en Ukraine.

Les activités du Parti démocratique ont connu un certain succès, mais le parti s'est de plus en plus éloigné de sa vision initiale, et Badzo est passé du statut de président en titre du conseil national du Parti démocratique à celui d'«intellectuel non-membre du parti».

L'activité intellectuelle de Badzo à l'époque de l'Ukraine indépendante est également très importante. Malheureusement, la voie tracée dans le

7. NdT. Dernier dirigeant de la République socialiste soviétique d'Ukraine, il se rallie à la cause nationale ukrainienne et sera président de la république de 1991 à 1994.



Programme du socialisme démocratique et de l'indépendance de l'État n'a pas été choisie – et même aujourd'hui, nous pouvons constater la justesse de la critique de Badzo à l'égard des transformations capitalistes de la future Ukraine.

« Initialement, au moment de l'effondrement de l'URSS, les institutions étrangères (la Deutsche Bank) ont estimé que la situation socio-économique de l'Ukraine, comparée à celle des autres Républiques soviétiques, était la meilleure, la plus favorable à la création d'un nouvel État. Le résultat est inverse : le désordre socio-économique (et l'instabilité politique) de la société a poussé plusieurs millions de personnes valides, y compris qualifiées, à quitter le pays pour travailler ; la classe dirigeante du Parti communiste conserve ses positions dominantes dans la politique (dans le système de gouvernement) et dans l'économie, mais un capitalisme sauvage émerge rapidement dans le pays, dont la dernière acquisition, la saisie de biens par la force, est un phénomène d'un type tout à fait féodal. »



Même dans la dix-huitième année d'indépendance, l'espace culturel et d'information du pays représente toujours l'Ukraine comme une province gelée de la Russie.

Le déclin moral de la population ronge toutes les sphères de la vie publique et menace l'avenir du peuple.

La critique de la politique de privatisation radicale et de destruction économique du gouvernement ukrainien, ainsi que la poursuite et l'intensification de la russification, et la « démocratie formelle » – la

démocratie de l'élite russifiante et résiduelle du parti et des forces russes qui ont agi contre l'Ukraine en tant qu'État-nation – deviennent la base de l'activité journalistique de Badzo. La loi d'assimilation sur la langue, promue par le Parti des régions, est qualifiée par Badzo, d'une manière quelque peu prédictive des événements futurs (et largement exagérée), de loi d'occupation.

Les dernières années de sa vie politique tumultueuse ont été calmes. Il est presque oublié dans la politique ukrainienne et fait rarement l'objet de discussions. L'éminent dissident décède le 1^{er} septembre 2018. Il a laissé derrière lui une grande quantité de travaux scientifiques et politiques. Il a notamment rédigé le programme du Parti ukrainien du socialisme démocratique et de l'indépendance de l'État, un document unique qui pourrait inspirer les nouvelles générations à lutter pour un avenir juste. Les problèmes décrits dans le programme sont malheureusement, pour la plupart, toujours d'actualité et sont soulevés à maintes reprises dans la société ukrainienne.

Projet de programme du Parti ukrainien du socialisme démocratique et de l'indépendance de l'État

IOURI BADZO⁸

Le programme officiel de réforme des relations nationales est encore en cours d'élaboration, mais ses contours ont déjà été esquissés assez clairement pour en tirer une conclusion alarmante: il vise à préserver intact l'acquis historique décisif du stalinisme, à savoir la position de grande puissance de la Russie au sein de la fédération des Républiques soviétiques. Tout d'abord, l'idéologie de la réforme est totalement silencieuse sur la base même d'une solution démocratique à la question nationale – le droit des nations à l'autodétermination jusqu'à et y compris leur séparation complète de l'URSS. Dans ces conditions, le tout nouveau slogan du parti «Centre uni et Républiques fortes» ne signifiera pratiquement rien d'autre que la suprématie politique de la Russie sur les Républiques non russes, dont la «force» ne consistera qu'en une certaine indépendance administrative, économique et culturelle par rapport à la

8. Kyiv, mars-avril 1989, extraits.

métropole. En d'autres termes, le caractère national et politique actuel du pays en tant qu'État essentiellement centralisé, unifié plutôt que fédéral, sera préservé, bien que le champ de l'autonomie «locale» et de l'autonomie culturelle soit élargi. La situation actuelle et future est clairement illustrée par l'attitude négative de Moscou (le «centre») à l'égard de la déclaration de souveraineté de l'Estonie en tant que partie intégrante de l'URSS, récemment proclamée par le Soviet suprême de la République socialiste soviétique d'Estonie. Sans une réelle indépendance étatique des Républiques par rapport au centre dans des domaines cruciaux de la vie historique des nations et sans une spécification des pouvoirs que les Républiques délèguent volontairement au centre, l'autosuffisance républicaine connaîtra le même sort que l'autosuffisance des entreprises: elle ne sera pas une forme d'indépendance économique des peuples non russes de l'URSS par rapport à l'État russe, ni une base économique pour leur autonomie politique et culturelle, mais seulement une version affaiblie de l'ancienne gestion centralisée de l'économie nationale [...]

QU'EST-CE QUE LE SOCIALISME DÉMOCRATIQUE?

La notion de «socialisme démocratique», qui est une tautologie (puisque théoriquement le socialisme est la démocratie, l'unité des démocraties politiques et industrielles), est justifiée historiquement: elle exprime l'idée de démocratie sociale et est en même temps liée à l'histoire réelle des sociétés qui se sont appelées socialistes. La doctrine du socialisme démocratique nie l'expérience historique négative de l'idée socialiste, l'antidémocratie du «socialisme réel», et proclame en même temps sa fidélité à





l'idée de démocratie sociale (socialisme), interprétant le pouvoir social du peuple comme un principe socio-économique clair et sans ambiguïté de participation (relation) égale des membres de la société aux moyens de production comme à une véritable propriété publique, dont la possession n'est réalisée que par le travail individuel productif du producteur [...].

Le socialisme démocratique s'oppose à la liberté économique bourgeoise en tant que droit égal à la propriété (et à la possibilité inégale de devenir propriétaire des moyens de production, plus encore: l'impossibilité pour tous les producteurs directs d'être propriétaires) et affirme une possibilité égale de gestion économique libre basée sur la propriété égale des moyens de production par le biais d'un État démocratique, de collectifs de travail et de producteurs individuels. En l'absence de propriété privée capitaliste et sous la démocratie politique, les relations de production sont socialisées. La propriété de l'État devient la propriété de toute la société, car l'État incarne la volonté de la société dans ses activités (puisque'il n'y a pas de classe sociale dirigeante distincte – la classe des propriétaires). La propriété coopérative (propriété des collectifs de travail), qui

participe à la formation du marché économique, soutient et développe l'intérêt matériel du producteur et, en même temps, ne conduit pas à une division de la société entre les propriétaires et les travailleurs salariés. La propriété individuelle, lorsqu'elle est réalisée par le travail personnel du propriétaire, sans le travail des travailleurs salariés, est harmonieusement imbriquée dans le système économique socialiste et représente une forme de liberté économique, une garantie économique de la liberté politique. Bien entendu, aucune des formes socialistes de propriété n'est exempte de l'égoïsme de groupe de ses détenteurs. Après tout, l'énergie de l'intérêt individuel, y compris l'intérêt simplement égoïste, anime toute la vie, crée la vie elle-même. C'est un axiome de la théorie sociale réaliste. La doctrine sociale humaniste, dont se réclame le socialisme démocratique, ne cherche pas l'impossible – se débarrasser de l'égoïsme humain par rapport aux circonstances, dans les relations entre les personnes, les groupes sociaux, les classes sociales et les nations. Il espère seulement qu'il est possible de protéger la vie humaine de la transformation de l'intérêt individuel et de l'égoïsme en une confrontation antagoniste et irréconciliable entre les hommes,

de protéger la société de la division en classes sociales antagonistes et irréconciliablement hostiles. Il espère des formes socialistes de propriété, la socialisation des moyens de production [...]

L'UCPDDN, en tant qu'association non religieuse et défendant la séparation de l'Église et de l'État, de l'école et de l'Église, comprend en même temps la profonde régularité et le grand pouvoir spirituel de la conscience et du sentiment religieux. Elle ne protège pas seulement la liberté de religion, mais promeut également le renouveau religieux des peuples, estimant que ce renouveau est à la fois un facteur important et une conséquence inévitable de la démocratisation de la société. La loi devrait garantir aux croyants non seulement le droit d'accomplir des rites religieux, mais aussi la liberté de propager des idées et des enseignements religieux. Le renouveau religieux du peuple ukrainien est inséparable du développement de la conscience nationale des Ukrainiens et suivra donc une voie patriotique vers une église nationale indépendante. L'Église orthodoxe russe ayant toujours eu une position de grande puissance et anti-ukrainienne, la libération de son pouvoir sur les croyants ukrainiens est une tâche historique non seulement pour les croyants ukrainiens, mais aussi pour l'ensemble du peuple ukrainien. L'Église orthodoxe russe menace la spiritualité ukrainienne en général. L'UCUCDN préconise la légalisation et le développement des Églises catholique et orthodoxe auto-céphale ukrainiennes. En même temps, elle reconnaît le droit des citoyens ukrainiens à professer n'importe quelle religion ou à n'en professer aucune. La bonne volonté et la tolérance dans les relations entre athées et croyants sont un signe de santé spirituelle et de haute culture pour les uns comme pour les autres. L'UCUCDN réunit dans ses rangs à la fois des athées et des croyants. L'intolérance idéologique fondée sur

l'athéisme ou la religion est incompatible avec l'esprit humaniste et la vision rationaliste du socialisme démocratique [...]

Les entreprises industrielles, les fermes d'État, les fermes collectives et les collectifs de travail en général deviendront des maîtres de la propriété dans la mesure où ils se débarrasseront de la tutelle du Parti communiste et deviendront de véritables agents économiques, ne dépendant que des consommateurs de leurs produits et n'ayant de comptes à rendre qu'à la loi démocratique. Les relations entre les entreprises, entre les producteurs et les consommateurs, entre les entreprises et l'État se construisent sur la base des relations marchandise-monnaie et sur la base de l'achat et de la vente, et non de l'offre et de la distribution. C'est le seul moyen de créer un marché économique (marché économique socialiste), de surmonter la crise économique et de mettre la société sur la voie de la prospérité matérielle. L'autofinancement actuel des entreprises, le bail et la coopération ne sont qu'un affaiblissement des entraves féodales du parti, et non la création d'entités économiques indépendantes, véritables agents du marché économique [...].

NOTRE OBJECTIF EST L'INDÉPENDANCE DE L'UKRAINE

Dans le domaine des relations nationales, l'UCPDDL adopte également une position révolutionnaire et prône l'indépendance totale de l'Ukraine [...].

L'indépendance de l'Ukraine n'affaiblirait pas les liens économiques avec la Russie, mais les renforcerait. Il est plus rentable de commercer avec un voisin que de transporter ses marchandises à travers trois cent neuf pays. Bien entendu, il faut commercer



d'égal à égal. Lorsque les deux parties ont quelque chose à échanger. Ainsi, l'indépendance de l'Ukraine contribuerait au développement économique de son territoire national et de la Russie [...].

Lénine a souligné un jour l'idée qu'une Ukraine libre est impossible sans démocratie. Aujourd'hui, nous pourrions formuler ce dilemme comme suit: sans une Ukraine libre et indépendante, la restructuration démocratique de la société soviétique est impossible. [...]

Nous comprenons que l'idée de l'indépendance de l'Ukraine est psychologiquement très difficile à accepter pour les Russes et certains Ukrainiens russifiés. Mais nous pensons qu'il s'agit là d'un argument en faveur de l'idée, et non contre elle. S'il ne prend pas conscience de son droit (légal et moral) à l'indépendance vis-à-vis de la Russie et ne s'efforce pas de l'exercer, le peuple ukrainien ne pourra pas se redresser psychologiquement, se débarrasser de la boue collante des sentiments d'importance secondaire, d'infériorité, de la boue laissée sur nos corps par des siècles d'oppression nationale. De même, les Russes ne pourront pas se débarrasser de leurs «propres» non-Républiques, dont l'Ukraine, sans se «libérer» du complexe du «grand frère» (voire du «père»), complexe particulièrement fort à l'égard des Ukrainiens et des Biélorusses. [...]



VISAGES DU POUTINISME

Les enfants ukrainiens victimes de Poutine

ALBERT HERSZKOWICZ ET BESLAN BOKHVAURELI¹

Depuis le 17 mars 2023 Vladimir Poutine est officiellement un criminel recherché par la justice internationale. À cette date, la Cour pénale internationale a délivré des mandats d'arrêt à son encontre ainsi qu'à l'encontre de Maria Alekseïevna Lvova-Belova.

Poutine est individuellement responsable au pénal des crimes susmentionnés. Il est suspecté de crimes de guerre pour la déportation d'enfants ukrainiens en Russie, et pour les transferts forcés d'autres enfants vers les territoires occupés de l'est du pays. Il y a « des motifs raisonnables de croire que Vladimir Poutine est personnellement responsable de ces crimes », ont estimé les juges dans un communiqué. Coautrice présumée de ces « crimes », la commissaire russe chargée des droits de l'enfant, Maria Lvova-Belova, 38 ans, est elle aussi sous le coup d'un mandat d'arrêt. Ils portent sur « la déportation de centaines d'enfants retirés d'orphelinats et de foyers » en Ukraine, qui auraient ensuite été « donnés à l'adoption » en Russie, ajoute le procureur dans un communiqué.

C'est un aspect parmi les plus révoltants et les plus graves de la guerre de Poutine. Depuis le début du conflit, plus de 500 enfants ont été tués, deux fois plus ont été blessés et certains torturés. Des millions d'enfants ukrainiens ont été contraints de

quitter leurs lieux de vie afin de fuir les combats et les bombardements. Un enfant ukrainien sur deux a été obligé de quitter son foyer pour fuir l'insécurité. Selon les chiffres de l'Unicef, ils sont 4,3 millions d'enfants déplacés, soit plus de la moitié de la population infantile du pays. Et 1,8 million d'entre eux ont traversé la frontière pour se réfugier dans les pays voisins.

Une autre forme de violence : la déportation vers la Russie

Plusieurs centaines de milliers d'enfants ukrainiens ont été transférés de force et donc déportés en Russie. Vingt mille enfants ont déjà été identifiés précisément par les autorités ukrainiennes, qui estiment qu'il y a en tout 200 000 enfants déportés. Ils viennent des régions annexées dès 2014 par la Russie dans le Donbass, ou des régions occupées par l'armée russe depuis le début de l'invasion.

Un certain nombre sont orphelins et étaient accueillis dans des orphelinats, d'autres ont été séparés temporairement de leur famille par la guerre, d'autres encore ont été envoyés par leurs parents pour des vacances, mais ne sont jamais revenus.

Kidnappés puis parfois adoptés par des familles russes, au mépris de toutes les lois en vigueur, certains ne reverront sans doute jamais leurs proches.

Nombre d'entre eux ont été séparés de leurs parents au moment de l'évacuation de leur famille vers la Russie. C'est le cas pour beaucoup d'enfants de la ville de Marioupol ou des opérations de « filtration » ont eu lieu :

Il suffisait que le parent porte un tatouage qui déplaisait aux autorités ou qu'il soit sur une des listes de personnes suspectes pour que les enfants soient séparés des parents puis évacués soit vers



1. Albert Herszkowicz et Beslan Bokhvaureli sont membres de l'association Pour l'Ukraine, pour leur liberté et la nôtre.

la République autoproclamée de Donetsk, soit directement vers la Fédération de Russie.

D'autres ont été confiés « naïvement » aux autorités russes par leurs parents. Ils devaient passer quelques semaines de vacances en Crimée ou en Russie. Depuis plus de nouvelles.

Que deviennent ces enfants en Russie? Au mépris de toutes les conventions et lois internationales, ces enfants sont adoptés et deviennent des citoyens russes. Au cœur de ce système de russification à outrance, on trouve une proche de Vladimir Poutine, nommée Maria Lvova-Belova, qui est officiellement sa « commissaire pour la protection de l'enfance ». Elle a elle-même entamé une rafle intensive dans les établissements où étaient accueillis des enfants qui étaient soit des enfants malades, soit des enfants handicapés, soit des enfants tout simplement retirés momentanément à la garde de leur famille dans le cas de difficultés pécuniaires passagères. Seulement une centaine d'enfants ont pu retrouver leur famille en Ukraine.

Le combat contre la déportation des enfants et pour leur retour

Les institutions internationales telles que l'Unicef et la Croix-Rouge se sont montrées très timorées et n'ont pas mis en œuvre de réels efforts afin de localiser et de rapatrier ces enfants.

Ce sont des associations et des médias qui ont alerté l'opinion et révélé l'ampleur de ces déportations.

En France, l'association Pour l'Ukraine, pour leur liberté et la nôtre poursuit de nombreuses actions dans ce domaine: tribunes dans la presse, interpellation des pouvoirs publics, pétition internationale (www.change.org/p/bringbackukrainiankids), manifestations de rue... Elle a déposé le 21 décembre



2022 un dossier auprès de la Cour pénale internationale (CPI) pour lui demander d'ouvrir une enquête pour « génocide ». Elle l'explique ainsi :

Les enfants ukrainiens déportés en Russie ne sont pas massacrés. Ils sont déracinés, séparés de leurs familles, leurs tuteurs ou leurs proches, forcés d'apprendre le russe et pour nombre d'entre eux proposés à l'adoption. Ce sont des pratiques génocidaires selon la convention de prévention des crimes de génocides (1948, art. 2.e) repris par le traité de Rome (1998, art. 6) qui a institué la CPI.



« Russifier » les enfants ukrainiens, une politique assumée

Le but : faire perdre à ces enfants tout lien avec leur famille et plus largement avec la culture et la nation ukrainienne. Une fois en Russie, « sous couvert de “dénazification” de l’Ukraine, on va les transférer parfois à des milliers de kilomètres, dans des camps de rééducation ». Les plus jeunes eux seront « adoptés immédiatement ». D’après l’association, il s’agit d’une « politique institutionnelle », directement supervisée par Vladimir Poutine et sa commissaire présidentielle aux droits des enfants. C’est Vladimir Poutine qui, en mai 2022, a pris un décret présidentiel pour faciliter l’adoption des enfants ukrainiens

Le sort des enfants ukrainiens, lourd de traumatismes psychiques graves, illustre le caractère criminel de la guerre déclenchée par Poutine contre l’Ukraine. Une mobilisation internationale continue doit aboutir au retour de ces enfants et au jugement de ceux et celles qui leur infligent de telles souffrances

Les actions russes visant à intégrer la population ukrainienne à la nation russe sont de plusieurs types : déportation en Fédération de Russie, naturalisation, russification par le système éducatif et adoptions d’enfants. Ces actions concernent potentiellement 10 millions d’Ukrainiens qui vivent ou vivaient dans les régions occupées du Donbass, des oblasts de Zaporijjia et Kherson et en Crimée, soit environ 1,5 million de mineurs de moins de 15 ans.

Le système de russification globale mis en place par les autorités d’occupation implique tout l’appareil d’État russe : administration présidentielle, ministères, notamment de l’éducation, des situations d’urgences (qui comprend des forces armées), de la défense, les parlementaires de la Douma, ainsi que les membres des administrations militaro-civiles des territoires

occupés et diverses organisations de jeunesse telles que la Yunarmya (armée de la jeunesse).

Déportations

Des témoignages, des rapports et des articles de presse documentent de manière substantielle les déplacements massifs et forcés d’enfants ukrainiens par les forces d’occupation russes. Ces déplacements, présentés sous différents prétextes tels que la mise à l’abri hors des zones de combat, la nécessité de soins médicaux, ou l’envoi temporaire d’enfants en « camps de vacances », sont en réalité des déportations caractérisées par l’utilisation généralisée de la désinformation, l’intimidation par les forces armées russes ou leurs supplétifs et l’absence de corridors d’évacuation vers l’Ukraine libre. Les enfants déportés appartiennent à plusieurs catégories documentées :

- 1) les mineurs isolés présents avant-guerre en institution. L’Unicef dénombrait 91 000 enfants dans les institutions pour mineurs isolés en Ukraine avant le 24 février 2022 ;
- 2) les mineurs séparés de leur famille durant les combats sont également déportés et courent le risque d’être adoptés ;
- 3) les enfants séparés de leurs parents en camp de filtration sont, selon des témoignages, également déportés et courent le risque d’être adoptés ;
- 4) les enfants des territoires occupés séparés de leurs parents sous divers prétextes : mise en sécurité, séjours en colonies de vacances ou raisons médicales, et que l’administration russe refuse de rendre aux parents ;
- 5) les enfants déportés avec leurs familles.

Si des transferts forcés de population ont eu lieu dès l’invasion de la Crimée et d’une partie du Donbass en 2014, les déplacements de grande



ampleur d'enfants débutent dans le Donbass occupé le 18 février, soit une semaine avant le début de l'invasion de l'Ukraine du 24 février 2022 et n'ont pas cessé depuis. Les enfants ukrainiens sont une cible prioritaire des occupants russes, à titre d'exemple, les déportations dans le Donbass occupé commencent le 18 février 2022 par les 225 orphelins de l'internat n° 1 de Donetsk. Les autorités russes font déjà état au 23 février de 31 000 enfants, la plupart de moins de 14 ans, arrivés du Donbass en Russie. En février 2023, les autorités russes font état de plus de 700 000 enfants ukrainiens déplacés sur le territoire de la Fédération de Russie depuis février 2022. Le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU indique que 2,9 millions d'Ukrainiens ont traversé la frontière vers la Russie ou la Biélorussie au 21 novembre 2023, soit environ 430 000 enfants de moins de 15 ans. La Fédération de Russie ne fournit pas d'information sur la situation de ces mineurs déplacés et n'en autorise pas l'évaluation indépendante. Les enfants déportés sont envoyés dans de multiples régions de la Fédération de Russie jusque dans la région extrême-orientale de Vladivostok. La Crimée fait souvent office de plaque tournante des déportations, notamment pour les mineurs isolés en raison du grand nombre de camps de vacances qui permettent de les héberger.

Les déportations ont procédé en plusieurs vagues qui concernent tout d'abord le Donbass, comme évoqué ci-dessus pour la semaine précédant le 24 février 2022. La conquête de Marioupol du 24 février au 21 mai 2022 a notamment donné lieu à des déportations d'enfants de grande ampleur puisque sur les 58 000 mineurs de moins de 14 ans qui y vivaient en 2021, la ville ne comptait plus qu'environ 10 000 enfants scolarisés à la rentrée scolaire de septembre 2022. La reconquête de la région de Kharkiv

par l'Ukraine a également donné lieu à des déportations de masse vers la Fédération de Russie du début à la mi-septembre 2022, les autorités russes faisant état de 22 000 personnes de cette région transférées en Russie en date du 15 septembre. La ville de Kherson et toute la rive droite du Dniepr ont, elles aussi, été vidées d'une bonne partie de leurs enfants lors des évacuations qui ont précédé sa reconquête par l'armée ukrainienne début novembre 2022. La rafle systématique des institutions pour mineurs isolés est bien documentée pour cette région. Les zones voisines du front dans la région de Zaporijjia ont également été le théâtre de déportations d'enfants à partir d'avril 2023.

Dans toutes ces régions, l'envoi d'enfants en «centres de vacances» ou en «camps de santé» a été réalisé par les autorités russes. Ces enfants n'ont pas été rendus à leurs parents dans les cas où ces derniers sont restés dans les zones libérées par l'Ukraine.

Naturalisations forcées

La distribution de passeports russes a été utilisée avant 2014 en Ukraine comme vecteur de déstabilisation et prétexte d'invasion, notamment dans le Donbass et la Crimée, et largement amplifiée dans ces régions après leur occupation en 2014. Depuis l'invasion du 24 février 2022, l'Ukraine occupée est le théâtre d'une campagne planifiée de «russification par la citoyenneté», dont le caractère systématique et la cohérence ont été montrés, et dont les mesures incitatives et coercitives sont documentées. Cette campagne vise les habitants des territoires occupés, mais n'exclut pas les très nombreux Ukrainiens déplacés en Fédération de Russie, isolés en terre étrangère et fragilisés par leur condition de réfugiés. Elle cible massivement les mineurs ukrainiens isolés transférés en camps, l'octroi de la citoyenneté russe





à ces derniers étant même revendiquée ouvertement par les autorités d'occupation. Cette campagne est d'essence génocidaire car la citoyenneté russe, qui s'accompagne d'un serment de fidélité à la Russie et d'une renonciation à la nationalité ukrainienne, s'impose aux mineurs et se transmet aux générations futures. Si les autorités russes semblent avoir voulu maintenir la fiction d'une adhésion enthousiaste des Ukrainiens «libérés» (selon le terme de propagande consacré) à la nation russe jusqu'aux «référendums d'annexion» de septembre 2022. L'annexion simplifie la procédure d'accès à la citoyenneté russe qui peut dès lors être octroyée de manière expéditive aux adultes et mineurs ukrainiens déplacés ou restés sur place. Le masque tombe le 27 avril 2023 avec le décret de Poutine qui ostracise les Ukrainiens réfractaires à la citoyenneté russe, déclarés «étrangers non expulsables». C'est alors qu'est ouvertement lancée la «traque aux réfractaires», une clause du décret stipulant que ces derniers seront passibles de détention ou de déportation à partir de juillet 2024, ainsi que les nouveaux citoyens qui font usage de leur passeport ukrainien ou discréditent l'armée russe et propagent de «fausses nouvelles» à son endroit. Cette traque aux réfractaires s'appuie notamment sur la mise en place de Chatbots de délation en ligne par les autorités d'occupation, délation qui semble assortie à une récompense. Outre la perte de la nationalité ukrainienne, l'octroi de la nationalité russe a pour conséquence que les Ukrainiens des territoires occupés et ceux déplacés en Fédération de Russie sont appelés à combattre l'Ukraine dans l'armée russe, ou le seront dans le cas des mineurs, ce qui redouble l'efficacité de cette mesure d'éradication de la nation ukrainienne. En effet, un communiqué du ministère de la défense russe de mai 2023 indique que 79 800

habitants du Donbass ont été mobilisés entre le 10 novembre et le 2 décembre 2022.

Russification forcée dans les structures scolaires et périscolaires

Les mineurs ukrainiens transférés en Russie sont d'emblée confrontés à un système éducatif «aux normes russes» (selon le terme de propagande) qui depuis l'invasion de la Géorgie en 2008 a considérablement évolué pour renforcer l'endoctrinement patriotique et introduire la préparation militaire des enfants dès leur plus jeune âge. Les enfants sont fortement incités à rejoindre une organisation militaro-patriotique de jeunesse, telle que la Yunarmya (organisation sous tutelle conjointe des ministères de la défense, de l'éducation et de la culture créée en 2016 à l'initiative du ministre de la défense Sergueï Choïgou) ou le Mouvement des premiers (inspiré des pionniers soviétiques, créé en juillet 2022 et supervisé directement par Poutine). Le patriarcat orthodoxe de Russie contribue à la militarisation des enfants avec son livre militaro-patriotique *Vivre, c'est servir la Patrie*, vendu par l'éditeur dans la catégorie «Livres pour enfants».

Dans les territoires occupés, les parents sont encouragés à envoyer leurs enfants à l'école, tout d'abord par des mesures incitatives telles que le versement de 10 000 roubles à l'un des deux parents de chaque enfant scolarisé, afin de remplir les écoles pour la première rentrée des classes sous occupation russe en septembre 2022. Ces mesures seront ensuite coercitives, les parents étant d'abord tenus administrativement responsables, puis pénalement responsables. Ici encore, l'incitation à la délation permet aux autorités d'occupation de traquer les réfractaires à

la russification par l'éducation de leurs enfants. Une répression intense s'abat sur les Ukrainiens des territoires occupés qui résistent à la russification scolaire de leurs enfants, répression pouvant aller jusqu'à la privation des droits parentaux et au placement des enfants en institution. La russification scolaire des mineurs isolés, qui n'ont d'autre choix que d'obtempérer, est également documentée, ainsi que les brimades que subissent les enfants ukrainiens dans l'école aux «normes russes».

Le passage aux «normes russes» des écoles des territoires occupés d'Ukraine s'est déroulé à marche forcée afin de préparer la rentrée des classes du 1^{er} septembre 2022, ce qui témoigne à nouveau de la mobilisation de toutes les ressources de l'État russe vers l'objectif génocidaire d'éradication de l'identité ukrainienne. Les bibliothèques sont vidées des livres et manuels ukrainiens qui sont remplacés par des ouvrages russes. Les directeurs d'école sont fréquemment remplacés et les enseignants subissent un «recyclage» en Russie ou en Crimée. Les écoles sont accréditées à délivrer des diplômes «aux normes russes». Les programmes scolaires sont modifiés, notamment afin de justifier les invasions russes de l'Ukraine, et les enseignements uniquement dispensés en langue russe. Le salut au drapeau russe et l'hymne russe sont de rigueur. La refonte de l'école se poursuit durant l'année 2022-2023 et le journaliste militaire Roman Saponkov déclare lors de la rentrée de septembre 2023 que les 320 000 enfants ukrainiens des territoires occupés qui «étudieront en russe dans des écoles russes» constituent «l'un des principaux succès de l'Opération militaire spéciale».

Les organisations militaro-patriotiques de jeunesse arrivent massivement dans les territoires occupés après le «référendum» d'annexion à la Russie de septembre 2022 et participent à l'embrigadement des

mineurs ukrainiens. De nombreuses classes de cadets militaires sont créées dans les territoires occupés, qui dispensent gratuitement une formation militaire aux mineurs de 3 à 18 ans pris en charge en internat.

Les occupants instaurent dans les territoires occupés la célébration des diverses fêtes patriotiques de la Russie de Poutine, la plupart héritées de l'URSS, ainsi que la vénération des symboles et des héros de cette même Russie. Les mineurs ukrainiens des territoires occupés sont submergés d'une propagande qui assimile l'Ukraine au nazisme et la «libération» des territoires d'Ukraine par la Russie à la Grande guerre patriotique.

La Russie dispose d'un arsenal de mesures «rééducatives» et punitives pour traiter le cas des mineurs ukrainiens récalcitrants, qui vont du mentorat mis en place par la Yunarmya aux camps de rééducation pour «adolescents difficiles» en Tchétchénie. La répression s'abat très tôt sur le personnel éducatif récalcitrant, comme l'attestent les «recadrages» d'écoles, surveillance de bibliothèques et de musées, remplacements, répression et tortures qui sont documentés.

L'occupation russe a brutalement plongé les mineurs ukrainiens dans un cauchemar militaro-patriotique totalitaire. Les mineurs ukrainiens sont les otages de ce système de lavage de cerveau, à la fois victimes et objets de chantage pour contraindre les parents à y soumettre leurs enfants. Comme dans le cas de la «naturalisation forcée» abordé ci-dessus, la «russification par l'éducation» n'offre donc pas d'échappatoire aux mineurs embrigadés à l'école, dans les corps de cadets ou dans des mouvements de jeunesse au militaro-patriotisme fanatique.

Adoptions

Comme souligné plus haut, les forces d'occupation portent une attention particulière aux mineurs



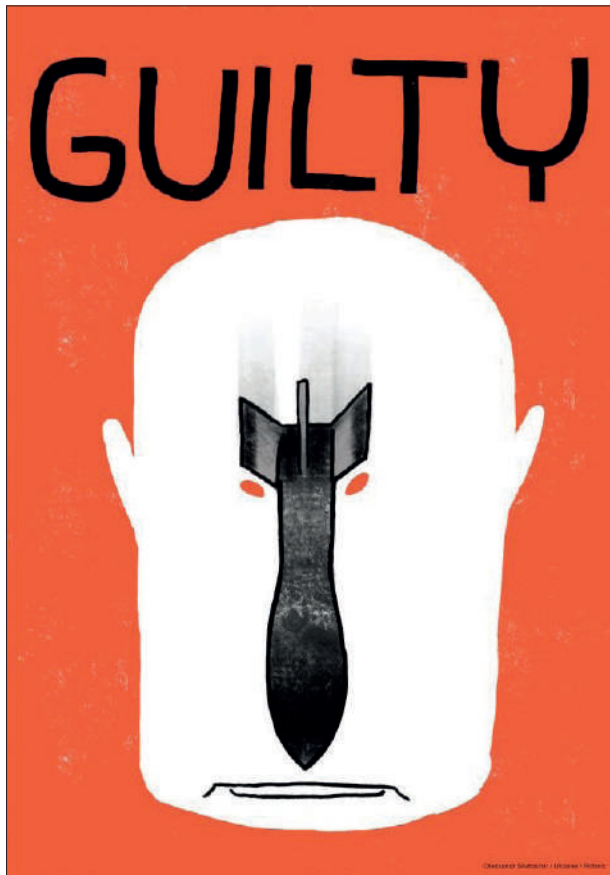
isolés, les plus vulnérables au «lavage de cerveau» qui vise à les transformer patriotes russes. Ces mineurs isolés semblent faire l'objet d'un tri systématique et sont fréquemment déplacés pour être rassemblés dans diverses institutions de l'occupant, notamment de dans nombreux camps situés en Crimée et en Fédération de Russie qui comptent plusieurs milliers de ces mineurs. Ils proviennent (1) des institutions ukrainiennes pour mineurs isolés qui ont été ou sont sous contrôle russe, 2) des zones de combat ou des lieux de filtration où ils ont été séparés de leurs

tuteurs légaux vivants ou morts, (3) du transfert de mineurs, sous prétexte de mise à l'abri des combats, de vacances ou de soins médicaux, qui n'ont pas été rendus à leurs tuteurs, (4) il est probable que d'autres mineurs rejoignent ces institutions à la suite de la déchéance des droits de leurs parents réfractaires à la russification.

L'intense russification à laquelle sont exposés ces mineurs isolés est également documentée, avec par exemple la distribution de passeports russes, une éducation patriotique conforme aux «normes éducatives russes» et une militarisation qui culmine dans les classes de cadets ouvertes aux mineurs de 3 à 18 ans. Ces mineurs isolés sont également la cible d'un programme d'adoption dirigé par Maria Lvova-Belova, commissaire présidentielle chargée des droits de l'enfant, sous la supervision directe de Poutine. L'adoption a pour conséquence de rompre les liens entre le mineur adopté et ses origines familiales et nationales et présente donc pour l'occupant russe le double avantage de supprimer l'identité ukrainienne de ces mineurs et de minimiser l'investissement de l'état dans leur «rééducation».

Des témoignages font état de tentatives d'adoption de mineurs ayant des parents, au motif que leur famille ne se soucie pas d'eux ou ne peut venir les chercher. Lvova-Belova adoptera elle-même un adolescent de Marioupol.

Ce programme a été planifié très tôt, puisque dès le 9 mars 2022, soit moins de deux semaines après le début de l'invasion, Lvova-Belova expose à Poutine lors d'un entretien que la citoyenneté constitue un obstacle juridique qui s'oppose au placement de 1 090 «orphelins» dans des familles russes «qui font déjà la queue pour s'en occuper», obstacle que Poutine s'engage à supprimer. Le lendemain, Lvova-Belova signe un protocole d'intention avec les médiatrices



aux droits de l'enfant des Républiques fantoches du Donbass occupé depuis 2014. À la suite des changements opérés dans la législation de ces «Républiques du Donbass» afin que les citoyens russes soient inclus en tant que parents adoptifs potentiels des enfants de ces territoires, le programme d'adoption est lancé.

Le 22 avril 2022, Lvova-Belova se réunit avec le gouverneur de Moscou pour placer 27 enfants transférés du Donbass, qui sont aussitôt remis à 10 familles russes. «L'obstacle de la citoyenneté» sera également levé côté russe par le décret de Poutine du 30 mai 2022 qui facilite l'octroi de la nationalité russe aux mineurs isolés ukrainiens et donc leur adoption en Russie. Cet obstacle sera supprimé par l'annexion des régions occupées d'Ukraine par la Russie en septembre 2022 qui attribue automatiquement la citoyenneté russe aux mineurs isolés ukrainiens.

Ce programme d'adoption est supervisé par Lvova-Belova qui va sélectionner des mineurs isolés dans les institutions d'Ukraine occupée, les amène en transit à Moscou, et va ensuite les livrer aux parents adoptifs dans diverses régions de la Fédération de Russie. À titre d'exemple, le 16 septembre 2022, Maria Lvova-Belova amène 125 «orphelins» du Donbass à Moscou avec l'aide logistique du ministère russe de la défense. Elle précise qu'après avoir passé quelque temps dans un «centre de réhabilitation» de la capitale, ils iront rejoindre des familles d'adoption dans treize régions du pays: Moscou, Astrakhan, Voronej, Koursk, Mourmansk, Nijni Novgorod, Omsk, Penza, Rostov, Riazan, Samara, Tcheliabinsk.

De nouveau, le 7 octobre 2022, 234 enfants arrivent à bord de trois avions militaires sur le tarmac de l'aérodrome militaire de Chkalovsky, à Moscou. Maria Lvova-Belova précise en cette occasion que «76 enfants du Donbass se préparent déjà à partir chez des parents adoptifs dans nos régions». D'autre

part, le 15 juillet 2022, Maria Lvova-Belova accompagne 17 orphelins (ou prétendus tels) de 3 à 15 ans à Toula destinés à être pris en charge par quatre familles. De même, elle se rend le 22 juillet 2022 à Kaluga pour «livrer» 25 enfants à des familles adoptives et le 13 octobre 2022 à Novosibirsk, en Sibérie, pour «placer» 24 enfants âgés de 2 à 16 ans. Si le nombre d'enfants adoptés à ce jour n'est pas connu, Lvova-Belova elle-même déclare que le programme d'adoption des mineurs ukrainiens «isolés» a vocation à devenir «systématique».

Conclusion

La politique menée à l'encontre des enfants ukrainiens afin de les déporter et de les russifier est planifiée et organisée au plus haut niveau de l'État russe et de son appareil présidentiel.

Elle se déploie à tous les niveaux des structures du pouvoir et utilise un vaste arsenal de méthodes répressives et déshumanisantes.

Le sauvetage de ces enfants et leur retour auprès de leurs familles sont une œuvre de longue haleine qui va de pair avec la mise à jour des mécanismes de ce projet mortifère et le jugement de ses responsables.



PRISES DE POSITION

Guerre ou paix? Un faux dilemme dans la polémique autour de la question ukrainienne

DARIA SUBAROVA¹

Ce texte est issu d'une intervention lors du meeting de l'assemblée féministe – Paris banlieue, le 12 mars 2024 à la Bellevilloise.

En l'absence des conditions pour des négociations, parler d'un cessez-le-feu immédiat comme l'alternative au soutien militaire, ce ne sont que des mots vides destinés au public français dans le cadre de la campagne électorale. Faute d'autres options réalistes, la solidarité concrète exige la poursuite de l'aide militaire à l'Ukraine.

J'aimerais profiter de cette invitation pour apporter des clarifications concernant les polémiques dont l'Ukraine fait l'objet depuis plusieurs semaines. La première polémique est celle, suscitée par le mouvement européen des agriculteurs, sur l'entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne. La seconde a été déclenchée par la sortie de Macron sur la possibilité de l'envoi des troupes en Ukraine. Dans les deux cas, la question ukrainienne est utilisée cyniquement par

toutes les forces politiques dans un jeu de distinction électorale. Elle se déploie à coups d'arguments déconnectés de la réalité locale, et n'a d'autre conséquence que de saper le soutien de l'opinion publique à la résistance ukrainienne. Je vais me concentrer sur la deuxième polémique, parce que le soutien militaire reste au centre des revendications que les Ukrainiens et les Ukrainiennes adressent aux Européens.

Critiqués par d'autres dirigeants européens et par le secrétaire général de l'OTAN, c'est également par le gouvernement ukrainien que les propos de Macron ont été immédiatement démentis. En fait, l'Ukraine n'a jamais demandé l'envoi des troupes. Elle demande des armes, et surtout des munitions. Sur ce plan, quoi que l'on dise, la contribution de la France est jusqu'ici restée relativement modeste : selon les chiffres du gouvernement français, elle s'élève à 3,8 milliards d'euros en deux ans, sur un budget militaire qui dépasse 40 milliards par an, soit environ 4 % de ses dépenses militaires totales. En réalité, comme le montre une enquête récente de Mediapart, ces chiffres sont largement gonflés, la valeur réelle de l'aide étant de plusieurs fois inférieure.

Avec sa fanfaronnade sur l'envoi des troupes en Ukraine, Macron a non seulement échoué à atteindre son propre objectif dans la concurrence pour le leadership européen. Ces propos ont donné du grain à moudre à toutes les forces politiques qui, d'une manière plus ou moins ouverte, quand la situation politique le permet, s'opposent dès le début au soutien militaire à l'Ukraine : le Rassemblement national, bien sûr, mais aussi les partis de la gauche institutionnelle, comme le Parti communiste et la France insoumise. Force est de constater que c'est main dans la main qu'ils se lancent dans une nouvelle campagne anti-ukrainienne, concernant à la fois l'entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne et l'accord de



1. Chercheuse, membre du RESU. Publié sur [Mediapart](#), 15 mars 2024.

sécurité bilatéral signé entre la France et l'Ukraine le 16 février. Pire, comme on l'a appris mardi, alors que l'extrême-droite a opté pour l'abstention, le Parti communiste et la France insoumise ont décidé de voter contre cet accord de sécurité. Quelques mots sur son contenu et sur ce que la France insoumise propose à la place.

Ce qui gêne la France insoumise, ce sont les affirmations de principe que ce document contient: «La France réaffirme l'objectif de l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne» et «confirme que la future adhésion de l'Ukraine à l'OTAN constituerait une contribution utile à la paix et à la stabilité en Europe.» Mais si on regarde ce texte concrètement dans le détail, non seulement il n'y a rien sur l'envoi des troupes au sol dans le cadre de la phase actuelle de la guerre, mais rien de tel n'est prévu dans le cas où l'Ukraine serait à nouveau envahie après un cessez-le-feu ou la signature d'un accord de paix. Concrètement, je cite: «En cas de future agression armée russe contre l'Ukraine, [...] le Participant français fournira à l'Ukraine une assistance rapide et soutenue en matière de sécurité, des équipements militaires modernes dans tous les domaines, selon les besoins, et une assistance économique.» Le reste du document détaille le contenu de cette assistance, qui inclut la formation, la cyberdéfense, l'armement, etc. Concrètement, au lieu de proposer des amendements, c'est à ces garanties de sécurité minimales, qui ne se distinguent pas en substance de celles dont l'Ukraine bénéficie actuellement, que s'oppose la France insoumise.

Qu'est-ce qu'elle propose à la place? Dans une vidéo publiée le 7 mars, Mélenchon propose sa vision de ce qu'il appelle «le conflit Ukraine-Russie». Selon lui, «la seule stratégie qui a un sens», c'est la mise en avant d'un «plan de paix». Pour cela, il s'agirait

de comprendre la nature de ce «conflit Ukraine-Russie». Je cite Mélenchon: «Le sujet de la guerre entre Russes et Ukrainiens, c'est deux choses: un, les frontières [...] et deux, la sécurité mutuelle. Les Ukrainiens ne veulent plus vivre dans l'angoisse d'être envahis par les Russes. Et les Russes ne veulent plus vivre dans des conditions où, d'après ce qu'ils disent, ils ne veulent plus être sous la menace d'une intervention militaire de l'OTAN premièrement, et deuxièmement de voir des populations qui leur ont demandé d'être assimilés à l'ensemble russe, d'être menacés.» Pour aboutir à un accord, il s'agit d'organiser une «conférence sur les frontières» où, je cite, «l'on demande aux populations concernées à quoi, à qui elles veulent être rattachées. La voix du peuple est la solution, pas le problème. [...] Si ces questions sont réglées par un référendum, alors nous avons tous les éléments d'une paix.»

Je ne vais pas m'attarder sur cette argumentation. Je vais simplement rappeler qu'il ne s'agit pas d'un conflit Ukraine-Russie sur les frontières et la sécurité mutuelle, mais d'une invasion brutale, absolument injustifiée, et d'une occupation des territoires ukrainiens par l'armée russe. Que la menace de l'OTAN et la prétendue demande des populations russo-phones d'intervenir militairement pour les protéger du gouvernement ukrainien est un pur élément de propagande russe. Que parler des référendums sur les territoires occupés est une proposition ignoble, Monsieur Mélenchon sachant très bien que leur organisation démocratique est impossible. La Russie a déjà organisé un semblant de référendums sur les territoires occupés qui ont donné plus de 90 % de votes pour le rattachement à la Russie. Comment ferait-on pour imposer à la Russie le retour en toute sécurité des réfugiés pour qu'ils puissent voter, le départ des colons russes pour qu'ils ne puissent pas



voter, et la supervision de ces référendums par les instances internationales indépendantes? C'est tout à fait irresponsable de nous faire croire que cela soit possible dans les conditions actuelles.

Regardons la situation de façon réaliste. Vu la situation dans laquelle l'Ukraine se trouve actuellement, il est raisonnable de penser qu'un cessez-le-feu selon la ligne de front soit la moins mauvaise des options. Les troupes ukrainiennes sont démoralisées par le grand nombre de tués et de blessés, par le manque de munitions et de matériel adéquat, etc. Les civils ukrainiens, à leur tour, manifestent peu d'envie de remplacer celles et ceux qui sont déjà au front: après l'échec de la contre-offensive de l'été, la ligne de démarcation ne bouge plus en faveur de l'Ukraine, et elle ne recule pas assez pour que celles et ceux qui sont à l'arrière sentent à nouveau une menace existentielle qui les motiverait à se porter volontaires, comme c'était le cas au début. Les tensions au sein de la société ukrainiennes sont bien réelles. Tout le monde voudrait que la guerre s'arrête.

Encore faut-il que les conditions pour un tel cessez-le-feu soient réunies, et en premier lieu que Poutine ait intérêt à arrêter la guerre et à respecter l'engagement de non-agression future. Or, justement, cela n'est pas le cas: l'armée russe a repris l'initiative. La guerre permet au régime de se renforcer à l'intérieur du pays, passé en mode économie de guerre. L'assassinat récent de l'opposant Alexey Navalny marque une nouvelle étape dans la répression politique. Le monde entier s'est ému à juste titre de voir des milliers de Russes antiguerre défilier et poser des fleurs devant la tombe de l'opposant à Moscou. Malheureusement, malgré l'émotion et l'espoir que ce geste fait naître, rien ne permet de présager dans l'immédiat un soulèvement populaire capable de changer quelque chose de l'intérieur. Le régime

poutinien se nourrit désormais de la guerre, sur le plan à la fois interne et international, où son objectif ouvert est d'utiliser l'agression de l'Ukraine pour remanier les rapports de force géopolitiques. Pour le moment, il est difficile d'imaginer que quelque chose de moins qu'une capitulation de l'Ukraine puisse le satisfaire.

De leur côté, les Ukrainiens, dans leur écrasante majorité, ne sont pas prêts à accepter la capitulation. On peut parler autant qu'on veut d'un cessez-le-feu immédiat comme l'alternative au soutien militaire, mais il faut être conscient que ce ne sont que des mots vides destinés au public français dans le cadre de la campagne électorale. Certes, les combats devront s'arrêter un jour, et il y a aura un cessez-le-feu sous une forme ou une autre. La question est de savoir dans quelles conditions pour l'Ukraine cela aura lieu: est-ce qu'elle sera à l'offensive? Est-ce qu'elle sera suffisamment armée et soutenue pour être dans la situation la plus avantageuse? Quelles sont les garanties de sécurité qu'on est à prêt à accorder dans le cas hautement probable d'une nouvelle invasion? Nous sommes dans un moment de grande incertitude quant à l'évolution de la situation, qui dépendra de beaucoup de facteurs. Et dans l'incertitude, le plus raisonnable et le plus juste, c'est de continuer à soutenir l'aide militaire à l'Ukraine.

J'ai conscience qu'il soit difficile en tant que féministe d'assumer une telle position. Cela touche à la question de l'identité du mouvement, de son antimilitarisme et de l'opposition à l'État. La résistance ukrainienne est devenue l'épine dans le pied de l'ensemble des organisations anticapitalistes, féministes et anti-impérialistes. Certains ont préféré préserver la pureté de leurs principes au détriment de l'analyse de la situation et de la solidarité concrète. Je pense toutefois, et c'est ce que le manifeste féministe



ukrainien affirmait déjà en 2022, que la pensée et la pratique féministes sont les mieux à même à se placer systématiquement du côté de l'expérience, en fonction des intérêts immédiats des femmes victimes de l'oppression, mais aussi des femmes résistantes, où qu'elles soient. En Ukraine, des dizaines de milliers de femmes résistent à l'invasion avec les armes; des centaines de milliers travaillent dans les services publics cruciaux, des millions sont impliquées dans le bénévolat. En tant que féministes, on doit pouvoir comprendre que notre action s'ajuste au point de vue à partir duquel on milite.

Concernant le soutien à la Palestine, nous agissons à l'intérieur du camp qui soutient l'agresseur. Le plus efficace est donc que nous luttons contre l'armement et pour l'arrêt inconditionnel des combats par Israël. C'est le même type d'action qu'essaient de mener, dans la mesure de leurs forces, les féministes russes et biélorusses à l'égard de leurs gouvernements. Mais concernant l'Ukraine, nous nous trouvons dans un pays qui fournit un soutien à l'agressé. Tant qu'il n'y a pas d'autres options réalistes, la solidarité exige qu'on assume à soutenir l'envoi d'armes à l'Ukraine. Et que, contre les campistes de tous les bords, on proclame: «De l'Ukraine à la Palestine, l'occupation est un crime!».



Des élu·es de gauche appellent à soutenir l'Ukraine à l'occasion du 2^e anniversaire de l'invasion

SOREN SONDERGAARD, AU NOM DES DÉPUTÉS DANOIS D'ENHEDSLISTEN, ET STÉFANIE PREZIOSO, ANCIENNE ÉLUE SUISSE¹

Nous vous écrivons pour vous demander d'envisager de signer l'appel «Les élu·es de gauche appellent à soutenir pleinement l'Ukraine à l'occasion du deuxième anniversaire de l'invasion russe», À l'heure où l'Etat russe prépare une contre-offensive massive contre l'Ukraine et où de puissants secteurs de la droite politique, tant en Europe qu'aux Etats-Unis, font campagne pour réduire le soutien militaire à ce pays en difficulté, nous pensons qu'il est impératif que les partisans de gauche et progressistes de l'Ukraine fassent entendre leur voix. Veuillez indiquer votre soutien à la déclaration, soit en répondant à cet e-mail, soit en cliquant sur ce lien et en ajoutant votre nom et vos coordonnées à la liste des signataires. En vous remerciant de votre solidarité avec l'Ukraine, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Signatures:

https://docs.google.com/document/d/e/2PACX-1vRuROcQFofftK8EsQajKyHPYdac9uJLOC56ZyiLlghbx059PCWu_h6SawHVVy1wFxcce7619vXMILdv-/pub

1. Appel paru sans *Presse toi à gauche* (Québec), 14 février 2024.

Chers collègues, chères collègues,

En tant qu'élus de gauche actuels et anciens – membres des Parlements européen et nationaux, conseillers régionaux et locaux – nous souhaitons nous adresser à nos collègues de la gauche en Europe et dans le monde. Nous vous appelons à vous mobiliser avec nous pour soutenir la résistance militaire et civile du peuple ukrainien. À cet égard, nos fonctions électives nous donnent une opportunité et une responsabilité particulières. Soutenir l'Ukraine, c'est aussi contrer la propagande néfaste de l'extrême droite qui constitue le socle du soutien de Poutine à l'échelle internationale.

Nous approchons du deuxième anniversaire de l'invasion russe de l'Ukraine. Cela signifie que l'Ukraine entre dans sa troisième année de guerre. Beaucoup d'entre nous espéraient que la guerre serait plus courte et que l'Ukraine serait rapidement victorieuse. Il est désormais clair que cette vision était trop optimiste. La Russie s'est retranchée et a construit de solides défenses. Ce qui était une guerre de mouvement en 2022 est devenu en grande partie une guerre de position en 2023.

La guerre ne concerne pas seulement les soldats qui défendent l'Ukraine. Elle concerne aussi les populations civiles qui sont victimes des bombardements russes et des attaques sur les infrastructures, notamment, pour le deuxième hiver, avec l'objectif de détruire les systèmes de chauffage.

La situation dans les zones occupées par la Russie est bien pire. Les Ukrainiens qui refusent de prendre des passeports russes sont victimes de discriminations diverses, comme le refus d'accès aux soins de santé. Ceux qui sont considérés comme les plus incorrigibles sont arrêtés et envoyés en Russie. On estime à environ 4000 le nombre d'Ukrainiens prisonniers en Russie, sans compter les prisonniers de guerre, et



détenus dans de très mauvaises conditions. Il existe également des exemples de déportation d'Ukrainiens en Russie et de leur remplacement par des colons russes – un processus inauguré en Crimée après 2014. Le plus grave est la déportation d'enfants ukrainiens vers la Russie où ils sont «adoptés» et «russifiés».

L'Ukraine a reçu beaucoup d'aide, humanitaire et financière. Une partie de cette aide provient des gouvernements et des ONG. Une partie provient des syndicats, en particulier en Europe. De nombreux syndicats ont pris des positions claires en faveur de l'Ukraine et ont établi des contacts étroits avec les syndicats ukrainiens. L'Ukraine a également reçu une aide militaire des pays de l'OTAN et d'ailleurs. Cette aide est nécessaire et continuera de l'être.

Près de deux ans après l'invasion, la position de la Russie n'a pas bougé d'un pouce. Elle réclame la totalité des territoires qu'elle a «annexés», y compris les parties qu'elle n'a pas réussi à occuper. Rien ne garantit qu'elle n'exigera pas également Kharkiv et Odessa. Et elle continue d'exiger un changement de gouvernement à Kiev. Il n'y a pas de place pour la discussion sur la base de ces exigences. La seule voie vers une paix durable est le retrait inconditionnel des troupes russes. Et l'Ukraine doit pouvoir recevoir les armes nécessaires pour imposer ce retrait.



Les élu·es de la gauche québécoise et le droit à l'autodétermination... des ukrainien·nes

CAMILLE POPINOT¹

Le 24 février 2024 marque le triste anniversaire de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par l'armée russe de Vladimir Poutine. Deux ans plus tard, le silence de la classe politique québécoise est toujours aussi assourdissant et affligeant. C'est tout particulièrement le cas du silence de ceux et celles qui se revendiquent de gauche, indépendantistes ou souverainistes et qui proclament haut et fort leur droit à l'autodétermination.

En deux ans, Québec solidaire a déposé deux motions à l'Assemblée nationale. Dans la première, adoptée en février 2022, les députés s'inquiètent «de la remontée du conflit armé en Ukraine», affirment leur «solidarité avec le peuple ukrainien» et expriment leur souhait «d'une résolution pacifique basée sur la négociation et le respect du droit international». Dans la seconde, du 23 février 2023, l'Assemblée nationale réaffirme le droit inaliénable du peuple ukrainien à son intégrité territoriale», déclare «l'agression armée de l'Ukraine par la Russie comme défiant les lois internationales», «dénonce les actes à caractère génocidaire commis contre le peuple ukrainien qui ont été rapportés par les médias», «souhaite la bienvenue au Québec à toutes les Ukrainiennes et à tous les Ukrainiens temporairement déplacés, tout en demandant aux gouvernements du Québec et du

1. Article parti dans *Presse toi à gauche*, 20 février 2024.

Canada de [faire tout] en leur pouvoir pour faciliter leur arrivée au pays» et enfin, «salue la résistance héroïque du peuple ukrainien et le courage du mouvement d'opposition à la guerre en Russie».

Ces deux motions ont été adoptées à l'unanimité à l'Assemblée nationale. De fait, elles n'engageaient les signataires à rien ou presque. Elles n'exigent ni le retrait inconditionnel de la Russie du territoire ni un soutien militaire ou humanitaire. Et le seul engagement concret, soit celui de tout faire pour faciliter l'arrivée au pays des Ukrainien·nes qui le souhaitent, a été remis en cause à peine un an plus tard par les auteur·es de la motion. En effet, Québec solidaire, à la suite de la Coalition avenir Québec, le parti au pouvoir, et des souverainistes du Parti québécois, dénonce aujourd'hui l'afflux des migrants temporaires, des demandeuses et des demandeurs d'asile. Tant et si bien qu'aujourd'hui, les réfugié·es «bienvenu·es» il y a à peine deux ans, vivent quotidiennement avec la crainte d'être finalement expulsé·es.

À part ces deux motions, on cherchera en vain sur le site internet de Québec solidaire des communiqués ou des prises de positions en solidarité avec la défense de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Le site contient en revanche de nombreux communiqués sur la nouvelle campagne du parti pour un «projet indépendantiste» ou l'autonomie du Québec. À l'exception d'un communiqué de presse en date de février 2022, on est obligé de faire le même constat sur le site internet des souverainistes du Parti québécois.

Au moment d'écrire ce texte, on ne sait pas encore si Québec solidaire déposera une nouvelle motion à l'Assemblée nationale, le 24 février 2024. Mais en attendant, si des élu·es québécois·es de gauche et attaché·es au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes souhaitent appuyer un peu plus concrètement

le droit à l'autodétermination des Ukrainien·nes, ils et elles sont invité·es à signer cet appel d'élus·es qui réclame le retrait inconditionnel des troupes russes et le droit de l'Ukraine à recevoir les armes nécessaires pour imposer ce retrait.



Le « poutinisme économique » de la Suisse

JO LANG¹

À l'occasion du deuxième anniversaire de la guerre d'agression russe, plusieurs manifestations de solidarité se sont déroulées en Suisse. À Zurich, une alliance de gauche a défilé. Parmi les orateurs figurait l'historien Jo Lang qui a déclaré :

[...] Il y a deux types de solidarité suisse avec l'Ukraine : l'une bon marché et l'autre coûteuse et donc authentique. Le bon marché écarte la plus importante des questions : le réarmement de Poutine par la Suisse. L'authentique, elle, se pose des questions comme : Poutine pourrait-il encore financer sa guerre sans les milliards qu'il doit au commerce suisse des matières premières et à ses oligarques locaux ? Les bombardiers et les missiles de Poutine pourraient-ils encore décoller sans les machines spéciales produites par des entreprises suisses ?



Des fonds et des biens pour la machine de guerre russe

La machine de guerre russe a été alimentée pendant des années par des fonds et des biens provenant de Suisse. Ainsi, près de 60 pour cent du commerce russe de matières premières passait par la Suisse. Et le nourrissage continue, bien que de manière réduite.

1. Discours prononcé à Zurich, 24 février 2024, Comité Ukraine de Suisse, <https://comite-ukraine.ch>. Traduction : Daniel Süri.

Sur les 150 milliards de dollars détenus par les oligarques, seuls 8 ont été sanctionnés. Et les machines suisses à double usage livrées aux fabriques russes d'armement avant la guerre sont de toute façon hors d'atteinte des sanctions.

Le capitalisme fossile et financier suisse et le capitalisme mafieux russe sont étroitement liés, par le biais d'environ 2 000 entreprises et banques contrôlées par des Russes en Suisse, comme Gazprom, Nordstream, Sberbank. Par les oligarques aussi, dont 85 disposent d'un « visa doré ». Et grâce à de nombreuses autres entreprises et banques qui ont servi Poutine. On peut citer Glencore, Trafigura et les grandes banques suisses. Lorsque les caisses de l'État russe étaient exsangues en raison de l'annexion de la Crimée en 2014, Glencore et son principal actionnaire individuel, le fonds souverain du Qatar, sont intervenus. Ils ont injecté 11 milliards de dollars dans le géant pétrolier public Rosneft fin 2016.

Le Centre et le poutinisme économique

Poutine n'aurait pas pu profiter aussi massivement de l'économie suisse sans l'appui de la politique. Prenons trois exemples dans les domaines des matières premières, des oligarques et des machines. Au printemps 2006, nous, les Verts alternatifs zougois, nous avons dénoncé deux entreprises russes de gazoducs qui ont mené la guerre du gaz naturel contre l'Ukraine pour Poutine. Nous les appelions les « mafias de l'Est ». Le président du PDC cantonal, Gerhard Pfister, lui aussi, a pris une position critique. Mais à notre égard. Contre nos accusations, il a défendu avec persévérance, voire véhémence, le « modèle de réussite zougois », avec ses nombreuses entreprises russes et ses oligarques.

Pourquoi la plupart des milliards des oligarques restent-ils à la disposition de Poutine? Parce que la Loi sur le blanchiment d'argent n'a pas inclus les conseillers juridiques et les avocats! Les principaux responsables de ce trou sont les deux avocats lobbyistes valaisans, le conseiller aux États du Centre Beat Rieder et le conseiller national Philipp Bregy, du même parti. Le trésor de guerre de Poutine est parmi les principaux profiteurs de ce trou valaisan creusé par le Centre.

D'ailleurs, le Centre, qui est toujours présenté comme particulièrement favorable à l'Ukraine, a rejeté la proposition de la Commission de politique extérieure d'un paquet d'aides de 5 milliards en faveur de l'Ukraine en juin dernier – avec le PLR et l'UDC, qui, elle, ne fait pas mystère de son absence de solidarité avec l'Ukraine.

Powerplay pro-Poutine des libéraux-radicaux

Pourquoi Poutine peut-il, grâce aux machines suisses, massacrer la population civile ukrainienne – avec des missiles ou avec des balles comme à Boutcha? Après l'annexion de la Crimée, le Seco avait décidé de ne plus livrer de machines à double usage à la Russie, car celles-ci étaient utilisées dans la production de guerre. Contre cette mesure, pour une fois correcte, l'industrie des machines et le PLR ont installé un *powerplay* pro-Poutine massif.

En décembre 2015, la conseillère aux États Karin Keller-Suter a exigé une libéralisation de la politique d'exportation vis-à-vis de la Russie. En mars 2016, le conseiller fédéral Johann Schneider-Amman a signifié au Seco: «pas de critères de contrôle idéologiques». Cette justification rappelle l'ancien rapport Bergier et en appelle un nouveau. Bien sûr, le PLR

se vante d'être un parti pro-ukrainien. La preuve: il est le principal responsable du fait que la Suisse ne participe toujours pas à la Task force sur les sanctions Repo (Russian Elites, Proxies and Oligarques).

La Suisse a une dette particulière

Ceci m'amène aux revendications les plus importantes:

- Confiscation immédiate des avoirs des oligarques au profit de l'aide humanitaire et à la reconstruction de l'Ukraine. Pour cela, il suffit d'utiliser l'article 72 du Code pénal sur la mafia.
- Introduction d'un impôt sur les bénéfices de guerre – en premier lieu au profit de l'Ukraine – pour les entreprises de matières premières qui, en 2023, ont réalisé des bénéfices nettement plus élevés qu'avant la guerre; pour les entreprises qui produisent directement ou indirectement du matériel de guerre; pour l'industrie pharmaceutique qui a augmenté massivement ses exportations vers la Russie ces deux dernières années.
- Application systématique des sanctions.
- Création d'une autorité de surveillance du marché des matières premières analogue à la Finma pour les marchés financiers.
- Colmatage du désastreux trou de Rieder/Bregy dans la Loi sur le blanchiment d'argent.

Pour finir, encore ceci: les mêmes cercles qui ont apporté leur soutien politique au réarmement de Poutine profitent aujourd'hui de ses conséquences pour réarmer la Suisse. La Suisse utiliserait mieux les milliards de l'armement en investissant dans la reconstruction de l'Ukraine. Poutine détruit l'Ukraine aussi grâce à l'argent et aux biens provenant de Suisse. C'est pourquoi notre pays a une dette particulière envers l'Ukraine.

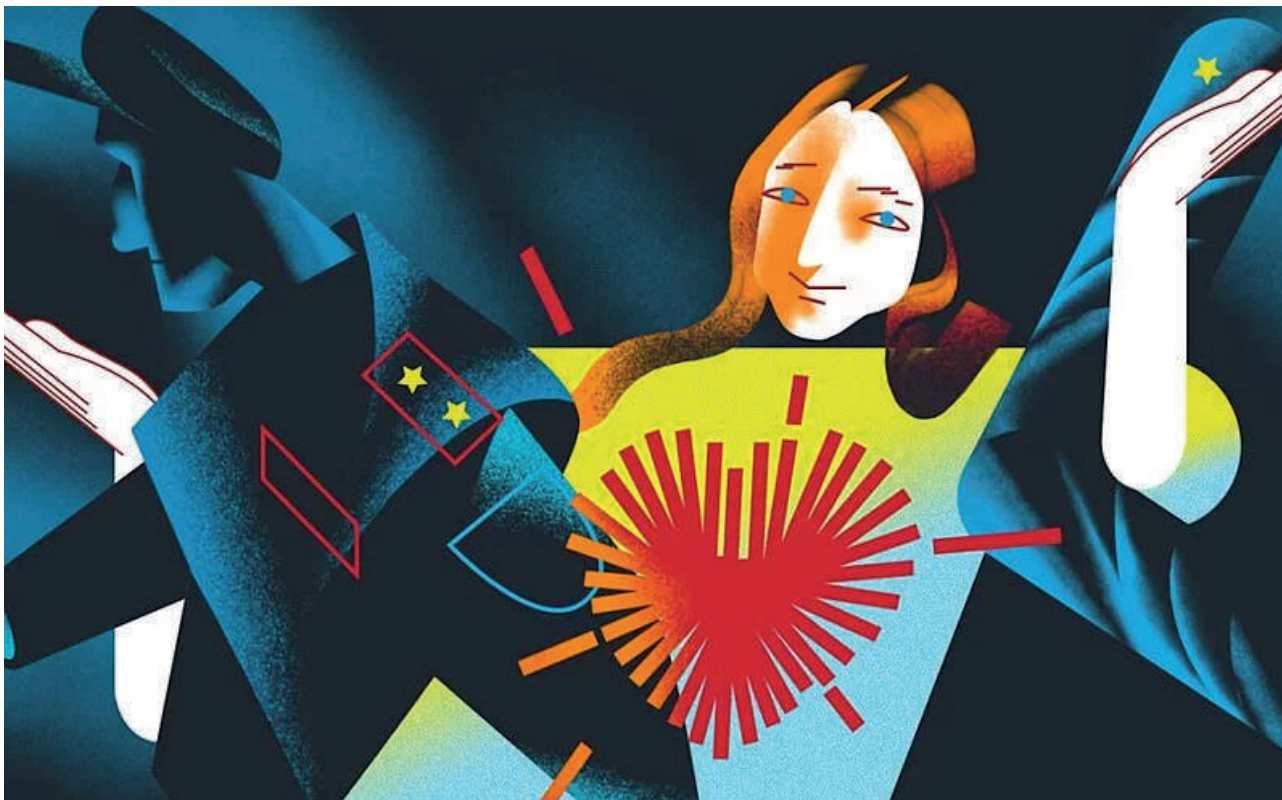


**ÉTAT ESPAGNOL
IMAGES DE LA SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE**



**BOÎTE
ALERTE**

SOLIDARITÉ UKRAÏNE BELGIQUE



L'activiste féministe Alexandra Skochilenko arrêtée par la police. Elle a été condamnée à sept ans de prison pour avoir apposé des autocollants anti-guerre sur les prix d'articles dans un supermarché de Saint-Petersbourg.
(Illustration la Résistance féministe anti-guerre – FAS).

Une parabole révolutionnaire sur l'égalité entre les hommes

ROMAN ROSDOLSKY¹

Les biographes du grand poète ukrainien Taras Chevtchenko rapportent une histoire fort intéressante au sujet de la propagande révolutionnaire qu'il mena au sein de la paysannerie ukrainienne en 1845. Aux serfs rassemblés dans les auberges des villages, Chevtchenko entendait démontrer le pouvoir des gens ordinaires. Ayant posé un grain de blé sur la table, il demandait à ses auditeurs: «Qu'est-ce que cela représente?» Devant l'absence de réponse de l'assistance, il expliquait que le grain de blé représentait le tsar. Il ajoutait alors d'autres grains, en disant qu'ils représentaient le gouverneur et les autres dignitaires, les officiers de l'armée, les boyards, et la noblesse. Puis il tirait de sa poche une grosse poignée de grains et la répandait sur ceux qui se trouvaient déjà sur la table, en prononçant ces mots: «Regardez, ceux-là c'est nous tous! Pouvez-vous me dire maintenant qui était le tsar, le gouverneur ou les boyards²?»

Selon une autre version, Chevtchenko utilisait des noisettes pour sa propagande. Il remplissait avec des



1. « A Revolutionary Parable on the Equality of Men », *Archiv für Sozialgeschichte*, vol. 3, 1963, traduction de Gaël Cheptou. Article paru sur *solidarity-ukraine Belgique*, <https://solidarity-ukraine-belgium.com/une-parabole-revolutionnaire-sur-egalite-entre-les-hommes/>.

2. N. F. Batchykov, *Taras Chevtchenko : Kritiko-biograficheskij otcherk*, 1939, p. 153-154.

grains de blé son bonnet de fourrure et posait dessus quelques noisettes, expliquant qu'elles étaient les boyards, les généraux, les ministres et le tsar. Puis il secouait énergiquement le bonnet et les noisettes tombaient dans le fond. «Tel sera, un jour, le sort des boyards et du tsar.»

L'authenticité de cette anecdote a été mise en doute par plusieurs auteurs ukrainiens. Pour eux, ce n'était rien d'autre qu'une légende diffusée par les grands propriétaires polonais d'Ukraine dans le but de discréditer Chevtchenko en le faisant passer pour un démagogue. L'érudit et poète ukrainien Ivan Franko estimait, quant à lui, que la parabole révolutionnaire attribuée à Chevtchenko présentait des affinités trop grandes avec la propagande égalitariste déployée par les révolutionnaires polonais au cours des soulèvements nationaux de 1830 et 1846. Il citait à l'appui, comme exemple, la proclamation intitulée «Instructions pour les éducateurs du peuple ruthène», dans laquelle le démocrate polonais Kasper Cieglewicz appelait les paysans ukrainiens de Galicie à se soulever contre les autorités, en soulignant leur supériorité numérique sur les oppresseurs. Cette argumentation, selon Franko, aurait pu aisément conduire aux méthodes de propagande que Chevtchenko semble avoir employées³.

Franko ne soupçonnait pas à quel point son explication était proche de la vérité historique. Il n'a pas eu accès aux archives du gouvernement autrichien, dans lesquelles j'ai retrouvé, quarante ans plus tard, un rapport de police sur les activités révolutionnaires de K. Cieglewicz. Selon ce rapport émanant de Sacher⁴, le directeur de la police de Lvov, la capitale de la Galicie, Cieglewicz usait en 1838

3. I. Franko, *Chevtchenko geroem polskoï revoliutsionoi legendy*, 1893.

4. Le père du célèbre écrivain Leopold von Sacher-Masoch.

de la même parabole pour sa propagande parmi les paysans, que celle qu'on trouve dans la biographie de Chevtchenko⁵! Penchons-nous maintenant sur d'autres cas de récurrence de cette parabole. On la retrouve dans l'autobiographie de Trotski, *Ma vie*, à la différence, toutefois, qu'elle était ici utilisée un demi-siècle plus tard (en 1897) par des révolutionnaires russes en Ukraine, avec des haricots blancs à la place des grains de blé. Trotski nous parle de son premier contact avec la classe ouvrière, l'électricien Ivan Andréévitch Moukhine, à Nikolaïev :

Le lendemain, nous étions dans une taverne, formant un groupe de cinq ou six. La musique mécanique grondait furieusement sur nous, voilant notre causerie aux oreilles étrangères. Moukhine, maigriot, la barbiche en pointe, cligne malicieusement de l'œil gauche qui est plein d'intelligence, considère amicalement, mais non sans crainte, mon visage dépourvu de moustaches et de barbe, et en termes circonstanciés, faisant des pauses malignes, m'explique ceci :

– L'Évangile, pour moi, dans cette affaire, c'est comme un hameçon. Je commence par la religion, je finis par la vie. Il y a quelques jours, j'ai découvert toute la vérité aux stundistes⁶ avec des haricots...

– Comment, avec des haricots ?

– C'est très simple : je mets un haricot sur la table, c'est le tsar ; autour de lui, d'autres haricots : c'est les ministres, les évêques, les généraux ; ensuite, les nobles, les marchands ; et ce tas de haricots, c'est le simple peuple. Et maintenant, je demande : où est le tsar ?

L'orateur montre le haricot du milieu.

– Où sont les ministres ?

Il montre ce qui entoure le haricot du milieu.

– C'est comme j'ai dit, reprend-il, et l'autre est d'accord, Mais attends... attends maintenant...

Il ferme tout à fait l'œil gauche. Une pause.

– Là, je mêle, de la main, tous les haricots ensemble... Eh bien, que je dis, où est le tsar ? où sont les ministres ?

– Comment s'y retrouver ? qu'il me répond. On ne les voit plus...

– C'est bien ça, que je dis, on ne les voit plus... Il faut seulement mélanger tous les haricots...

D'enthousiasme, j'étais en sueur, écoutant Ivan Andréévitch. Ça, c'était du vrai, et nous étions là, nous autres, à faire les malins, à essayer de deviner, sans résultat. La boîte à musique joue ; nous sommes en pleine conspiration ; Ivan Andréévitch, avec ses haricots, détruit le mécanisme des classes : propagande révolutionnaire⁷.

Les trois exemples que j'ai cités jusqu'à présent (Cieglewicz en 1838, Chevtchenko en 1845 et Moukhine en 1897) viennent d'Ukraine. Au moins un incident similaire a été rapporté cependant de l'autre côté de l'Atlantique, dans l'île de Haïti. Un des historiens de la Révolution de Saint-Domingue nous renseigne sur la manière dont le célèbre général noir Toussaint Louverture faisait de l'agitation parmi la population noire de l'île contre les planteurs blancs :

Afin d'être mieux compris, il leur parlait en paraboles ; il employait souvent celle-ci. Dans un vase de verre plein de grains de maïs noir, il mêlait quelques grains de maïs blanc et il disait à ceux qui l'entouraient : Vous êtes le maïs noir, les blancs qui voudraient vous asservir sont le maïs blanc. Il remuait le vase, et le présentant à leurs yeux fas-

5. Gub., *Publ.-pol.*, 43, Nr. 12787 ex 1838.

6. Secte religieuse d'Ukraine.

7. Léon Trotsky, *Ma vie*, Paris, 1953, p. 120-121.



cinés, il s'écriait en inspiré : 'Guetté blanc⁸ ci la la, c'est-à-dire : Voyez ce qu'est le blanc proportionnellement à vous⁹.

La coïncidence entre cette histoire que l'on raconte à propos de Toussaint Louverture et la propagande révolutionnaire en Ukraine est tout à fait remarquable. On pourrait peut-être soutenir que l'un des nombreux réfugiés polonais qui ont émigré en France après la défaite du soulèvement de 1830, avait lu le livre de De Lacroix sur la révolution à Saint-Domingue, et que la parabole de Toussaint a été transplantée des Antilles aux régions orientales de l'Europe. Il y a cependant un problème tenant au fait qu'un autre érudit ukrainien, M. Drahomaniv, indique dans une lettre à Ivan Franko¹⁰ que John Brown utilisait apparemment lui aussi une parabole similaire pour sa propagande anti-esclavagiste (ce que je n'ai pu hélas vérifier). Il est hautement probable que le motif de cette parabole est migratoire et que son origine remonte encore plus loin dans le temps (peut-être à quelques sectes religieuses médiévales?). En tout cas, il me semble que le problème de l'origine de cette parabole mérite l'attention des spécialistes de la culture populaire.



Note du traducteur : cette parabole est également attribuée à Vincent Ogé, le meneur de la première révolte des mulâtres de Saint-Domingue, au moment de son exécution – (voir «Ogé», dans *Biographie étrangère*, 1819). D'après les recherches de l'ami Felix Klopotek, c'est probablement Victor Hugo qui en est le véritable passeur entre les Antilles et l'Europe

8. Du verbe «guetter», surveiller, observer – W. A. Dorrance, «The Survival of French in the Old District of Saint Geneviève», *University of Missouri Studies*, X, n° 2, 1935, p. 80.

9. Le lieutenant-général baron Pamphile de Lacroix, *Mémoires pour servir à l'histoire de la révolution de Saint-Domingue*; Paris, 1819, t. 1.

10. Cité d'après l'essai de Franko.

orientale : pour composer son premier roman, *Bug-Jargal*, publié en 1826, il s'est fortement inspiré des *Mémoires* de Pamphile de Lacroix qui reprend les paroles explosives de Toussaint Louverture :

La cérémonie terminée, l'obi se retourna vers Biassou avec une révérence respectueuse. Alors le chef se leva, et, s'adressant à moi, me dit en français : «On nous accuse de n'avoir pas de religion; tu vois que c'est une calomnie, et que nous sommes bons catholiques.»

Je ne sais s'il parlait ironiquement ou de bonne foi. Un moment après, il se fit apporter un vase de verre plein de grains de maïs noir, il y jeta quelques grains de maïs blanc; puis, élevant le vase au-dessus de sa tête, pour qu'il fût mieux vu de toute son armée : «Frères, vous êtes le maïs noir, les blancs vos ennemis sont le maïs blanc!»

À ces paroles, il remua le vase, et quand presque tous les grains blancs eurent disparu sous les noirs, il s'écria d'un air d'inspiration et de triomphe : Guetté blan ci la la ! Une nouvelle acclamation, répétée par tous les échos des montagnes, accueillit la parabole du chef. Biassou continua en mêlant fréquemment son méchant français de phrases créoles et espagnoles :

El tiempo de la mansuetud es pasado. Nous avons été longtemps patients comme les moutons, dont les blancs comparent la laine à nos cheveux; soyons maintenant implacables comme les panthères et les jaguars des pays d'où ils nous ont arrachés. La force peut seule acquérir les droits : tout appartient à qui se montre fort et sans pitié. Saint Loup a deux fêtes dans le calendrier grégorien, l'Agneau pascal n'en a qu'une ! N'est-il pas vrai, monsieur le chapelain ? (chap. XXIX).

On la retrouve également chez Alphonse de Lamartine (*Toussaint Louverture*, poème dramatique, 1850), dont nous citerons l'extrait suivant :

Vous craignez les Français, votre cœur s'épouvante
De cet art meurtrier dont leur orgueil se vante.

Que peut-il contre un peuple? Enfants, vous allez
voir.

[Il fait un signe.]

Apportez-moi ces grains de maïs blanc et noir.

[On lui apporte une corbeille, il y prend une

poignée de grains de maïs noir,

la verse dans une coupe de cristal, et répand sur la
surface du vase une couche de maïs blanc,

puis il présente la coupe aux regards du peuple.]

Vous ne voyez que blanc quand votre front s'y
penche?

À vos yeux effrayés toute la coupe est blanche...

Or, pourquoi les grains blancs sont-ils seuls
aperçus?...

[Hésitation des noirs.]

Peuple pauvre d'esprit! eh! c'est qu'ils sont
dessus!...

Mais attendez un peu.

[Il vide la coupe sur un plateau, les grains blancs
disparaissent complètement

dans l'immense quantité de grains noirs.]

Tenez, le noir se venge;

En remuant les grains, voyez comme tout change!

On ne voyait que blanc, on ne voit plus que noir;

Le nombre couvre tout, et ceci vous fait voir

Comment l'égalité, quand l'honneur la rappelle,

Rend à chaque couleur sa valeur naturelle!

Le talent n'y peut rien. – Ils sont un et vous dix. –

Haïti sera noir, c'est moi qui vous le dis.

[Le peuple pousse des éclats de rire et des
applaudissements forcenés.]

Allez! et laissez-moi penser pour la patrie.

[Tout le monde sort.]

Acte II, scène VIII

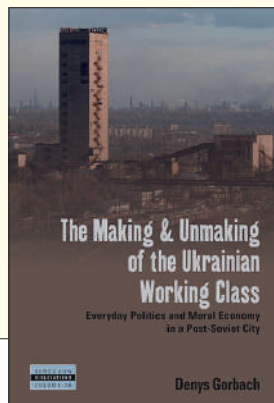




UN LIVRE DE DENYS GORBACH

*THE MAKING AND UNMAKING OF THE
UKRAINIAN WORKING CLASS*

*Everyday Politics and Moral Economy
in a Post-Soviet City*



Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

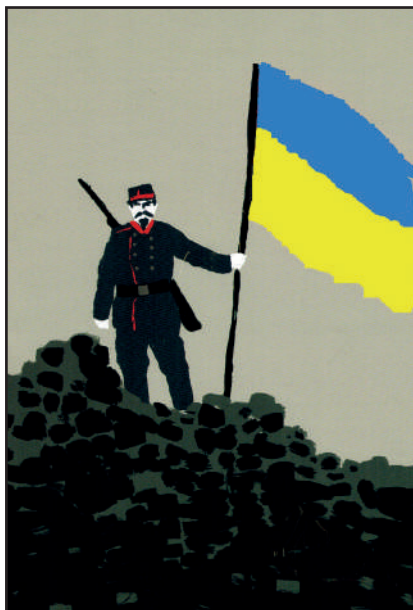
Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore



(Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris) et *Utopia Rossa* (Rome), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : «Crosse en l'air».